

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RISQUE PROFESSIONNEL

DANS

LE SERVICE MILITAIRE

Étude comparée de la législation de 1831 sur les pensions d'invalidité de l'armée et du système de 1898 sur les accidents du travail. Nécessité d'une réforme.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 16 décembre 1907, à 1 heure.

PAR

Lucien BAZIN

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants : } MM. LYON-CAEN, professeur.
CHAVEGRIN, professeur.



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEI

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1907

THÈSE
POUR

LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RISQUE PROFESSIONNEL

DANS

LE SERVICE MILITAIRE

Étude comparée de la législation de 1831 sur les pensions
d'invalidité de l'armée et du système de 1898 sur les
accidents du travail. Nécessité d'une réforme.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 16 décembre 1907, à 1 heure.

PAR

Lucien BAZIN

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

*Suffragants : } MM. LYON-CAEN, professeur.
CHAVEGRIN, professeur.*



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE RISQUE PROFESSIONNEL

DANS LE SERVICE MILITAIRE

Du jour où le citoyen, appelé à servir, a franchi les grilles de la caserne, il se trouve soumis à des conditions d'existence nouvelles. A lui qui peut-être n'avait jamais eu de revolver ou de fusil, des armes sont données pour qu'il apprenne à les manier; il n'avait de sa vie ou depuis longtemps usé d'agès de gymnastique, monté un cheval, approché d'un canon : le voici soldat et, de ce fait, « exposé dans son service, comme l'ouvrier dans son travail, à des accidents professionnels multiples et capables de laisser à leur suite des infirmités plus ou moins graves (1). »

Ainsi, le risque professionnel dans le service militaire existe. Les lois de 1831 sur les pensions des armées de terre et de mer l'avaient reconnu et, les premières, en avaient mis en œuvre les principes, décidant que l'accident professionnel, éventualité logique

1. Dr Oberlé. « Ouvriers et soldats ». *Revue du Palais*, 15 juin 1905; page 502.

et presque fatale pour le soldat, devait être, s'il se produisait, la source d'une pension ou d'une indemnité. De l'examen attentif de ces lois il ressort, ainsi qu'on l'a déjà constaté, « que c'est l'État qui a le premier appliqué l'idée du risque professionnel, sans que le terme soit prononcé (1). »

D'autre part, l'évolution des idées vers les doctrines de plus en plus libérales et égalitaires, a engendré les lois de 1898 et celles qui les ont étendues. Le risque professionnel dans l'industrie privée est aujourd'hui rigoureusement établi et protégé.

Mais il existe une différence fondamentale entre les situations respectives du soldat et de l'ouvrier.

Les lois de 1898 et celles qui les ont modifiées ou étendues, posent le principe pour tout ouvrier victime d'un accident survenu par le fait ou à l'occasion de son travail, et pour ses ayants droit s'il est tué, du droit à une indemnité due par le patron, sauf réduction au cas de faute inexcusable.

L'État, au contraire, qui depuis a mis les risques professionnels à la charge du chef d'entreprise — parmi lesquels, notons-le, il s'est rangé lui-même vis-à-vis des ouvriers de profession proprement dits dont il loue les services — tient à ses soldats le langage suivant ainsi qu'il résulte des lois de 1831 : « Je vous assure des pensions de retraite afin de vous garantir la

1. Louis Perrier. « Le Risque professionnel dans les fonctions et emplois publics ». *Revue politique et parlementaire*. Avril 1906.

vie matérielle dans votre vieillesse... Et votre vieillesse, c'est moi qui la fixe; il faut que vous ayez tant d'âge, tant d'années de service au moins. Si d'ici là il vous arrive quelque accident, vous n'aurez droit à une pension que si vous me prouvez, dans des conditions strictes, que mon service est bien la cause ou de l'accident ou de vos infirmités. Vos ayants droit, si vous mourez, n'auront droit à pension que dans des cas déterminés et à charge par eux de faire la preuve qui vous serait incombée (1). »

Ainsi, ce qui frappe dans la législation des pensions de l'armée, c'est que — à l'encontre des lois socialistes récentes faites pour la réparation pécuniaire des accidents, d'abord, et que suivront peut-être un jour les votes des deux Chambres relatifs aux retraites des ouvriers dont le sort se trouvera moins précaire — : « elle gravite tout entière autour de l'idée d'assurance, non pas contre l'accident, mais contre la vieillesse. Chez elle, l'accident professionnel, l'invalidité précoce résultant de l'exercice des fonctions, ne sont que des exceptions (2). »

Cela s'applique justement par ce que nous disions plus haut : à savoir que si dès 1834 l'existence du risque professionnel avait été reconnue, les idées de protection sociale n'ayant pas encore acquis leur développement jusqu'en leurs conséquences actuelles, le

1. Louis Perrier, *op. cit.*

2. Louis Perrier, *op. cit.*

législateur — moins travaillé par le désir de faire de la véritable justice sociale et laissé plus libre de ses actes vis-à-vis d'une armée de métier, à la différence du législateur d'aujourd'hui sollicité davantage et pour ainsi dire guidé par les besoins du peuple et les idées nouvelles d'autant plus impérieuses que les institutions sont plus démocratiques — se trouvait armé d'une autorité personnelle plus étendue, lui permettant d'agir avec moins de bienveillance à l'égard des gens de guerre à sa solde et pour le plus grand bien des finances d'État.

Il faut ajouter en outre, bien qu'on l'ait quelque peu contesté, que les accidents du service en temps de paix, considérés comme des exceptions en 1831, ont considérablement augmenté depuis. Le perfectionnement des armements ; les découvertes d'explosifs plus violents, d'une manipulation toujours dangereuse ; le développement des machineries dans les arsenaux où des équipes nombreuses de soldats et de marins sont quotidiennement affectées ; l'utilisation constante des aérostats, captifs aussi bien que dirigeables, des automobiles blindées ou autres et des cycles dans l'armée ; l'emploi merveilleux et terrible à la fois — les catastrophes survenues à Bizerte au *Farfadet*, puis au *Lutin* l'attestent — des sous-marins dans les ports de guerre ; tous ces progrès rendus nécessaires par la réciproque attitude des puissances pratiquant plus que jamais, en dépit de généreuses ou spéculatives utopies, le *si vis pacem para bellum* des anciens ; toutes ces forces matérielles mises en œuvre, de même que l'en-

entraînement physique chaque jour exigé d'un contingent de troupes numériquement élevé, font de l'armée comme de la marine une vaste industrie mécanique d'autant mieux exposée à des risques professionnels plus graves qu'un rendement maximum est exigé d'elle.

De là — du moins en théorie — cette disproportion évidente entre la législation de 1831 et les exigences du présent, en partie satisfaites par les lois ouvrières. Ce qui n'était que l'exception chez l'une, nous voulons dire l'accident professionnel, est devenu la raison d'être des autres. Et ces changements dans nos institutions, cette évolution vers les doctrines égalitaires, issue des intérêts vitaux d'autant plus forts de jour en jour qu'on les sacrifiait davantage, ont fait plus profond et plus large, semble-t-il, de progrès en progrès, l'abîme qui sépare subitement le soldat du citoyen, surtout de l'ouvrier. Ce dernier est protégé vis-à-vis de son patron, entrepreneur particulier ou l'État lui-même; il est accoutumé à cette législation protectrice qui lui garantit son existence matérielle le cas échéant et demeure pour lui durant toute sa vie de labeur une bienfaisante certitude.

Qu'il devienne soldat à titre d'appelé, tout change brusquement; la sécurité morale où il était s'ébranle.

Des règlements tutélaires de 1898, il retombe désolé aux ordonnances surannées de 1831; d'une législation commune aujourd'hui à bien des travailleurs et qui va s'élargir encore, le voici soumis à des règles d'exception.

Un exemple que nous empruntons à une étude récente sur la matière, pose la question d'une façon très nette: « Un homme arrive au régiment avec ses dix doigts ; il en perd un par le fait ou à l'occasion de son service ; la perte de ce doigt peut, lorsqu'il rentrera dans la vie civile, diminuer d'une façon notable sa faculté de travail et même, en admettant que celle-ci ne soit pas notablement diminuée, on ne peut nier que le blessé n'ait subi un dommage...

Dans la vie civile, le blessé protégé par la loi de 1898 aurait pu s'attaquer au patron, aurait eu le droit d'invoquer les arguments suivants : j'ai perdu un doigt à votre service, accidentellement., ma capacité de travail est aujourd'hui sinon annulée, du moins diminuée; ce dommage certain est à votre charge. Vous m'en devez réparation; acquittez-vous envers moi (1). »

Devenu soldat, blessé au service de l'État — comme nous l'avons supposé avec le D^r Larquier — a-t-il le droit de lui opposer les mêmes arguments, de lui dire : « Je suis venu à vous avec mes dix doigts; vous servir m'en a coûté un, sans qu'il y ait de ma faute; j'ai subi un dommage certain, évaluez-le aussi faiblement qu'il vous plaira, *mais il existe et vous m'en devez réparation ?* »

A-t-il le droit de raisonner ainsi?

Non. Dans l'état actuel des lois et des règlements, ce

1. D^r Larquier. « Les accidents dans le travail et dans le service militaire. » *Revue politique et parlementaire*, 10 mars 1906.

droit lui est refusé presque toujours. Est-ce justement? Nous l'examinerons quand il sera temps. Mais, quelle que soit la réponse, tant affirmative qu'en sens contraire, il est certain qu'un remaniement des textes, vieux de soixante-quinze ans, s'impose... telle est la conclusion logique. A différentes reprises déjà la Chambre des députés, lors des discussions du budget de la guerre ou de la marine, s'est préoccupée de cette si grave question; et dès 1906, sur la proposition du ministre de la Guerre, une réforme très importante a été réalisée en ce qui concerne la gravité des blessures ou infirmités (Décret du 13 février 1906). Mais il y a mieux encore à faire.

Une solution, plusieurs fois proposée, consisterait à traiter le citoyen appelé au service suivant les principes de 1898.

Un tel système, généreux en soi, tendant à faire de l'exception une règle, est-il juridiquement possible et, en supposant cette démonstration faite, quels en seraient les résultats pratiques ?

Telle est l'étude que nous nous proposons de réaliser après avoir dans leur ensemble, puis leur détail, examiné le fonctionnement des lois de 1831, de même que les dispositions ministérielles qui les accompagnent, en comparant la situation qu'elles font au soldat à celle qu'il possède avant son entrée au service, sous le régime de 1898.

CHAPITRE PREMIER

Ensemble de la situation actuelle des militaires et marins au point de vue du risque professionnel.

SYSTÈME DE 1831

Cette situation doit être envisagée sous un triple aspect. Les intéressés peuvent être, selon l'échelle des cas : titulaires d'un droit à pension ; ou, sans que ce soit pour eux un droit, bénéficiaires d'une gratification renouvelable de réforme ; ou simplement réduits à une demande de secours.

Suivant cette classification, ils sont soumis aux lois de 1831 (pensions) ou à l'ordonnance de 1857 (gratifications) ou à la seule bienveillance du ministre de la Guerre ou de la Marine (secours).

A. — *Pensions de Retraite.*

Les lois de 1831, du 11 avril pour l'armée de terre et du 18 avril pour l'armée de mer, modifiées sur des points de détail par de nombreuses lois ultérieures, visent tout homme incorporé, c'est-à-dire tout citoyen valide reconnu apte au service.

Leur titre I, que nous mentionnerons simplement,

s'occupe des pensions pour ancienneté de service. C'est le fond même de ces deux lois faites pour une armée de métier, dont chaque membre, entré jeune au service, y consacrait la plus grande partie de sa vie et se serait trouvé dans le besoin, faute de profession autre à sa sortie du régiment ou de la flotte, si l'on n'y avait justement remédié par une pension.

Leur titre II, qui n'est qu'un titre subsidiaire, vise le cas où les militaires sont forcés de quitter l'armée par suite d'une infirmité diminuant leur aptitude professionnelle avant d'avoir atteint l'âge de la retraite. Il leur accorde alors une pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités. Lui seul doit nous intéresser.

Lois des 11 et 18 avril 1831. Titre II.

« Des pensions de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités. »

Leur article 12 pose le principe suivant :

Art. 12, § 1^{er}. — Les blessures donnent droit à la pension de retraite lorsqu'elles sont graves et incurables et qu'elles proviennent d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés dans un service commandé.

§2. — Les infirmités donnent le même droit lorsqu'elles sont graves et incurables et qu'elles sont reconnues provenir des fatigues ou des dangers du service militaire.

De la lecture de cet article il se dégage ceci : que la loi exige pour accorder des droits à pension, les trois conditions suivantes: « — *a*) Gravité, — *b*) Incurabilité, — *c*) Origine des blessures ou infirmités (service

commandé ou fatigues du service) » auxquelles l'article 14 ajoute une quatrième « — d) Impossibilité pour la victime de pourvoir à sa subsistance » et dont nous examinerons plus tard la légitimité.

Il faut constater en outre que la loi divise en deux catégories, suivant leur gravité, les blessures et infirmités donnant droit à pension lorsque leur origine est établie selon les exigences de l'article 12 :

Première catégorie. — La loi y range les blessures et infirmités les plus graves, donnant un droit immédiat à pension (art. 13).

Suivant une décision ministérielle du 23 juillet 1887, cette première catégorie comprend cinq classes :

- 1° Cécité;
- 2° Amputation de deux membres;
- 3° Amputation d'un membre (pied ou main);
- 4° Perte absolue de l'usage de deux membres et infirmités équivalentes;
- 5° Perte absolue de l'usage d'un membre et infirmités équivalentes.

Ces « infirmités équivalentes », la décision ministérielle précitée les désigne expressément et les énumère : huit dans la quatrième classe et trente-huit dans la cinquième classe.

La pension à laquelle donnent droit immédiat les blessures et infirmités varie suivant la classe à laquelle elles appartiennent :

Pour les classes première et deuxième, la rente d'invalidité est égale au maximum de la pension d'ancienneté augmentée de 30 0/0. (Un sergent touchera

1.430 fr., un caporal 1.170 fr., un simple soldat 975 fr.)

Pour les classes troisième et quatrième, elle est égale au maximum de ladite pension (1.100 fr. pour un sergent; 900 fr. pour un caporal; 750 fr. pour un simple soldat).

Pour la cinquième classe, elle est égale au minimum de cette pension, et chaque année de service, y compris les campagnes, ajoute à la pension un vingtième de la différence entre le minimum et le maximum. (Art. 16. — Soit 800 fr. minimum pour un sergent; 700 fr. minimum pour un caporal et 600 fr. minimum pour un simple soldat.)

Deuxième catégorie. — Elle comprend les blessures et infirmités moins graves, ne donnant droit à pension que si le non officier est mis hors d'état de servir et de pourvoir à sa subsistance (art. 14).

La même décision ministérielle du 23 juillet 1887 les énumère dans la sixième classe. Ce sont : la perte absolue de l'usage d'un membre (ablation d'un doigt, par ex.) et vingt infirmités équivalentes expressément désignées. Quand les conditions exigées par l'article 14 sont satisfaites, c'est-à-dire lorsque la victime est hors d'état de pourvoir à sa subsistance, la pension d'invalidité est égale au minimum de la pension d'ancienneté et ne peut être augmentée, du chef des années de service, que si leur quantum dépasse trente ans; cette augmentation réservée, le montant minimum de la rente est de 600 francs pour un soldat, de 700 francs pour un caporal, de 800 francs pour un sergent.

La pension, déterminée par les textes pour l'une ou l'autre catégorie, est accordée à la victime en vertu d'un congé de réforme n° 1, après expertise médicale exclusivement militaire; le tout ratifié et ordonné par un décret du Président de la République.

Telles sont les dispositions des lois de 1831, en cas de blessures ou d'infirmités graves, incurables ou mettant le soldat hors d'état de pourvoir à son existence, quand leur origine est bien celle exigée dans l'article 12, — article limitatif puisqu'il n'admet que deux sources d'invalidité pouvant donner droit à pension : le service commandé d'une part et les fatigues ou dangers du service, d'autre part.

Ce qui conduit à se demander comment vont être traités les soldats qu'une infirmité vient atteindre : soit pas assez grave, curable et laissant la victime capable de gagner sa vie, quoique satisfaisant aux conditions d'origine prévues; ou dont la cause demeure insoumise, d'après la volonté du législateur, aux termes de l'article 12, malgré une gravité, une incurabilité complètes d'où doit résulter pour l'invalidé une impuissance totale à pourvoir lui-même à sa subsistance.

Le soldat rendu infirme à la vie civile, dans ces conditions, reste donc hors de la loi.

En droit il ne peut prétendre à aucune pension; mais en fait ?

En fait, il se trouve en présence d'une double expectative : il peut obtenir, selon le cas, soit un congé de réforme n° 1 ne lui donnant droit qu'à une gratifica-

tion au lieu d'une pension; soit un congé de réforme n° 2 n'entraînant aucune indemnité.

B. — *Gratifications renouvelables de réforme.*

Aux termes d'une instruction ministérielle de 1897, qui n'a fait que remettre au point les errements de la décision impériale du 3 janvier 1857, le soldat — militaire ou marin non officier — réformé (par décision ministérielle sur proposition d'une commission de réforme assistée de quatre médecins) avec un congé n° 1 ne bénéficiant pas des articles 12 et 14 des lois de 1831, reçoit dans la limite des crédits budgétaires une gratification renouvelable de réforme.

Ce congé n° 1 est obtenu pour des blessures reçues ou des infirmités contractées au service et y rendant l'homme impropre, qui tout en ne présentant pas un degré de gravité suffisant — l'instruction dit : « invalidité sérieuse » — pour ouvrir le droit à pension, diminuent sa faculté de travail. En ce cas, les conditions des articles 12 et 14 n'étant pas complètement remplies, la gravité faisant défaut de même que l'impossibilité de pourvoir à sa subsistance, mais étant donné que les autres sont satisfaites, notamment la plus importante, l'origine, le ministre de la Guerre ou de la Marine s'est en quelque sorte et jusqu'à un certain point reconnu débiteur envers la victime qui reçoit une gratification « renouvelable » de réforme, accor-

dée jusqu'à ce que le titulaire ait recouvré la possibilité de travailler et à la seule condition de faire constater tous les deux ans son état physique.

A la suite de cet examen bisannuel, le bénéficiaire peut voir sa gratification « renouvelée » pour deux autres années, ou « supprimée » en cas de guérison (avec réadmission possible ultérieurement, en cas d'aggravation), ou « transformée » en gratification permanente lorsque les lésions sont devenues incurables, sur avis favorable du comité technique de santé. Dans ce dernier cas de gratification permanente, il n'est plus exigé d'examen médical ultérieur.

Jusqu'à ces derniers temps, en vertu d'une décision présidentielle en date du 25 avril 1900, la quotité disponible de la gratification de réforme, renouvelable ou permanente, était fixée invariablement pour chaque grade. En voici les tarifs :

	Gratification	
	Renouvelable	Permanente
Sergent	322 fr.	400 fr.
Caporal	290 fr.	350 fr.
Soldat	264 fr.	300 fr.

Comparée au taux minimum des pensions d'ancienneté (titre I des lois de 1831) ou à celui des pensions de la sixième classe (titre II, *id.*), cette quotité était juste égale à sa moitié; ce qui explique pourquoi

la gratification de réforme a été qualifiée de demi-pension (1).

Une circulaire du 8 octobre 1904, émanant de la direction du contentieux et de la justice militaire au ministère de la Guerre, décidait que « la gêne fonctionnelle qui ouvrirait dorénavant le droit à gratification de réforme, serait réputée égale à 30 0/0. » Or, un décret du chef de l'État, en date du 13 février 1906, vient sur la proposition du ministre de la Guerre après entente avec le ministre des Finances, de ranger les gratifications renouvelables de réforme, selon la gravité de la blessure ou de l'infirmité, en trois échelons, en trois catégories :

Première catégorie. — Pour une réduction d'au moins 30 0/0 des facultés de travail, le taux annuel de la gratification est fixé à la moitié du minimum de la pension d'ancienneté. C'est encore la demi-pension dont nous parlions plus haut.

Deuxième catégorie. — Pour une réduction d'au moins 20 0/0, le taux est fixé au tiers de ce minimum.

Troisième catégorie. — Pour une réduction d'au moins 10 0/0, le taux est fixé au sixième de ce minimum (2).

Suivant les aggravations qui peuvent se produire, une gratification de la troisième catégorie peut être

1. Ch. des députés. Séance du 15 nov. 1903. *J. officiel*, 16 nov. 1903.

2, *J. officiel*, 15 février 1906.

élevée à la deuxième ou même à la première ; de renouvelable elle peut même devenir permanente lorsque les infirmités qui ont motivé sa concession sont devenues incurables.

Enfin, le congé de réforme n° 1 et la gratification qu'il entraîne, qu'elle soit renouvelable ou permanente, peuvent être transformés en pension de retraite si l'aggravation de la blessure ou infirmité peut être rangée dans l'échelle de gravité établie par les articles 12 et 14 des lois de 1831.

C. — *Secours.*

Lorsque l'inaptitude physique qui cause la réforme ne provient pas directement du service militaire, le soldat, militaire ou marin, est rendu à la vie civile avec un congé n° 2, selon les prescriptions d'une instruction ministérielle datant du 6 novembre 1875.

Ce congé n° 2 est accordé, par conséquent, quelque graves que soient les blessures ou l'infirmité, uniquement parce que l'origine de celles-ci reste en dehors du cadre de l'article 12 ; et c'est parce que cette condition, la plus importante aux yeux du législateur de 1831, n'est pas remplie, qu'il n'accorde rien et que les ministres de la Guerre et de la Marine — adoptant les mêmes vues pour les mêmes intérêts financiers — ne délivrent aucune gratification à la victime. Le soldat blessé dans ces conditions n'a aucun droit ; moins bien traité qu'un camarade plus favorisé dans son mal-

heur — lequel reçoit, parce que l'origine de sa blessure cependant peu grave est classée, une gratification de réforme susceptible d'être renouvelée ou admise comme permanente (ce qui équivaut à une demi-pension) — lui qui va peut-être demeurer à jamais infirme, mais dont l'invalidité n'est pas une conséquence directe du service, se voit réduit à la seule bienveillance du ministre, c'est-à-dire à peu de chose, tant les demandes sont nombreuses : 50 ou 60 francs, secours dérisoire et instable. Heureux encore lorsque ce secours ne se réduit pas à zéro.

CHAPITRE II

Critique du régime actuel comparé à la situation faite au travailleur par les lois de 1898

Tel que nous venons de l'exposer dans son ensemble, le système actuel est loin d'être exempt d'attaques, mais non d'en mériter, ainsi qu'on en pourra juger. Les orateurs qui chaque année discutent à la Chambre le budget de la guerre et celui de la marine, sont d'accord pour lui reconnaître trois vices principaux que la seule étude générale du régime suggère aussitôt à l'esprit, à savoir :

I. — Le soldat, *lato sensu*, est soumis tantôt au droit, tantôt à l'assistance.

II. — Les pensions sont accordées sans tenir compte de la gravité de la blessure.

III. — Les lois de 1831 ont été faites pour une armée de métier.

PREMIÈRE CRITIQUE. — *Tantôt le Droit, tantôt
l'Assistance.*

C'est en effet le premier grief qui s'élève. Tantôt le soldat, militaire ou marin, auquel est survenue une

blessure ou une infirmité, jouit d'un véritable *droit* sanctionné par la haute juridiction du Conseil d'État, si cette invalidité rentre dans le cadre des articles 12 et 14, c'est-à-dire satisfait aux quatre conditions ci-dessus mentionnées que les lois de 1831 exigent. Tantôt, si l'invalidité demeure en dehors des articles 12 et 14, elle ne procure à la victime qu'un *simple recours à l'assistance*, dont l'issue dépend « exclusivement et sans appel de la décision gracieuse du ministre », ainsi que le constatait naguère à la Tribune de la Chambre M. Mirman. (Séance du 4 mars 1905.)

Le même orateur, dans la proposition de loi qu'il déposa deux jours après, exprime ainsi son étonnement : « Rien ne peut justifier une telle différence ;
« les incapacités permanentes ont toutes le même caractère : absolues ou partielles, qu'elles résultent de
« la perte d'un ou de plusieurs doigts, elles sont toutes permanentes, elles affligeront l'intéressé durant
« toute sa vie ; elles doivent sans doute selon leur gravité valoir à la victime des pensions viagères de
« quotités inégales, mais l'obtention de ces rentes doit
« être entourée des mêmes garanties et soumise à la même juridiction. Le tribunal, quel qu'il soit, qui
« est compétent pour attribuer ou pour refuser à la
« victime une rente de 600 francs, doit l'être aussi
« pour lui attribuer s'il y a lieu une rente moindre.
« Aujourd'hui lorsque le Conseil d'État a jugé que la
« victime ne peut prétendre à une pension d'invalidité,
« à une pension de retraite, à une pension de la loi de
« 1831, à une pension d'au moins 600 francs, le droit

« légal et garanti de la victime est épuisé ; il dépendra de la gracieuseté arbitraire du ministre de lui accorder ou une gratification renouvelable de réforme de 300 francs par an ou un secours annuel de 50 à 60 francs ou de ne rien lui accorder du tout. Une telle anomalie est vraiment inadmissible (1). »

Et le soldat, militaire ou marin, qui avant son entrée au service connaissait les principes des lois de 1898, s'étonne de cette situation nouvelle qui lui est faite.

Sous l'empire des lois ouvrières : loi du 9 avril 1898 pour les ouvriers, et celles qui l'ont étendue et modifiée ; loi du 21 avril 1898, modifiée en 1903, pour les inscrits maritimes — à supposer qu'il y fût soumis — il était toujours assuré, lorsqu'il avait été blessé par le fait de son travail ou à l'occasion de ce travail (art. 1^{er}, loi de 1898), d'obtenir la réparation du dommage à lui causé, quel qu'il fût ; et il déplore maintenant que cette certitude disparaisse. Amené fatalement à comparer la situation nouvelle où il est avec celle que l'obligation de servir vient de lui faire quitter : « d'un côté la certitude de l'avenir assuré selon le degré de gravité de la blessure, la garantie absolue d'une réparation pécuniaire ; de l'autre l'issue problématique de l'accident en ce qui concerne l'indemnité », il manifeste un étonnement très naturel d'être ainsi traité différemment par l'État et se considère en définitive comme lésé par une telle infériorité qu'en son langage plein de franchise et sans grands

1. L. Mirman. Proposition n° 2305. Annexée au procès-verbal de la 2^e séance du 6 mars 1905.

fondements juridiques, il dénomme une injustice.

En nous réservant d'examiner plus tard l'exactitude ou l'erreur de ce dernier sentiment, reprenons à l'exemple du soldat la comparaison des deux régimes, tant au point de vue de l'existence du droit à indemnité qu'à celui de son application (1).

Premier point. — Conditions d'application du Droit.

Nous avons constaté que le système de 1831 faisait au soldat une situation différente selon la gravité des blessures ou infirmités. Celles-ci — et nous ne faisons ici que nous inspirer d'une étude très documentée d'un médecin-major, M. le D^r Oberlé (2), expert en la matière — peuvent être ramenées à quatre catégories :

I. — Blessures causant une incapacité temporaire.

II. — Blessures causant une incapacité permanente partielle.

III. — Blessures causant une incapacité permanente totale.

IV. — Blessures causant la mort.

Il est indispensable de les connaître en détail.

I. — Incapacité temporaire.

Tandis que la loi de 1898 ne la subdivise pas, cette incapacité au regard du soldat peut être envisagée à

1. Bien que cela paraisse illogique de prime abord, nous envisageons l'application du droit avant d'examiner comment et quand il naît ; la clarté de l'étude, à notre avis, l'exigeant.

2. D^r Oberlé, *op. cit.*, page 503.

deux degrés différents. Aussi distinguerons-nous : l'incapacité temporaire proprement dite et l'incapacité temporaire mixte.

a). — Incapacité temporaire proprement dite.

Elle provient d'un accident léger, ne nécessite que du repos, un traitement plus ou moins sérieux, d'une durée plus ou moins longue ; mais la guérison totale en est toujours l'issue ; le blessé, dans la suite, ne conserve plus de cette invalidité passagère que le souvenir, peut-être quelques traces apparentes, mais sans influence aucune sur son activité physique et sa capacité professionnelle.

L'ouvrier reçoit gratuitement les soins médicaux et pharmaceutiques ; en outre il perçoit une indemnité journalière égale à la moitié du salaire qu'il touchait lors de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième (art. 3 loi de 1898) jusqu'au jour où il pourra reprendre son métier. Toutefois l'indemnité est due à partir du premier jour si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours (loi de 1898, art. 3, § 4, texte du 31 mars 1905). Les mêmes dispositions s'appliquent à l'inscrit maritime (en vertu d'une loi du 29 décembre 1905 qui, abrogeant la loi du 21 avril 1898, a créé une caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession) et au personnel non inscrit embarqué sur tous les bâtiments de mer français, autres que les navires de guerre. Le blessé qui est atteint d'une incapacité de travail temporaire reçoit la même indemnité journalière dans les mêmes conditions.

Au service, toute cette protection s'évanouit. Le soldat est soigné soit à l'infirmérie, soit à l'hôpital jusqu'à guérison complète. Mais ce résultat atteint, il reprend son service sans être gratifié d'aucune indemnité. A ce sujet, le Dr Oberlé remarque :

« Il n'est pas question pour lui d'indemnité, puis-
« qu'il n'a aucune dépense à faire, tandis que l'ouvrier
« doit pourvoir à sa subsistance et souvent à celle de sa
« famille. » Cette remarque, qui paraît fort juste au premier abord, ne l'est pas toujours en réalité.

Elle sera sans doute l'expression de la vérité pour un soldat célibataire, qui n'a aucune charge de famille et dont l'État assure l'existence matérielle durant tout le temps qu'il le retient dans ses casernes, ses arsenaux ou ses navires (les soins donnés à l'infirmérie, à l'hôpital, constituant en quelque sorte le paiement de la dette que l'État aura contractée envers l'homme blessé à son service, même lorsque ce service est obligatoire), quand la guérison sera survenue avant la libération.

Mais quand l'homme est père de famille et qu'une telle infirmité temporaire, assez grave, se prolonge plusieurs mois après la libération, aura-t-il au moins quelque droit ?... Pas davantage : « L'injustice est particulièrement criante à l'égard des réservistes et territoriaux ; l'un de ceux-ci, marié, père de famille, est « victime d'un accident au cours de sa période d'ins-
« truction ; il met six mois à se guérir complètement ;
« durant ces six mois sa femme et ses enfants, dont il
« était l'unique soutien, devront vivre de privations et

« d'aumônes ; quant à lui il pourra, sans doute, rester
 « à l'hôpital militaire jusqu'à ce qu'il n'ait plus besoin
 « de soins médicaux, mais cette guérison médicale de
 « sa blessure précédera toujours d'un temps plus ou
 « moins long le jour où il pourra reprendre son tra-
 « vail, et pendant cette période de chômage forcé, il
 « n'aura droit pour lui-même à aucune réparation...
 « rien que le « secours » aléatoire, arbitraire, incer-
 « tain, tardif et insuffisant, qu'il lui faudra par l'in-
 « termédiaire de son député quémander au minis-
 « tre (1). »

Il suffira donc à l'ouvrier d'être plus de quatre jours incapable de travailler pour obtenir une indemnité journalière égale à la moitié de son salaire, tandis que notre réserviste, dans l'exemple cité à l'instant, n'obtiendra rien peut-être pour une incapacité de plusieurs semaines. Situation injuste qui a été plus d'une fois condamnée à la tribune de la Chambre, notamment par le directeur du Contentieux au ministère de la Guerre... Mais les textes actuels ne permettent pas de la modifier. Une loi récente, du 18 juillet 1901, garantit bien leur travail et leur emploi aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire (2) en disant dans son article 1^{er} : « En « matière de louage de services, si un patron, un employé « ou un ouvrier est appelé sous les drapeaux comme « réserviste ou territorial pour une période obligatoire

1. Mirman, *op. cit.*, page 16.

2. *J. officiel*, 19 juillet 1901.

d'instruction militaire, le contrat de travail ne peut être rompu à cause de ce fait » ; mais c'est tout.

Il est à remarquer que le réserviste, le territorial est encore et jusqu'à un certain point favorisé. Lui, du moins, est sûr que son gagne-pain, que sa place, sa situation chez son patron lui est gardée ; car il serait tout à fait injuste que pour une absence forcée de vingt-huit ou de treize jours, il se voie remplacé à l'atelier ou dans les bureaux de son administration. Il n'a pas à se préoccuper d'en trouver une nouvelle ; souci que la loi militaire n'épargne pas à ses soldats de l'armée active, avec raison du reste, car on ne peut obliger un patron à conserver durant deux ou trois ans sa place à un ouvrier qui accomplit son service et d'un autre côté l'ouvrier ne saurait à juste titre faire à l'État un grief des difficultés qu'il rencontre à se procurer un emploi.

Pendant il est des cas où la loi est mauvaise ; c'est celui où un homme, libérable, ayant contracté dans le service et à l'occasion de celui-ci, peu de temps avant de terminer son temps, une infirmité temporaire, doit être rendu à la vie civile avant d'être complètement guéri. Retenu à l'infirmerie ou à l'hôpital — ce qui est juste — il voit sa classe s'en aller tandis qu'il demeure alité quinze jours, un mois, plus peut-être après ce départ, empêché de reprendre son métier aussitôt que les autres ; ou bien, libéré en même temps que guéri, il reste néanmoins quelques semaines trop faible pour se servir de ses outils. Dans ces deux hypothèses pratiquement possibles, il manque des occasions

favorables d'être embauché, risque de n'en plus trouver quand il sera rétabli, perd certainement de l'argent à cause d'une incapacité temporaire qui ne laissera aucune trace, aucune incapacité physique et professionnelle il est vrai, mais ne fera naître pour lui aucun droit et ne lui vaudra peut-être pas même un « secours » de la part du ministre...

Heureux encore d'être célibataire, de n'avoir pas à déplorer une plus grande misère.

A cet égard et dans ces conditions, sa situation est sujette à critiques; lui-même sait les formuler, surtout quand il connaît les dispositions des lois ouvrières; et même les ignorerait-il, le simple bon sens lui montrera toujours qu'un vice est là, flagrant, auquel il serait humain de remédier.

b). — Incapacité temporaire mixte.

Comme son nom l'indique, c'est encore une incapacité temporaire, susceptible elle aussi de guérison après un temps plus ou moins long. Mais au contraire de la loi de 1898 qui n'a fait aucune distinction, les règlements militaires nous obligent en quelque sorte à reconnaître une seconde espèce plus accentuée, un deuxième type proche parent du type simple et cependant très distinct par sa nature et ses conséquences : le type mixte.

C'est en effet l'incapacité, partielle ou totale, dont est victime le soldat, qui ne peut plus être considérée comme une simple incapacité temporaire puisqu'elle est une cause de réforme, et qui cependant n'est pas une incapacité permanente.

Comme pour cette dernière, l'infirmité qui l'engendre doit avoir été contractée au service et y rendre l'homme impropre : mais la gravité faisant défaut de même que l'impossibilité de pourvoir à la subsistance, les articles 12 et 14 des lois de 1831 sont inapplicables. Le ministre de la Guerre, qui s'est reconnu jusqu'à une certaine limite débiteur envers la victime, lui alloue une gratification de réforme, dite « renouvelable » pour cette raison que l'infirmité est susceptible de disparaître avec le temps. En ce cas — ainsi que nous l'avons vu précédemment — elle est accordée jusqu'à ce que le titulaire ait recouvré la possibilité de travailler, pourvu qu'il fasse constater tous les deux ans son état physique par une commission de réforme. Selon les circonstances et à la suite de cet examen, le bénéficiaire peut voir sa gratification renouvelée pour deux autres années, ou supprimée (en cas de guérison), avec réadmission possible ultérieurement (en cas d'aggravation).

La victime de cette incapacité mixte — dont la gravité, insuffisante aux yeux du législateur pour donner droit à pension, n'en est pas moins réelle puisque la réforme en est la conséquence directe — se trouve-t-elle mieux traitée qu'un ouvrier atteint d'une incapacité temporaire ?

Pour celui-ci, nous avons vu que l'article 3 de la loi de 1898 reçoit son application, c'est-à-dire qu'à partir du cinquième jour et jusqu'à complète guérison le blessé a droit au demi-salaire quotidien. La vie matérielle est assurée, l'avenir aussi, même si nous admettons

que le salaire journalier minimum est de 3 francs. On peut vivre avec 1 fr. 50 par jour.

Le militaire, lui, reconnu inapte au service, réformé pour ce motif, est gratifié « temporairement » d'une petite indemnité. Jusqu'en 1906, il pouvait recevoir au minimum : comme sergent, 322 francs ; comme caporal, 290 francs ; comme simple soldat, 264 francs par an. C'était la demi-pension ; elle ne donnait même pas 1 franc par jour ! Pourtant la victime était relativement bien traitée : on tenait compte de son grade (1) ; la gêne fonctionnelle subie et qui avait ouvert le droit à la gratification était réputée égale à 30 0/0, même si elle n'atteignait pas en réalité ce taux.

A présent, depuis un décret du 13 février 1906 créant des gratifications échelonnées, la gêne fonctionnelle, la réduction de la capacité de travail (la profession qu'exerçait la victime avant son entrée au service est donc prise en considération, non le salaire) peut n'être que de 20 0/0 et même de 10 0/0, pas moins, selon la gravité de la blessure. C'est plus juste : de deux blessés, le plus gravement atteint sera le mieux partagé puisque ayant droit à une gratification plus forte correspondant au tant pour cent de la gêne professionnelle constatée (2). Mais le traitement de l'ouvrier est meil-

1. Ce fait de tenir compte du grade a été critiqué. Nous examinerons en son temps la valeur de ce grief.

2. Sauf pourtant le cas, possible, où les deux blessés exerçaient une profession différente et dont l'un, moins grièvement atteint physiquement, va l'être cependant davantage dans l'exercice de son métier.

leur encore : Que sa blessure soit plus ou moins grave, peu importe ; il suffit qu'il soit temporairement empêché de travailler pour qu'il touche la moitié de son salaire journalier jusqu'au jour où il pourra reprendre son emploi. Cela équivaut pour lui à une réduction de 50 0/0 des facultés de travail, tandis que le plus haut échelon dont puisse bénéficier le soldat n'est que de 30 0/0. Bien plus, pour une blessure égale en gravité, la situation de l'ouvrier sera telle ; celle du soldat sera inférieure, même si taxée à 30 0/0, car la gratification qu'il obtiendra — quoiqu'il soit tenu compte du grade — ne représentera pas, par jour, seulement la moitié d'un bas salaire d'ouvrier.

Cependant, on a constaté que les critiques ont attaqué moins le taux que la forme de la gratification. Le mot « renouvelable » a fait dire à plus d'un « qu'il « dépendait de l'administration militaire, toujours sou-
« cieuse de ses intérêts économiques, de ne rien renou-
« veler après les deux ans révolus ; que la commission
« de réforme avait toute latitude pour agir conformé-
« ment à ce mobile. »

Il est exact, en effet, que la gratification dite renouvelable possède une apparence transitoire ; mais, dit le Dr Oberlé : « ce n'est qu'une apparence en effet, car
« si la lésion ou l'infirmité ne disparaît pas totalement,
« la gratification ne saurait être supprimée. La notice
« n° 5 est très nette : « Les médecins ne peuvent con-
« clure à la suppression de la gratification que si les
« titulaires n'éprouvent plus *aucune gêne* dans l'orga-
« nisme, par suite des blessures ou infirmités ayant

« motivé l'allocation, et qu'ils ont *complètement recou-*
« *vré* la faculté de travailler. Le doute profitera chaque
« fois au titulaire », de sorte que, en pratique, sauf
« pour des infirmités légères, susceptibles d'une *res-*
« *titutio ad integrum* complète, la gratification tempo-
« raire est maintenue ou transformée en gratification
« permanente, ce qui équivaut à une pension viagère (1). »

Cette constatation n'est pas contraire à la vérité. En effet, ainsi que le rapportait à la Tribune de la Chambre, en 1905, M. François Fournier : « Au bout de
« sept à huit visites médicales, c'est-à-dire après qua-
« torze ou seize ans, on octroie aux gratifiés renouvela-
« bles une gratification permanente (2). » Mais cette gratification n'est plus uniformément de 400, 350 ou 300 francs suivant le grade, c'est-à-dire la moitié d'une pension de la sixième classe ; elle est en rapport avec la gravité de la blessure, suivant le décret de 1906, et n'équivaudra à une demi-pension que si la capacité de travail est réduite d'au moins 30 0/0.

Notons enfin que, en raison directe des aggravations qui pourront se produire d'ici que les quatorze ou seize ans soient révolus pour que la gratification renouvelable se transforme en permanente, celle-ci pourra être élevée d'un échelon ou deux, selon le cas, appartenir à la première catégorie ou même de renouvelable devenir permanente, lorsque les infirmités qui l'avaient fait naître seront devenues incurables.

1. Dr Oberlé, *op. cit.*, page 510.

2. *J. Officiel*, 4 mars 1905. Ch. des Dép. Séance du 3 mars 1905.

L'impression qui se dégage de cette étude est que si des critiques sont à formuler sur certains points mis en lumière, la situation du militaire n'est pas aussi instable qu'on se plaît à l'avancer lorsqu'on dit qu'en matière de gratifications renouvelables, la victime ne jouit pas d'un droit absolu, mais est soumise à l'assistance. Il est exact qu'aucune loi ne réglemente son cas, mais à côté de la loi il y a la coutume; et les décisions ministérielles, les décrets du chef de l'État inspirés par de profonds sentiments d'humanité, leur application constante par l'administration militaire — aussi bien à la Marine qu'à la Guerre — disent assez que l'obtention d'une gratification est devenue un droit dès que les conditions d'existence sont satisfaites.

Que ces conditions fassent défaut, c'est le « secours » qui remplace la gratification; et la critique du système de l'assistance reparaît dans toute sa force.

II. — *Incapacité permanente partielle.*

A la différence de l'incapacité temporaire dont il ne reste plus rien par la suite, l'incapacité permanente partielle, aux termes d'une circulaire ministérielle (Ministère du Commerce) du 24 août 1899: « réduit la « capacité de travail et de gain de la victime, l'arrache « même peut-être à sa profession, tout en lui laissant « le moyen de se livrer à un autre travail industriel. » La blessure une fois guérie laisse des traces, une infirmité destinée à ne jamais disparaître, qui diminue plus

ou moins la faculté de travail de la victime. (Elle existe, par exemple, dans les cas suivants: Amputation du poignet, du bras; broiement des doigts de la main, ankylose des doigts... etc.)

En conséquence, l'ouvrier a toujours droit à une indemnité pécuniaire calculée d'après l'importance que présente la diminution de la faculté de travail. La loi de 1898 lui accorde: « une rente égale à la moitié de
« la réduction que l'accident aura fait subir au salaire
« — art. 3, § 2. »

Pour évaluer la réduction du salaire, d'après laquelle est fixée la rente due, la Jurisprudence a posé en principe que — indépendamment d'aucune autre circonstance de fait, notamment du point de connaître si la réduction du salaire est réelle — il faut faire entrer en ligne de compte uniquement: 1° L'état de la victime au moment où se règle la pension; 2° La capacité professionnelle qui lui reste, en raison de son âge, de ses aptitudes et de l'infirmité dont elle est atteinte; 3° La rémunération qu'elle a chance d'obtenir dans l'avenir.

Cependant il ne faut pas que le salaire, dans sa somme annuelle, dépasse 2.400 francs, sinon l'article 2 de la même loi décide que: « Les ouvriers et employés
« dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs, ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence
« de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit
« qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins
« de conventions contraires élevant le chiffre de la
« quotité. »

La même diminution partielle et permanente de la

faculté de travail chez le soldat, quand elle provient « d'une invalidité sérieuse » peut aboutir pour lui à l'obtention d'un congé numéro 1, avec gratification permanente, à la condition que la victime soit devenue « impropre au service ».

La comparaison de leur situation personnelle aboutit à faire constater qu'il est des cas où l'ouvrier, pour un accident d'une même gravité, est moins bien traité que le soldat; et qu'à l'inverse, dans des circonstances plus nombreuses, le soldat est dans une position moins favorable.

a). — Quand un ouvrier a été blessé dans son travail et qu'il s'agit de lui verser l'indemnité à laquelle il a droit, c'est au juge qu'incombe le soin de déterminer le taux de la rente, en se basant sur : 1° la diminution de la validité professionnelle et sa répercussion sur le salaire ; 2° le point de départ de cette rente, en fixant l'époque de la consolidation de la blessure, la date à laquelle l'état de la victime n'est plus susceptible de changer.

Le Dr Oberlé, déjà cité, critique cette façon d'agir, en considérant que le juge n'a aucune base sur quoi s'appuyer, qu'il en est réduit — ainsi que le pensait le Dr Georges Brouardel — « de s'en rapporter à sa seule « expérience, ou, pour chaque cas, de chercher à établir l'indemnité qui convient le mieux ; qu'on se « trouve ainsi en présence de jugements qui peuvent « être fort différents pour des accidents identiques » (survenus à des ouvriers exerçant la même profession, et cela à cause de la différence de salaires

existant d'une maison à une autre) ; « qu'il y aurait
« donc intérêt à établir une base qui permet d'obtenir,
« dans des conditions identiques, des jugements iden-
« tiques (1). »

Au contraire, estime le D^r Oberlé, le soldat est plus équitablement traité et surtout mieux traité que l'ouvrier, pour une blessure entraînant une incapacité permanente partielle, parce que l'administration militaire s'appuie sur des bases mieux établies : « la réparation du dommage causé au soldat est basée sur la
« lésion, non sur le salaire puisque celui-ci fait dé-
« faut (2). »

Nous devons ajouter que ceci n'est que relativement exact. En effet, pour qu'un soldat obtint une gratification de réforme, renouvelable ou permanente, il devait jusqu'en 1906 avoir subi une gêne fonctionnelle réputée égale à 30 0/0 ; et depuis le décret du 13 février 1906, postérieur à l'étude du D^r Oberlé, cette gêne fonctionnelle peut être évaluée à 30 0/0, 20 0/0, et même 10 0/0. La gratification ainsi accordée, quoique en tenant compte du grade, serait exactement la même pour deux soldats de deux corps d'armée différents, s'ils sont de même grade et atteints d'une gêne fonctionnelle identique en quotité ; et ainsi leur situation serait préférable. Cependant, il ne faut pas oublier que la gravité de la blessure n'est qu'objective ; qu'elle ne détermine pas par elle seule la quotité de la gratifica-

1. D^r Georges Brouardel, *Les accidents du travail*.

2. D^r Oberlé, *op. cit.*, page 506.

tion ; que celle-ci verra son montant varier suivant que la profession exercée dans la vie civile par la victime sera plus ou moins entravée ; que telle profession subira plus qu'une autre les conséquences de l'accident ; que deux soldats atteints d'une blessure égale en gravité physique obtiendront une gratification différente parce que la blessure de l'un aura causé une gêne professionnelle de 30 0/0, tandis que la même blessure chez l'autre se sera traduite par une diminution de capacité professionnelle évaluée à 10 0/0 seulement.

Cette réserve faite, si l'on examine la marche ascendante qu'a subie le taux de la gratification renouvelable de réforme depuis sa création, on constate ce qui suit :

A sa création, en 1856, la gratification renouvelable, ou permanente, fixée d'après le grade, était de 180 francs pour accident survenu à un simple soldat.

Elle fut successivement portée :

A 200 francs, par décision présidentielle du 26 décembre 1890, à la suite d'un crédit supplémentaire de 250.000 francs voté par les Chambres ;

A 220 francs le 3 février 1892 ;

A 240 francs le 11 mai 1898 ;

A 300 francs le 25 avril 1900, sur un vote par le Parlement d'un crédit supplémentaire de 102.000 francs.

Et le D^r Oberlé de conclure : « Le passé, je crois, « nous répond de l'avenir, étant donné surtout que « les œuvres d'assistance aux infirmes se développent de plus en plus et que la notion des devoirs

« de la Société envers eux se précise de mieux
« en mieux.

« Je dirai même que, dans l'état actuel, les réformés
« avec gratification sont plutôt favorisés par rapport
« aux ouvriers civils, car la somme de 300 francs at-
« tribuée au réformé militaire correspond à une réduc-
« tion de 25 0/0 de la capacité de travail, sur un salaire
« d'ouvrier de 2.400 francs par an ;

« De 33 0/0 sur un salaire de 1.800 francs ;

« Ou enfin de 30 0/0 sur un salaire de 2.000 francs.

« Or il suffit de lire les tableaux de M. Duchauf-
« four (1), juge chargé des conciliations au Tribunal
« de la Seine, pour se rendre compte que les réduc-
« tions de 20 à 30 0/0 correspondent à des lésions
« graves :

« Perte de la vision d'un œil, 10 à 35 0/0 ; atrophie
« du deltoïde droit, 26 0/0 ; perte de l'usage du pouce
« droit par ankylose rigide, 24 à 30 0/0 ; ankylose des
« trois articulations de l'index et du médius, 25 0/0 ;
« ankylose des trois derniers doigts de la main droite
« par rétraction, 27 0/0 ; perte du pouce et ankylose
« du médius gauche, 30 0/0 ; perte de l'usage des qua-
« tre derniers doigts de la main gauche, 23 à 30 0/0 ;
« atrophie et raccourcissement notable de la cuisse
« ou de la jambe, 10 à 40 0/0 ; semi-ankylose tibio-
« tarsienne, 10 à 30 0/0... etc.

« D'autre part, combien d'ouvriers de vingt ans ne

1. *Annales d'hygiène et de médecine légale*, octobre 1902.

« gagnent pas 1.800 francs, 2.000 francs et surtout
« 2.400 francs par an !

« Nos réformés avec gratification sont donc en gé-
« néral mieux traités que les ouvriers et d'autant mieux
« que leurs infirmités sont moins graves, puisque le
« taux est le même pour tous (30 0/0), quelles que
« soient leur lésion d'une part et leur profession anté-
« rieure d'autre part (1). »

Qu'ils soient mieux traités, nous voulons bien l'admettre ; mais qu'ils le soient d'autant mieux que leurs infirmités sont moins graves, ceci n'est plus exact aujourd'hui — et c'est équitable par rapport à l'ouvrier — depuis le décret du 13 février 1906 que nous citions plus haut, et même depuis la circulaire du 8 octobre 1904, dont le D^r Oberlé ne paraît pas se souvenir.

Le taux de la gratification n'étant plus le même pour tous, quelle que soit la lésion — celle-ci pouvant être évaluée maintenant à 30 0/0, 20 0/0 et même 10 0/0 seulement, auxquels cas l'indemnité perçue par le soldat est de 300 francs, 200 francs ou 100 francs — il s'ensuit que la situation du réformé n'est vraiment supérieure quelquefois à celle de l'ouvrier qu'au cas où il reçoit une gratification basée sur une gêne fonctionnelle de 30 0/0.

b). — Nous remarquerons en second lieu que dans ce cas d'incapacité permanente partielle qui nous occupe, l'ouvrier reçoit : soit à compter du jour de l'ac-

1. D^r Oberlé, *op. cit.*, pages 508-509.

cident si l'infirmité s'accuse aussitôt comme permanente ; soit au contraire à partir du jour où la blessure a été « consolidée », c'est-à-dire du jour où le caractère, l'étendue et l'importance de l'incapacité de travail sont devenus définitivement certains, une rente ou pension permanente, viagère, qu'il est donc assuré de toucher jusqu'à son décès, qui si elle n'est pas quelquefois la réparation exacte du préjudice physique et pécuniaire qu'il a subi, constitue néanmoins pour lui un droit immuable, puisque incessible, insaisissable (loi de 1898, art. 3) et permanent... Pour une semblable invalidité « diminuant notablement la capacité fonctionnelle », et dans les mêmes conditions — c'est-à-dire : 1° ou certitude immédiate que l'infirmité est perpétuelle ; 2° ou lorsqu'il y a consolidation de la blessure après un laps de temps plus ou moins long ; lorsqu'il y a, passé ce délai variable, assurance que les conséquences physiques et pécuniaires ne pourront ni s'atténuer, ni s'aggraver — le soldat, lui, réformé pour ce avec un congé de réforme n° 1 ne bénéficiant pas des articles 12 et 14 des lois de 1831, reçoit immédiatement dans le premier cas une gratification permanente ; au second cas, la gratification renouvelable dont il jouissait est, comme la blessure, consolidée : elle devient permanente.

La situation respective de nos deux blessés est donc identique à ce point de vue. Si nous constatons, au paragraphe précédent, que le taux de l'indemnité allouée à chacun annuellement pouvait favoriser l'un par rapport à l'autre malgré une diminution de capacité égale

en pourcentage, cette différence ne se remarque plus quant à l'existence et à la durée du droit à indemnité : il est acquis et définitif ici comme là. En d'autres termes, ouvrier et soldat jouiront semblablement d'un droit à indemnité inattaquable.

c). — Mais où l'égalité disparaît, où le désavantage s'affirme d'une façon très nette pour le soldat, c'est dans l'obtention de ce droit lui-même (1). Tandis en effet que la loi de 1898 accorde à l'ouvrier une pension en réponse à l'incapacité permanente partielle dont il est atteint (en admettant bien entendu que la blessure soit survenue par le fait ou à l'occasion du travail), mais sans exiger autre chose qu'une diminution de la capacité professionnelle quelle qu'elle soit, légère aussi bien que grave, les conditions imposées aux soldats par les règlements ministériels, conditions d'origine et autres, sont aggravées par cette rigoureuse exigence : que le droit à gratification n'est ouvert au blessé que si l'infirmité dont il est atteint et qui diminue sa capacité professionnelle, est une *invalidité sérieuse* et seulement si, jugée telle, elle le rend « impropre au service. »

De ces deux conditions aggravantes, envisageons d'abord la première : l'invalidité sérieuse.

1. Note. — Nous avons préféré examiner cette question ici, bien qu'elle eût dû plus logiquement être étudiée quand nous traiterons de l'existence du droit à indemnité ; mais il nous a semblé que cela était indispensable pour bien mettre en relief les situations respectives de l'ouvrier et du soldat. Et d'ailleurs notre examen des conditions d'existence du droit à indemnité doit porter presque exclusivement sur la question d'origine.

1° *Invalidité sérieuse.* — Pour l'ouvrier, pour qu'il bénéficie de la loi de 1898, il n'est pas besoin que son invalidité soit « sérieuse ». Il suffit qu'elle existe. Dès lors son droit est acquis et sitôt que la blessure est consolidée, ce droit, automatiquement, de provisoire et d'incertain qu'il était, devient fixe, proportionnel à la diminution de capacité.

C'est cette simplicité, cette précision dans les conditions exigées et fatalement dans leurs conséquences, qui fait défaut aux instructions de 1857 et de 1897. Aux termes de cette dernière, la gratification de réforme n'est attribuée qu'à la suite d'une infirmité entraînant une « invalidité sérieuse » d'où résulte une diminution « très appréciable » de la capacité de travail.

A ce sujet, le lieutenant-colonel du Halgouet s'exprimait ainsi lors de la discussion du budget de la guerre en 1903 (Séance du 16 novembre) :

« C'est là qu'il y a quelque chose d'incertain, d'impré-
« cis. Une invalidité sérieuse ! Qui juge la gravité de
« cette invalidité ? Qui est juge de la diminution appré-
« ciable de la capacité de travail ? Les termes mêmes
« dont se sert l'instruction montrent bien qu'il y a là
« une question d'appréciation.

« C'est là un grave inconvénient. Jusqu'en 1899, les
« propositions pour la gratification de réforme, renou-
« velable comme permanente, étaient faites par les com-
« missions de réforme des corps d'armée qui statuaient
« elles-mêmes *de visu* sur la réforme n° 1 proprement
« dite.

« Sur avis du conseil technique de santé, le minis-

« tre statuait. Mais les divergences étaient si fréquen-
« tes entre les avis du conseil technique de santé et les
« commissions de réforme des corps d'armée, qu'en
« 1899 le ministre de la Guerre s'est décidé à évoquer
« au ministère même tout ce qui concerne les conseils
« de réforme et les gratifications. Cette mesure a
« l'avantage et les inconvénients du juge unique.
« Le ministre ne peut naturellement s'assurer par
« lui-même de l'état d'invalidité plus ou moins grande
« de l'homme ; il ne peut évidemment juger que sur
« pièces.

« Quant aux commissions de réforme des corps d'ar-
« mée, leurs propositions de gratifications de réforme
« peuvent difficilement faire ressortir jusqu'à quel point
« l'invalidité est sérieuse. C'est qu'en effet elles n'ont
« pour se baser que la liste même des infirmités qui
« sert aux propositions de retraites.

« Il y a là quelque chose de trop rigide, de trop res-
« trictif et les commissions de réforme ne se décidant
« que sur une très limitative nomenclature d'infirmi-
« tés, les conséquences qui en découlent sont graves :
« Très souvent aucune gratification de réforme n'est
« accordée, la blessure ne rentrant pas dans les cas
« prévus. »

Cette critique — hâtons-nous de le dire — jointe
à plusieurs autres que nous exposerons plus loin, vient
de porter en partie ses fruits. Le décret, déjà cité, du
13 février 1906 et qui vient d'instituer un système de
gratifications échelonnées allant de 10 0/0 à 20 0/0 et
30 0/0 suivant la diminution de capacité, réduit de

beaucoup le désavantage constaté pour le soldat. Cependant, il peut encore se produire des invalidités, abaissant les facultés professionnelles jusqu'à 9 0/0 inclus, qui demeurent insoumises au décret de 1906. Leur caractère n'est sans doute pas assez « sérieux » pour faire obtenir à la victime une gratification, renouvelable ou permanente ! La diminution de capacité n'est sans doute pas assez « appréciable », comme le veut encore ce dernier décret ! Si bien que le blessé peut n'obtenir rien du tout ! Et pourtant, quoique entraînant une diminution de la faculté de travail inférieure à 10 0/0, l'invalidité peut encore être sérieuse, puisque déjà permanente !

Situation mauvaise quand on la compare à celle de l'ouvrier dont le droit existe, même pour une incapacité permanente de 1 0/0.

2° *Impossibilité de servir*. — En admettant que l'invalidité soit reconnue comme « sérieuse », s'ensuivra-t-il que par cela seul le soldat ait droit à une gratification ? Nullement. Il est nécessaire encore, et toujours en vertu des mêmes instructions de 1857 et de 1897 qui n'ont été modifiées par le décret de 1906 qu'en ce qui concerne le taux des gratifications, que l'homme soit « hors d'état de servir ».

La conséquence se déduit aisément : Toute mutilation qui ne rend pas impropre au service, ne peut motiver la réforme ni donner des droits à la réparation du dommage par voie de gratification.

Qu'un soldat perde le médius droit, par exemple, dans un accident, cela ne l'empêchera « ni de seller

« son cheval, de tenir son sabre ou ses rênes (1) » ; cela ne l'empêchera pas de servir d'une façon ou d'une autre, d'autant plus qu'avec les dispositions nouvelles de la loi de deux ans, qui appelle au régiment à l'époque actuelle les malingres comme les boiteux et en général, les jeunes gens atteints d'infirmités légères, l'on ne se fera pas faute, afin d'éviter le paiement d'une gratification en le réformant, de déplacer ce nouvel infirme par le moyen d'une nouvelle affectation : bureaux, infirmerie ou autre emploi de ce genre.

Ainsi : l'administration de la Guerre n'y perdra rien ; l'homme sera encore soldat et le budget ne subira pas pas d'atteinte.

Et qu'on ne dise pas que cela ne peut être, même dans le service absolument actif. Nous constatons avec le D^r Oberlé, que : « Il est toute une série de lésions, « compatibles avec le service, qui constituent néan- « moins de très appréciables infirmités pour certains « ouvriers. Ceux-ci sont cependant rendus à la vie « civile, sans aucune compensation, avec une aptitude « au travail diminuée ou une déformation gênante « pour l'avenir.

« Ainsi : la perte totale du pavillon de l'oreille ne « motive la réforme que si elle occasionne la dispari- « tion de l'ouïe ; — les taies de la cornée sont compa- « tibles avec le service actif si elles n'abaissent pas « l'acuité visuelle au-dessous de $\frac{1}{2}$ pour un œil et « $\frac{1}{10}$ pour l'autre ; — la hernie inguinale simple est

1. D^r Larquier, *op. cit.*

« compatible avec le service armé; — la perte d'un
« testicule, la perte totale d'un doigt quelconque en
« dehors du pouce ou d'un orteil en dehors du gros,
« l'ankylose en flexion de l'auriculaire, ne motivent
« pas la réforme.

« Ces quelques exemples suffisent à prouver que de
« nombreuses lésions, pouvant être occasionnées par
« le service et constituant pour l'homme une diminu-
« tion assez grande de sa valeur, ne lui donnent cepen-
« dant droit à rien (1), alors que nous voyons attri-
« buer à l'ouvrier :

« Pour la perte de $\frac{7}{10}$ de la vision d'un œil, une
« rente de 240 francs.

« Pour la perte de $\frac{3}{10}$ de la vision d'un œil, une
« rente de 100 francs.

« Pour la perte de $\frac{1}{10}$ de la vision d'un œil, une
« rente de 30 francs.

« Pour la perte du pavillon d'une oreille (sans
« influence sur l'ouïe), un capital de 100 francs.

« Pour la perte d'un doigt, une rente de 50 à
« 190 francs.

« Pour la hernie inguinale, une rente de 25 à
« 100 francs.

« Pour la perte d'un testicule, un capital de
« 850 francs.

1. Cette critique du D^r Oberlé, quoique antérieure au décret de 1906 qui a institué des gratifications échelonnées, n'en subsiste pas moins. Car le décret en question n'a nullement supprimé la condition, exigée avant lui, que l'homme soit « impropre au service ». Les gratifications qu'il institue sont toujours des gratifications de « réforme ».

« Il y a là une anomalie choquante, qui place le soldat dans un état d'infériorité évident vis-à-vis de l'Ouvrier.

« Quel préjudice, par exemple, pour un graveur, que la perte d'un index !

« Pourquoi n'accorderait-on pas à ces accidentés non réformables, à dater de leur libération, une gratification spéciale, en réparation du dommage qui leur a été causé ? On ferait droit ainsi à leurs légitimes revendications, tout en les conservant dans le rang, leur aptitude au service n'étant pas diminuée. Puisque le règlement admet la possibilité d'une réforme n° 1 sans gratification, n'aurait-il pas dû prévoir, inversement, pour les cas que nous venons de citer, une « gratification spéciale sans réforme » ? (1). »

Ce remède, nous en examinerons plus tard, sinon l'intérêt matériel, car il apparaît aussitôt, du moins la valeur théorique. Pour l'instant nous constatons seulement que là où il faut parler de remède, c'est qu'un mal existe. Le mal, nous l'avons étudié en conscience : il est grave.

Toutes ces critiques formulées et mises à part, la même réponse s'impose — au sujet de la gratification permanente — que nous faisons en terminant l'étude de la gratification renouvelable. Ici encore le militaire n'est pas dans une situation instable puisqu'il a droit à gratification si les conditions d'existence sont satisfaites, à une indemnité en moyenne égale à celle que

1: Dr Oberlé, *op. cit.*, page 511.

touche un ouvrier pour une incapacité de la même classe. Et le reproche que la victime est soumise à l'assistance, à un régime imparfait et arbitraire, ne subsiste également qu'au cas où, faute de réalisation de ces conditions, l'obtention d'un secours passager est seule possible.

III. — *Incapacité permanente absolue.*

C'est l'incapacité de faire aucun travail, d'exercer aucune profession, qui frappe la victime pour toujours en lui interdisant de pourvoir par elle-même et elle seule à sa subsistance.

On a remarqué avec justesse que, ainsi définie, l'incapacité absolue doit être assez rare et l'est en effet puisque : « on ne voit dans les jugements rendus ou « dans les tableaux d'évaluation usités en France ou à « l'étranger, que la cécité, l'amputation ou la perte « de l'usage de deux membres quelconques, qui soient « considérées comme incapacités absolues, à la suite « des accidents du travail (1) ».

Si la victime est un ouvrier, elle a droit à une rente viagère égale, d'après l'article 3 de la loi de 1898, aux deux tiers du salaire qu'elle avait touché dans l'année qui a précédé l'accident, avec le correctif apporté par la loi aux salaires dépassant 2.400 francs.

Si la victime est un soldat, de terre ou de mer, et

1. Dr Oberlé, *op. cit.*, p. 512.

que les conditions voulues soient satisfaites, notamment l'impossibilité de servir si critiquée au paragraphe précédent, une pension de retraite lui est accordée par les lois de 1831, en vertu des articles 12 et 14. Le système législatif de 1831 — nous l'avons remarqué au début, dans notre coup d'œil d'ensemble — divise les pensions en deux catégories distinctes :

Première catégorie. — Art. 12 : Les pensions accordées immédiatement à la victime pour blessures et infirmités très graves et incurables (qui interdisent par conséquent l'exercice de toute profession, tout métier rémunérateur).

Deuxième catégorie. — Art. 14 : Les pensions accordées pour blessures et infirmités moins graves, et seulement si la victime est incapable de pourvoir à sa subsistance.

Cette incapacité de gagner sa vie existant pour les blessés des deux catégories, lesquelles comprennent ensemble six classes de blessures, la comparaison s'impose aussitôt de la situation faite au soldat par le régime toujours en vigueur de 1831 avec celle créée à l'ouvrier par le législateur de 1898... Plusieurs auteurs ont donné leur sentiment sur cette question.

Le D^r Oberlé, avec exactitude croyons-nous, s'exprime ainsi : « Combien plus large que la loi civile est la loi
« militaire dans l'appréciation de cette incapacité !
« Tandis que cette rubrique ne comporte guère pour
« l'ouvrier que la cécité et la perte de deux membres,
« elle se divise pour le militaire en six classes dites :
« classes de l'échelle de gravité des maladies. Nous y

« trouvons les affections les plus diverses, presque
« toutes considérées par les juges comme des incapacités
« citées partielles pour l'ouvrier (1). »

Ces six classes rangées dans les deux catégories mentionnées tout à l'heure sont, en vertu d'une décision ministérielle du 23 juillet 1887 :

Première catégorie.

1^{re} classe. — Cécité totale.

2^e — Amputation de deux membres.

3^e — Amputation d'un membre (pied ou main).

4^e classe. — Perte absolue de l'usage de deux membres et *infirmités équivalentes*.

5^e classe. — Perte absolue de l'usage d'un membre et *infirmités équivalentes*.

Ces « infirmités équivalentes », la décision ministérielle de 1887 les désigne expressément et les énumère : huit dans la quatrième classe et trente-huit dans la cinquième classe. La pension de retraite accordée varie suivant la classe à laquelle appartient la blessure ou l'infirmité.

Pour les classes 1 et 2, la rente d'invalidité est égale au maximum de la pension d'ancienneté augmentée de 30 0/0 (un sergent touchera 1.430 fr. ; un caporal 1.170 fr. ; un simple soldat 975 fr.)

Pour les classes 3 et 4, elle est égale au maximum

1. Dr Oberlé, *op. cit.*, p. 514.

de ladite pension d'ancienneté (1.400 fr. pour un sergent ; 900 fr. pour un caporal ; 750 fr. pour un simple soldat).

Pour la cinquième classe, elle est égale au minimum de cette même pension, et chaque année de service, y compris les campagnes, ajoute à cette pension un vingtième de la différence entre le minimum et le maximum, — article 16 — (soit 800 fr. minimum pour un sergent ; 700 fr. minimum pour un caporal et 600 fr. minimum pour un simple soldat.)

Deuxième catégorie.

6^e classe. — Perte absolue de l'usage d'un membre (ablation d'un doigt, par exemple) et vingt infirmités équivalentes expressément désignées, toutes mettant l'homme hors de service et incapable de pourvoir à sa subsistance.

La pension d'invalidité est dans ce cas égale au minimum de la pension d'ancienneté et ne peut être augmentée, du chef des années de service, que si leur quantum dépasse trente ans ; cette augmentation réservée, le montant minimum de la rente est, comme pour la cinquième classe, de 800 francs pour un sergent, 700 francs pour un caporal et 600 francs pour un soldat.

En examinant ces six classes de blessures et infirmités, le D^r Oberlé constate que : la première, la deuxième et la quatrième correspondent seules à l'incapacité permanente absolue de l'ouvrier. En effet, nous y

retrouvons la cécité totale, la perte absolue de deux membres quelconques. Au point de vue de la gravité de la blessure, ouvriers et soldats sont à égalité (quoique en fait le soldat ait un avantage pour les équivalences dont il peut bénéficier); mais en est-il de même quant au quantum de la pension ?

Nous pouvons dire, semble-t-il, avec le D^r Oberlé, que cette égalité existe là aussi : « La pension de « 975 francs que touche le soldat dans les classes 1 et « 2, correspond à un salaire d'ouvrier de 1.462 fr. 50 « par an ou de 4 fr. 75 par jour de travail ; celle de « 1.170 francs que touche le caporal correspond à un « salaire de 1.755 francs ou 5 fr. 75 par jour de « travail.

« Si l'on faisait la moyenne des salaires touchés par « les travailleurs âgés de vingt ans, je ne pense pas « qu'on la trouverait supérieure à ces chiffres (1). »

A propos de la quatrième classe, le même auteur s'étonne que l'amputation d'un membre (3^e classe) soit estimée au même taux qu'elle, qui vise la perte de l'usage de deux membres (en effet, nous avons constaté une pension de 1.100 fr. pour un sergent; de 900 fr. pour un caporal et de 750 fr. pour un simple soldat), et qu'il y ait une différence aussi sensible entre les pensions attribuées à l'amputation (2^e classe; pension de 1.340, 1.170, 975 francs suivant le grade) et à la perte de deux membres (4^e classe).

Cette critique a été faite également par M. Mirman

1. D^r Oberlé, *op cit.*, p. 515.

dans sa proposition de loi. L'auteur de la décision ministérielle de 1887, dit en substance l'honorable député, s'est évidemment proposé « d'accorder une « rente évaluée dans les cas les plus graves, lorsque « les victimes ont ce que la loi de 1898 sur les acci- « dents de travail a appelé plus tard « une incapacité « permanente absolue de travail » ; or, on est fort « étonné de constater qu'il n'a considéré comme telles « que deux cas : d'une part la cécité, d'autre part l'am- « putation de deux membres ; la « paralysie générale à « la période d'état gâteux, l'aliénation mentale causée « par une blessure à la tête » sont des infirmités spé- « cialement désignées dans la quatrième classe et ainsi « assimilées — au point de vue de la quotité de la « rente — à l'amputation d'un pied ou de la maingau- « che!.. »

La pension accordée à la quatrième classe, en effet, soit 750 francs pour un simple soldat, ne correspond plus qu'à un salaire annuel d'ouvrier de 1.125 francs ou 3 fr. 75 par jour. Pour un tel salaire, l'ouvrier ne recevrait que les deux tiers, soit un peu plus de 2 fr. 05 par jour : ce que touche notre soldat. C'est trop peu, eu égard à la gravité de sa blessure et à l'impossibilité de pourvoir à sa subsistance. Nous nous associons au vœu du D^r Oberlé que l'équité ordonne « d'élever le taux de cette quatrième classe, dont les représentants sont vraiment des infirmes » et nous concluons avec lui, en ce qui concerne cette classe :

« A part cette remarque, on voit que l'accidenté

« qu'il soit civil ou militaire, est traité d'une façon à
« peu près semblable dans les deux cas.

« Il y a bien des exceptions, mais elles sont plutôt
« rares; nous n'ignorons pas en effet que certains ou-
« vriers d'art gagnent avant leur départ pour le régi-
« ment 8 et 10 francs par jour, mais ils représentent,
« nous le savons aussi, une infime minorité, tandis que la
« plupart des ouvriers agricoles ne gagnent que 2 ou
« 3 francs par jour (1).»

Au sujet des blessures et infirmités de la troisième
classe, nous nous en référerons encore au même auteur
pour notre étude comparative.

Le soldat amputé d'un membre, en totalité ou en
partie (main ou pied), reçoit 750 francs.

Que donne la loi civile à l'ouvrier?

Le Dr Oberlé, après s'être reporté aux documents
publiés par M. Duchaffour, juge chargé des concilia-
tions à Paris, signale douze cas de lésions, tant ampu-
tation du bras droit à l'épaule, de la cuisse au tiers
supérieur et au tiers inférieur que désarticulation du
genou, survenues à des ouvriers de divers métiers :
électricien, scieur, briquetier, camionneur, wattmann,
employé de chemin de fer, peintre. « Ces douze cas
« nous apprennent d'abord que la perte d'un membre
« est évaluée de 55 à 75 0/0, soit en moyenne 66 0/0 ;
« ensuite que sur ces accidentés, deux seulement, le
« premier et le douzième — un électricien et un
« peintre, salaire supérieur à 2.400 francs — ont

1. Dr Oberlé, *op. cit.*, page 515.

« touché une pension supérieure à 750 francs, pension
« de soldat; et un seul, le premier — l'électricien
« — une pension supérieure à 900 francs, pension de
« caporal.

« Ils nous apprennent enfin, en calculant le
« salaire, d'après la réduction et la rente attribuée,
« que ce salaire, supérieur à 2.400 francs pour le
« premier et le douzième, variait pour les dix autres
« de 1.400 à 1.830 francs, avec une moyenne de
« 1.672 francs.

« Or, une pension de 750 francs, attribuée à un
« accidenté dont la capacité de travail est réduite à
« 66 0/0, correspond à un salaire de 2.240 francs.

« Ici encore le militaire est donc fort bien traité (1). »

En effet, car toutes ces lésions : pertes d'une main, d'un avant-bras, etc., qui pour l'ouvrier ne sont considérées que comme des incapacités permanentes partielles entraînant une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire, sont ici, ne l'oublions pas, des incapacités permanentes absolues. Le législateur n'a pas voulu, étant donné leur gravité, les ranger parmi les incapacités permanentes partielles, lesquelles donnent droit seulement à une gratification permanente dont le maximum est 300 francs.

Cinquième classe. — C'est encore la gravité qui joue un rôle pour les blessures et infirmités de la cinquième classe.

1. D^r Oberlé, *op. cit.*, pp. 515 et 516.

Le soldat a droit à une rente de 600 francs, étant donné la gravité des blessures, qui consiste ici en la perte absolue de l'usage d'un membre. Ainsi, pour un accident provoquant une taie sur la cornée, il y aura réforme et pension si l'acuité visuelle est diminuée de plus de $1/2$ pour un œil et de $1/10$ pour l'autre. Le soldat touchera ses 600 francs, comme il les touchera pour la perte d'un œil.

L'ouvrier, dans ces deux cas, remarque le Dr Oberlé en s'appuyant sur les statistiques, ne sera pas aussi favorisé : ainsi la diminution de la vision des deux yeux ne lui fera obtenir qu'une rente de 380 francs si la capacité professionnelle a été réduite de 40 0/0 ; la perte complète de la vision donnera droit à une rente variant de 100 à 412 francs. De même la perte d'un pouce sera pour l'ouvrier le point initial d'une rente de 100 à 200 francs, tandis que le soldat touchera ses 600 francs.

Le soldat serait donc mieux traité ?

Cela provient d'abord de ce que les exemples cités ne sont pas des incapacités permanentes absolues au regard de la loi de 1898, mais seulement des incapacités partielles, comme nous l'avons déjà remarqué, qui engendrent pour l'ouvrier une rente basée sur la moitié de la diminution du salaire. Cela provient encore de ce que le législateur, n'ayant pas à se préoccuper de la profession qu'exerçait le soldat avant son entrée au service, a été forcé de se baser sur la gravité matérielle de la blessure, en envisageant d'une façon générale ses conséquences probables sur le salaire

futur. Car s'il eût fallu apprécier pour chaque soldat la diminution de capacité professionnelle causée, cela eût été une source de difficultés infinies aussi bien qu'une injustice : tous les soldats, à grade égal comme sans grade, sont égaux entre eux.

Le soldat ne peut certes se plaindre, d'autant que dans la cinquième classe rentrent trente-huit infirmités équivalentes parmi lesquelles nombre d'affections médicales : paralysies, névroses, cardiopathies, bronchite chronique, tuberculose, dysenterie chronique, abcès du foie, cachexie palustre, etc., provenant du service, et qui, remarque le Dr Oberlé, sont toutes susceptibles d'être contractées de même sur des chantiers malsains, dans des conditions très diverses — sans que pourtant la loi de 1898 les considère comme des accidents du travail.

Quant à la sixième classe de blessures et infirmités' le soldat qui peut s'en prévaloir doit justifier qu'il est dorénavant hors d'état de pourvoir à sa subsistance pour avoir droit à pension et celle-ci est également de 600 francs pour le simple soldat. Les blessures et infirmités sont plus légères; en voici des exemples puisés dans le *Manuel des retraites* :

Art. 47. — Cicatrices étendues, douloureuses, ulcéreuses, rétractées, occasionnant une gêne fonctionnelle importante.

Art. 49. — Tumeurs de nature diverse occasionnant un trouble fonctionnel important, etc...

Art. 50. — Diminution très prononcée de l'ouïe.

La gravité, ici, consiste non pas tant en l'importance

des blessures qu'en « l'impossibilité de pourvoir à la subsistance ». Malheureusement, ainsi que le fait remarquer M. Mirman : « Ces termes ont été interprétés « dans un sens fort rigoureux ; il ne suffit pas que le « blessé soit dans l'évidente nécessité d'abandonner son « ancien métier ; à chaque page on peut lire dans le « *Recueil des Arrêts du Conseil d'État* des décisions « déboutant les demandeurs et ainsi motivées :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que si « l'infirmité dont le sieur X... est atteint, entraîne « une notable diminution dans la capacité de travail, « elle ne le met pas dans l'impossibilité de pourvoir « à sa subsistance... »

« Un ouvrier tisseur ayant (au régiment) perdu deux « phalanges de l'index de la main droite, privé par « conséquent de la dextérité de main nécessaire pour « nouer les fils, obligé de quitter sa profession, n'a « aucun droit (arrêt du 8 juillet 1887).

« On voit combien une telle condition est rigoureuse, « combien une telle jurisprudence est redoutable ; nous « nous demandons dans quel cas à la vérité cette condition peut être remplie (1) ! »

Il est certain que la loi et ceux qui l'appliquent sont d'une exigence parfois douloureuse, témoin l'exemple cité ; la faute en est, non aux juges, mais au texte qui les lie : l'impossibilité de gagner sa vie doit exister, le blessé doit en justifier ; c'est le principe, la condition *sine qua non* du droit à pension et qui

1. Mirman, *op. cit.*, page 6.

différencie la sixième classe d'avec les cinq premières pour lesquelles le droit à pension est ouvert immédiatement, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de l'époque à laquelle remonte l'accident qui a déterminé l'infirmité (C. d'État, 19 décembre 1838. Affaire This).

Si la pension n'est pas accordée, le blessé n'aura droit qu'à une gratification permanente, — il y a en effet gravité sérieuse et impossibilité de servir, — qui selon le système des échelons (1906) sera de 300 francs au plus ou de 100 francs au moins. Au cas contraire, il jouira de sa pension de 600 francs et la même comparaison entre lui et l'ouvrier, faite pour la cinquième classe, nous conduira à dire qu'il est mieux traité.

En résumé, pour ces incapacités permanentes absolues, nous avons constaté que : D'une part, tandis que dans la loi de 1898 elles peuvent être ramenées à deux classes et n'engendrent qu'une pension à taux unique (les deux tiers du salaire annuel, variable, il est vrai, selon le métier exercé), les incapacités permanentes absolues des lois de 1831 sont réparties, plus nombreuses, en six classes et donnent naissance à des pensions à taux échelonnés.

D'autre part, sur les six classes de ces incapacités du système de 1831 : les première et deuxième mettent le soldat à égalité avec l'ouvrier, alors que les troisième, quatrième, cinquième et sixième font un avantage au militaire quant au montant de la pension à laquelle il a droit. Avec cette réserve, toutefois, que

les pensions de la sixième classe sont soumises à une condition d'existence dont les conséquences sont quelquefois cruelles.

IV. — *Mort.*

En cas de mort, immédiate ou survenue après un temps plus ou moins long, les lois de 1831 dans leur titre III réglementent les pensions accordées aux veuves et orphelins, la loi de 1898, article 3, accorde une rente viagère au conjoint survivant, aux orphelins et aux ascendants et descendants à sa charge.

Reprenons ces dispositions par le détail.

1^{re} Loi de 1898, article 3 :

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

a). — Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant, non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

b). — Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de 16 ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime, à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a

deux, de 35 0/0 s'il y en a trois et de 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans le second.

c). — Si la victime n'a ni conjoint ni enfants dans les termes des paragraphes *a* et *b*, chacun des ascendants qui était à sa charge recevra une rente, viagère pour les ascendants et payable jusqu'à 16 ans pour les descendants.

Cette rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 0/0.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe *c* est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Ainsi, la loi de 1898 comprend trois classes d'ayants droit à la pension : Les veuves ; les enfants ; les ascendants et descendants à la charge de la victime. Si celle-ci était un ouvrier civil des établissements militaires, les mêmes personnes sont pensionnées, en vertu de l'instruction provisoire D, du 25 mai 1899, pour l'application dans les établissements militaires de la loi de 1898. Les mêmes encore, si la victime était un marin « autre qu'un marin appartenant au service de guerre », en vertu de la loi du 29 décembre 1905 ; cette loi qui, abrogeant celle du 21 avril 1898, a créé une caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession — ladite caisse annexée à la caisse des invalides de la marine, mais ayant son

existence indépendante — a compris également parmi les ayants droit à pension les ascendants et descendants.

2° D'après le titre III des lois de 1831, sont seuls titulaires d'une pension, au cas de mort, les veuves et les orphelins.

a). — Art. 19. — Ont droit à pension viagère : Les veuves de militaires tués sur le champ de bataille ou dans un service commandé ; ou morts des suites de maladies contagieuses ou endémiques contractées à l'armée hors d'Europe et aux influences desquelles le militaire avait été soumis par les obligations du service (Loi du 15 avril 1885) ; ou morts des suites de blessures reçues à la guerre ou en service commandé pourvu que le mariage ait été antérieur à ces blessures.

Quand la veuve est séparée de corps à l'époque où son mari meurt, elle ne peut, si cette séparation a été prononcée contre elle, prétendre à aucune pension à moins qu'elle fasse la preuve qu'il y a eu réconciliation. Cette preuve faite, elle a droit acquis car l'état de mariage a subsisté jusqu'à la mort de l'époux.

Au cas de divorce, le lien qui l'unissait au mort étant déjà rompu depuis un temps plus ou moins long, aucune pension ne lui est accordée.

Ainsi, les cas donnant droit à pension sont limitativement énumérés, aussi bien pour la veuve d'un soldat de terre que pour la veuve d'un marin, qui sont toutes deux soumises au même traitement en général. Il

y a une circonstance cependant où la veuve d'un marin est pensionnée quand celle d'un soldat de terre n'a droit à rien, en vertu de l'article 19 de la loi du 18 avril 1831 (armée de mer) ainsi heureusement modifié : La veuve a droit à pension quand son mari non seulement a été tué, mais a péri dans un service requis ou commandé. Le législateur a tenu compte, ici, de ce que les risques du service à la mer sont plus fréquents, tels que la noyade, la disparition. Ajoutons qu'en vertu d'une loi récente dont il a été fait application, entre autres, lors du terrible accident du sous-marin *Lutin* à Bizerte, et plus près de nous encore, lors de la catastrophe du cuirassé *Iéna* dans l'arsenal de Toulon (12 mars 1907), les victimes sont promues au grade immédiatement supérieur à celui qu'elles possédaient le jour de leur mort ; de cette façon les veuves, de même que les enfants, à leur défaut, reçoivent une pension plus forte. A part cette exception, les deux articles 19 sont identiques au fond : le droit à pension n'existe qu'aux cas prévus.

Le montant de cette pension est égal à la moitié du maximum de la pension d'ancienneté affectée au grade dont le mari était titulaire, soit 550 francs pour un sergent, 450 francs pour un caporal et 375 francs pour un soldat ; il est porté aux trois quarts de ce maximum si la mort a pour cause des événements de guerre : en conséquence, la veuve d'un sergent recevra 825 francs ; celle d'un caporal, 675 francs ; celle d'un soldat, 563 francs par année.

Cette veuve ainsi pensionnée peut-elle être considé-

rée comme favorisée, si l'on compare sa situation au traitement que fait la loi de 1898 à la veuve d'un ouvrier ? La réponse sera-t-elle différente suivant que le salaire annuel de celui-ci était plus ou moins élevé ? Nullement.

Si l'ouvrier gagnait à sa mort le salaire maximum prévu par la loi de 1898 — c'est-à-dire 2.400 francs par an ou 8 francs par jour de travail environ — sa veuve recevra une rente égale à 20 0/0 de ce salaire, soit 480 francs ; tandis qu'une veuve de militaire recevra 563 francs au moins : ce qui représente un salaire annuel de 4.000 francs, puisque un tel salaire donnerait à la veuve, en combinant les articles 2 et 3 de la loi de 1898, une rente viagère de 530 francs. A plus forte raison, quand l'ouvrier ne gagnait que 1.800 francs par an, par exemple, sa veuve qui ne recevra que 360 francs sera plus mal traitée que si son mari avait été seulement simple soldat. Nous supposons la veuve sans enfants ; autrement, ceux-ci ayant de leur côté une pension jusqu'à l'âge de 16 ans, tandis que la loi militaire n'en accorde pas aux enfants ayant encore leur mère, mais à cette dernière seule, l'avantage changerait de côté ; il serait pour la veuve d'ouvrier, qui jouirait de la pension accordée à ses enfants jusqu'à leur seizième année accomplie, tandis qu'en l'absence d'enfants, c'est à la veuve du militaire qu'il faut reconnaître la supériorité de traitement.

b). — Art. 21. — Les enfants, légitimes ou légitimés, du militaire décédé dans les conditions de l'article 19, n'ont

droit à pension que s'ils sont doublement orphelins.

Ils sont immédiatement pensionnés si leur mère était morte avant leur père ; au cas contraire ils ne le sont qu'à son décès ou que si elle est déchue de ses droits.

Leur droit est alors personnel : il consiste en un secours annuel, égal à la pension dont la mère jouissait ou aurait joui, payable jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint vingt et un ans accomplis ; et dans ce cas la part des majeurs est réversible sur les mineurs jusqu'à extinction du droit. Le taux de ce secours est donc des trois quarts du maximum de la pension d'ancienneté affectée à leur père suivant son grade, ce qui donne : 825 francs si le père était sergent ; 675 francs s'il était caporal ; 563 francs s'il était soldat. Sans doute, cela ne se produira pas souvent à notre époque ; peu nombreux sont les soldats mariés et pères de famille accomplissant leur temps de service obligatoire, — impôt qui n'existait pas en 1831, les armées étant alors mercenaires ; — d'autre part, parmi les réservistes et territoriaux, les accidents mortels sont peu fréquents. Les articles 19 et 21 s'appliquent surtout en pratique aux soldats et marins rengagés et commissionnés. De toute manière, il suffit que les conditions soient remplies pour que les enfants aient leur pension, laquelle est globale et indépendante de leur nombre ; qu'il n'y ait qu'un enfant, il jouira des 825, 675 ou 563 francs dont jouissait ou aurait joui sa mère ; qu'ils soient deux, trois, quatre et plus, ils jouiront d'une quotité proportionnelle à leur nombre : d'une moitié,

d'un tiers, d'un quart, etc... de la rente correspondante au grade ; et cette quotité de chacun, à sa majorité, viendra augmenter celle des frères ou sœurs mineurs restants jusqu'aux vingt et un ans du dernier, époque où la rente cessera.

La loi de 1898, au contraire, tient compte du nombre des orphelins et leur accorde une rente s'ils ont moins de 16 ans.

Cette dernière condition est certainement un désavantage pour eux, vis-à-vis des orphelins de soldats secourus jusqu'à leur majorité. Est-ce à dire que le législateur de 1898 a eu tort d'agir comme il l'a fait ? Non. A 16 ans, les enfants sont mis en apprentissage ou sont sur le point de le terminer ; ils ne gagnent pas beaucoup, c'est vrai, mais enfin ils gagnent et leur salaire tendra à augmenter chaque année. Il a donc paru sage de fixer à 16 ans la limite du droit à une rente ; mesure économique que dédaigne la loi militaire, par une générosité très louable et très heureuse pour les enfants, aussi parce que de telles pensions ne sont pas les plus nombreuses.

D'autre part, examinons si le fait de tenir compte du nombre des enfants produit un résultat meilleur.

Si un de leurs parents vit encore, la pension qui est basée, dans le système de 1898, sur le salaire annuel de la victime, varie de 15 0/0, 25 0/0, 35 0/0, 40 0/0, suivant qu'il y a de un à quatre enfants et plus. Si le père et la mère sont morts, elle est pour chacun des enfants de 20 0/0 du salaire sans que l'ensemble ne puisse dépasser 60 0/0.

Comme les salaires d'ouvriers s'échelonnent de 1.200, 1.500, 1.800 francs jusqu'à 2.400 francs en moyenne, on a pu établir la rente viagère touchée par les enfants suivant leur nombre et en tenant compte de ce qu'ils étaient orphelins de père ou de mère seulement, ou bien de père et de mère à la fois.

Dans cette deuxième hypothèse, des salaires de 2.400, 1.800, 1.500 et 1.200 francs donneront respectivement droit à une pension de 480, 360, 300 et 240 francs pour un enfant ; traitement désavantageux vis-à-vis des 825, 675 ou 563 francs accordés à un enfants de militaire. Deux enfants d'ouvrier auront chacun : ou 480, ou 360, ou 300, ou 240 francs ; deux enfants de soldat auront chacun 412 fr. 50, ou 337 fr. 50, ou 281 fr. 50 suivant le grade du père : traitement préférable en moyenne.

Trois enfants d'ouvriers auront encore chacun : 480 ou 360 francs, ou 300 ou 240 francs ; trois enfants de soldat se partageront les 825, ou 675 ou 563 francs accordés, soit 275 ou 225 ou 187 fr. 66 chacun : désavantage manifeste en ce cas. Passé le nombre de trois, pour les enfants d'ouvrier, le secours sera invariablement de 1.440, 1.080, 900 ou 720 francs que les gratifiés se partageront, suivant leur nombre, en quotités égales ; donc plus ils seront, plus la part de chacun décroîtra, sans que celle des frères ou sœurs parvenus à l'âge de seize ans vienne augmenter la portion dévolue à ceux n'ayant pas encore passé cet âge, sans qu'elle atteigne jamais 480, 360, 300 ou 240 francs ; mais alors leur situation sera encore supérieure aux

protégés des lois de 1831 qui reçoivent une rente, réversible il est vrai, mais globale, c'est-à-dire insuffisante.

Quant aux orphelins visés par la première hypothèse — les orphelins de père seulement — le calcul établi suivant leur nombre donne une rente globale variant selon le salaire, qu'ils touchent également jusqu'à seize ans. Cette rente va de 15 0/0 à 40 0/0 suivant leur nombre. En consultant les tableaux établis, nous verrons que pour un salaire de 1.500 francs, la rente militaire sera dépassée s'il y a quatre enfants et plus; qu'elle le sera pour trois enfants, s'il s'agit d'un salaire de 1.800 francs, et pour deux enfants s'il s'agit d'un salaire de 2.400 francs. De son côté, la mère reçoit une rente de 20 0/0 du même salaire annuel. Ici l'avantage est pour ces enfants encore, puisque l'existence de la mère, si elle n'est pas déchuée de ses droits, empêche les orphelins de militaires de jouir d'un droit personnel.

On a proposé de faire bénéficier ces derniers de cet avantage en leur appliquant les principes généreux de 1898 (1); ils y gagneraient: sans doute la rente ne serait plus réversible, de plus tous souffriraient de la limite d'âge de seize ans passé lesquels le droit à la rente disparaît; mais du moins ce ne serait pas toujours la même somme qui serait allouée, comme une sorte de succession à partager (2), car ce n'est pas comme héri-

1. Mirman, *op. cit.*, p. 24.

2. Roger Leroy, *Les pensions de l'armée de terre*. Thèse Paris, 1901.

tiers, comme orphelins mineurs d'un militaire qu'il faut considérer les enfants, mais comme autant d'ayants droit distincts, ne pouvant se nuire (1).

c). — L'article 21 des lois de 1831 est muet en ce qui concerne les ascendants et les descendants.

Le législateur de 1898 ne les a pas oubliés lui. Son article 3, § c, dit : « Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes a et b, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente, viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 0/0. »

Ainsi la rente peut aller jusqu'à 30 0/0, soit 720 francs pour un salaire de 2.400 francs.

Prenons l'exemple d'un ouvrier âgé de vingt ans, gagnant plus ou moins, mais ayant à faire vivre un père âgé et infirme ou des frères et sœurs en bas âge, ayant même l'un et les autres à sa charge. Qu'il meure victime de son travail ou dans l'exercice de ce travail, ceux qui vivaient grâce à lui recevront une pension (plus exactement le père seul ; les frères et sœurs n'ont droit à rien, n'étant pas descendants de la victime).

Supposons maintenant qu'appelé sous les drapeaux, forcé d'abandonner les siens qui vivront comme ils

1. La proposition déposée par M. Mirman présente de bons et mauvais côtés, comme toute proposition de loi. Nous rechercherons plus tard s'il est possible et utile de l'appliquer.

pourront, secourus à droite et à gauche par la charité publique ou privée, ce « chef de famille » meure d'un accident. Les lois de 1831 ne prévoyant pas le cas, aucune pension ne sera accordable : « Il faut que le demandeur soit : ou la veuve, ou — si celle-ci est morte elle-même ou déchu — les enfants orphelins laissés par la victime. Il n'y a pas ici de veuve ni d'orphelins. La loi de 1831, qui crée le droit et le limite, ne vise en aucun cas les ascendants. Donc l'État ne doit rien ». Telle est la thèse soutenue par le ministre de la Guerre devant le Conseil d'État, en la séance du 17 février 1905 (1).

Ce jour-là, le Conseil d'État avait à juger du fait suivant, que M. Mirman relate ainsi dans sa proposition de loi : « Quelques années — de longues années (2) —
« auparavant, un soldat, A..., avait été tué par un coup
« de feu au cours d'une manœuvre de garnison ; le
« bataillon contre lequel celui de A... opérait avait été
« au tir peu de jours avant cette manœuvre ; après ce
« tir, l'officier compétent avait sans doute négligé de
« passer l'inspection des armes, une cartouche était
« restée dans un fusil. Les causes de la mort n'étaient
« pas contestées. Le soldat A... était célibataire ; il
« laissait un père âgé et infirme ayant à sa charge deux
« autres enfants infirmes ; ce malheureux père —
« auquel la mort du seul enfant valide causait ainsi
« le plus grave préjudice — s'adressa au Ministère de

1. Conseil d'État. Arrêt du 17 février 1905. Affaire Auxerre.

2. Exactement le 1^{er} septembre 1900, date à laquelle le soldat Auxerre, du 131^e d'infanterie, fut tué au cours d'une manœuvre.

« la Guerre, soutenant que l'accident avait été provoqué par la négligence d'un préposé de l'État, que la responsabilité de l'État était par suite en jeu, et il demanda 20.000 francs de dommages-intérêts.

« Le 29 avril 1901 le ministre de la Guerre rejetait la demande ; le père forma un recours devant le Conseil d'État.

« Devant le Conseil, le ministre de la Guerre fit soutenir la thèse suivante : Le service militaire est une charge publique ; c'est un fait de force majeure ; les dommages plus ou moins graves qui résultent des charges publiques n'ouvrent droit par eux-mêmes à aucune réparation légale ; il n'y a d'autre droit à indemnité, — en dehors des libéralités gracieuses — que celui qui résulte d'une loi spéciale. En la matière, cette loi spéciale est celle du 12 avril 1831 ; pour qu'elle soit applicable en cas d'accident mortel, deux conditions sont nécessaires, qu'elle-même définit : il faut d'abord que la mort ait une cause particulière, se soit produite dans des circonstances déterminées, et nous reconnaissons que cette première condition est satisfaite ; il faut en second lieu que le demandeur soit ou la veuve, ou, — si celle-ci est morte elle-même ou déchuë — les enfants orphelins laissés par la victime. Il n'y a pas ici de veuve ni d'orphelins. La loi de 1831, qui crée le droit et le limite, ne vise en aucun cas les ascendants. Donc l'État ne doit rien.

« C'est là la doctrine qui avait jusqu'à ce jour été considérée par le Ministère de la Guerre comme intan-

« gible. Or, le Conseil d'État ne l'a point admise ; voici
« son arrêt (1) :

« Le Conseil d'État,

« Vu la requête présentée par le père du sieur
« Auxerre ;

« Vu les observations présentées par le ministre de
« la Guerre ;

« Vu les nouvelles observations présentées pour le
« sieur Auxerre ;

« Vu la loi du 24 mai 1872 ;

« Sur le rapport de sa section du contentieux ;

« Considérant que le sieur Léon Auxerre a été tué au
« cours de manœuvres exécutées le 1^{er} septembre 1900
« et pour lesquelles il devait être fait emploi de car-
« touches chargées à blanc ; qu'il résulte des consta-
« tations médicales que la mort de ce jeune soldat a
« été causée par un coup de feu tiré à balle et pro-
« venant d'une troupe qui participait à ces manœu-
« vres ;

« Considérant que cet accident, dans les circonstances
« où il s'est produit, doit être attribué à *une faute du*
« *service public de nature à engager la responsabilité de*
« *l'État*, et que le requérant, père du sieur Léon Auxerre,
« est fondé à demander *réparation du préjudice qui a*
« *pu en résulter pour lui* ;

« Mais considérant que le Conseil d'État n'a pas les
« éléments suffisants pour apprécier le montant de l'in-
« demnité qui peut lui être due,

1. Mirman, *op. cit.*, pp. 11 et 12.

« Décrète :

« 1° La décision du ministre de la Guerre est annulée ;

« 2° Le sieur Auxerre est renvoyé devant le ministre de la Guerre pour être procédé à la liquidation de l'indemnité à laquelle il peut avoir droit.

« Dépens mis à la charge de l'État. »

Cet arrêt, dit M. Mirman : « a une importance capitale qui n'a pas échappée au ministère de la Guerre. *Il proclame en dernier ressort que la loi de 1831 (1) ne contient pas tout le droit des victimes, qu'elle ne limite pas toutes les obligations légales de l'État envers celles-ci (2).* »

L'objection est grave.

Sans doute, dans notre exemple, il s'agissait d'un jeune soldat soutien de famille, ayant un père âgé, infirme, des frères et des sœurs en bas âge, et ce cas est rare. Mais si, au lieu de le choisir, nous avions pris celui plus fréquent d'un soldat, réserviste ou territorial, soutenant un père, une mère, des grands-parents âgés ou infirmes ; des frères et sœurs en bas âge, la réponse du ministre de la Guerre, aussi bien celle du chef de la Marine, n'aurait pas varié : la loi ne vise ni les ascendants ni les descendants indirects, ni — faut-il ajouter — les frères et sœurs à la charge de la victime, donc l'État ne leur doit rien.

1. M. Mirman ne traite que de la loi du 11 avril relative à l'armée de terre ; le même arrêt doit s'appliquer à celle du 18 avril consacrée à l'armée de mer, c'est l'évidence.

2. Mirman, *op. cit.*, page 12.

Cette tactique toute juridique, mais exempte de sentiment équitable, a ému jusqu'au Conseil d'État lui-même qui s'est à propos servi de l'article 1384 du Code civil (1). De nombreux orateurs l'ont flétrie à la tribune de la Chambre; des auteurs l'ont condamnée également. Tous ont demandé que quelque chose soit fait pour les ascendants et descendants indirects à la charge de la victime, qu'un article de loi les désignant expressément les soustraie ainsi aux lenteurs d'une procédure basée sur les articles 1382 et 1384 du Code civil : Une application des principes généreux de 1898 s'impose à leur égard, tel est le cri commun.

Nous demandons avec eux cette certitude pour les ascendants et descendants d'être protégés; quant au moyen d'y parvenir, nous en discuterons plus loin.

Conclusion. — La conclusion qui se dégage de cette étude est que la critique faite autrefois — qui reprochait au régime militaire d'être soumis tantôt au droit, tantôt à l'assistance — n'est plus aussi exacte depuis le décret du 15 février 1906 relatif aux gratifications échelonnées.

Et cela d'autant plus que, d'après une constatation

1. Et non l'article 1382 du Code civil, comme l'écrit à tort M. Mirman. — Un nouvel avis du Conseil d'État, en date du 28 juin 1905, estime que l'action en réparation civile ne peut être intentée valablement ni par les militaires eux-mêmes, ni par leurs veuves ou leurs orphelins légitimes, mais qu'elle peut l'être par tous ceux — ascendants directs ou par alliance, enfants naturels, etc. — auxquels la loi reconnaît une créance alimentaire et qui ne sont pas désignés par la loi du 11 avril 1831.

faite, le système des gratifications permanentes ou renouvelables est érigé en coutume qui a fini par avoir force de loi ou presque. On est abouti à étendre le champ des gratifications quand déjà les tarifs avaient été rehaussés.

Voici ce que disait le lieutenant-colonel du Halgouët à la Tribune de la Chambre, le 16 novembre 1903 : « La Chambre sait que depuis quelques années
« nous avons relevé cette dotation d'une façon consi-
« dérable. Nous l'avons augmentée, au budget de 1897,
« de 100.000 francs ; au budget de 1898, de 300.000 fr. ;
« au budget de 1899 également de 300.000 francs.
« Ainsi, en trois ans, le Parlement a augmenté de
« 700.000 francs la dotation budgétaire des gratifica-
« tions de réforme. Le sacrifice que nous faisons actuel-
« lement se monte cette année (1903) au budget à
« 4.114.000 francs seulement pour ce qui les con-
« cerne (1). » Pour le budget de 1905, le chapitre des secours et gratifications de la guerre — en écartant ce qui a trait aux troupes coloniales et aussi ce qui vise les allocations aux anciens militaires ayant accompli quatorze ans de service antérieurement à la loi du 23 juillet 1881 — était doté d'une somme de 6.216.360 francs. M. Mirman, dans sa proposition de loi, constate « avec une certaine surprise que la dotation, pour l'exercice précédent de 1904, s'élevait rigoureusement à la même somme » (2) ; cette méticuleuse précision lui paraît

1. *J. officiel*, 17 novembre 1903.

2. Mirman, *op. cit.*, page 11.

anormale et il ne se charge pas de l'expliquer. C'est simple: L'administration de la guerre doit compter avec son budget, qui pourtant suit la coutume, s'enflant toujours dès qu'elle progresse, ainsi que le lieutenant-colonel du Halgouët le constatait deux ans auparavant; mais cette progression se fait par bonds, par degrés: rien d'étonnant à ce que le budget de deux années soit de même force.

Il variera encore, espérons-le, surtout à l'égard des secours; car pour eux que le ministre distribue à son gré, la critique conserve toute sa portée: soit en matière d'incapacité temporaire mixte, quand les conditions exigées pour donner droit à gratification renouvelable font défaut; soit, sous un certain angle, au sujet des incapacités temporaires (voir les exemples cités *suprà*).

Mais à part cette remarque, à part les critiques de détail qui subsistent dans toute leur force, et sauf la grave attaque que nous avons portée au régime des pensions en ce qui concerne les ascendants, nous pouvons dire que le premier vice essentiel signalé par différents auteurs est considérablement réduit: le droit a pour la plupart des accidentés remplacé l'assistance.

*Deuxième Point. — Conditions d'existence du Droit.
De l'origine des blessures.*

La loi de 1898 et celles de 1831 contiennent cette condition commune que les blessures doivent avoir, pour donner droit à indemnité, été contractées dans

un état de fait déterminé. Ainsi que le faisait remarquer M. Millerand, alors ministre du Commerce, dans sa circulaire du 24 août 1899 : « Il ne suffit point, « pour que s'ouvre le droit de l'ouvrier à une indemnité, qu'un accident se soit produit; il faut que cet « accident soit survenu, comme le spécifie l'article 1^{er} « de la loi de 1898, par le fait et à l'occasion du travail. »

Nous ferons la même remarque en ce qui concerne le soldat, de terre ou de mer: Il ne suffit pas non plus, pour que s'ouvre le droit à indemnité, qu'un accident se soit produit; il faut qu'il se soit produit dans des circonstances particulières. Au cours de la longue étude que nous avons faite de l'application du système des indemnités, nous avons à chaque instant rencontré cette condition primordiale: l'origine (1). Il est nécessaire, en effet, selon l'article 12 des lois de 1831 relatif aux pensions et suivant les décisions et décrets qui réglementent l'obtention des gratifications, que les blessures et les infirmités aient leur cause dans le service commandé, dans les fatigues ou dangers du service, selon l'espèce.

Ce principe met-il le soldat en état de supériorité vis-à-vis de l'ouvrier ou au contraire lui est-il défavorable, c'est ce qu'il nous faut établir.

1. C'est d'elle que nous allons traiter, d'elle seule, ayant à dessein étudié plus haut les conditions qui l'ont renforcée dans le système de 1831, à savoir: l'invalidité sérieuse et l'impossibilité de servir, d'une part (Voir pages 40, 41, 42 et s...); la gravité et l'impossibilité de pourvoir à la subsistance, d'autre part (Voir pages 46 et s...).

A). — Pour l'ouvrier, dit une circulaire du garde des sceaux en date du 10 juin 1899 : « l'accident n'entraîne
« l'application du risque professionnel que lorsque la
« lésion subie par la victime a une cause inhérente au
« travail, ou qu'elle s'y rattache par un lien plus ou
« moins étroit. Cette condition étant remplie, il im-
« porte peu que l'accident se produise hors de l'éta-
« blissement et même en dehors des heures de tra-
« vail. Il convient sans doute de se garder d'un abus
« d'interprétation qui donnerait à la loi une trop
« grande extension. » Dans le même sens, la circulaire
précitée de M. Millerand, en date du 24 août de la
même année, où il s'empresse d'ajouter : « Il convient
« de reconnaître que les termes de l'article premier de la
« loi de 1898 sont des plus larges et embrassent toute la
« vie de l'atelier. Si un ouvrier victime d'un accident en
« venant de chez lui à la manufacture ou en revenant
« de la manufacture chez lui, n'a pas droit à l'indemnité
« légale, il y a certainement droit au contraire si l'acci-
« dent lui arrive sur un chantier extérieur de l'entre-
« prise, au domicile d'un client de l'entreprise chez
« lequel il est appelé à travailler, ou bien dans les dé-
« placements qui lui sont commandés ou qui deviennent
« nécessaires en cours de travail. »

Il faut encore remarquer que l'accident n'est pas supporté par le patron pour cette raison qu'il a eu lieu dans l'atelier et aux heures du travail ; le point nécessaire, c'est que le travail soit la cause prédominante de l'accident. Voici les principes qu'après de nombreuses hésitations, la Cour de cassation a finalement

posés : « 1° Le risque professionnel est inhérent non
« seulement au travail assigné à l'ouvrier, mais encore
« à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'entre-
« prise, au milieu dans lequel l'ouvrier doit se mou-
« voir ; d'autre part, l'obligation pour le chef d'entre-
« prise d'assurer la sécurité de ses ouvriers, existe
« dans tous les locaux soumis à sa surveillance, pen-
« dant tout le temps où sa direction peut s'exercer :
« cette obligation ne cesse que là où son autorité
« prend fin ; — 2° dès lors, engage la responsabilité du
« patron tout accident survenu dans les circonstances
« de temps et de lieu qui viennent d'être précisées,
« que ce soit par le fait du travail, c'est-à-dire pen-
« dant le travail de l'ouvrier, par le fait de l'outillage
« ou des forces qui l'actionnent, ou bien que ce soit à
« l'occasion du travail, c'est-à-dire par suite d'une
« circonstance se rattachant, par un lien plus ou moins
« étroit, à l'organisation générale de l'industrie ou au
« travail dont était chargé l'ouvrier (1). »

Ces conditions étant satisfaites et établies par la déclaration de l'accident au maire dans la commune ; le certificat du médecin ; l'enquête du juge de paix et les expertises exigées par lui, la victime a droit à indemnité, même si l'accident est survenu par sa faute — sauf au cas de faute inexcusable.

A noter que ce terme « accident » désigne la lésion

1. Louis André et Léon Guibourg. *Le Code du travail annoté*,
p. 337.

corporelle causée par l'action subite d'une cause extérieure. Il y a lieu d'y faire rentrer cependant toutes les aggravations, toutes les complications de maladies préexistantes qui sont survenues à la suite de l'accident, qui en sont la conséquence directe et immédiate (Comité consultatif des assurances ; avis du 28 nov. 1900).

Mais à part cette restriction, les « maladies » professionnelles demeurent hors du régime ; les infirmités, les fatigues contractées au cours du travail ne donnent droit à rien.

B). — Qu'un accident frappe un soldat, les garanties que la loi lui donne sont : un certificat d'origine de blessure, signé par trois témoins et par un médecin, accompagné de rapports circonstanciés sur les conditions de l'accident et de procès-verbaux d'enquête sur les antécédents du malade.

L'article 12 des lois de 1831 réglemeute la délivrance des certificats dits d'origine ; et si on l'examine attentivement, il y apparaît au premier aspect que la pensée du législateur, exprimée en d'autres termes que celle du législateur de 1898, est la même : le paragraphe premier vise — en dehors des accidents provenant du « fait de guerre », qui ne soulève qu'une question de preuve — le « fait du service » ; et le paragraphe 2 régit les infirmités contractées « à l'occasion du service ». Seulement, la formule de l'article 12 ne dit pas purement et simplement « les accidents survenus par le fait du service et à l'occasion du service » ; elle distingue les blessures des infirmités ; les blessures ont un caractère plus précis, leur source est certaine parce

qu'elles sont causées brusquement et qu'il est plus facile d'en faire la preuve ; la relation d'effet à cause se démontre avec plus de peine quant aux infirmités (1).

De là une restriction fort importante.

Si « l'occasion du service » consiste en fatigues et dangers du service et si les infirmités qui en résultent donnent droit à indemnité — c'est là, du reste, un avantage fait au soldat à l'encontre de l'ouvrier qui, nous le montrerons, n'a droit à rien pour avoir contracté une maladie professionnelle — les blessures graves et incurables doivent provenir d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés en service commandé ; elles ne sont l'origine d'aucune pension si elles proviennent de fatigues ou dangers du service, expression d'interprétation large ; le fait du service ne s'applique qu'à elles seules et ce fait est aggravé : tandis que dans la loi de 1898 le fait du travail suffit, dans les lois militaires le service doit avoir été « commandé ».

Aussitôt, l'objection se présente à l'esprit qu'il y a service commandé à partir du moment où le soldat a reçu son ordre d'appel, durant tout le temps qu'il est sous les drapeaux jusqu'au jour de sa libération. Erreur : Le service militaire est bien un service commandé, mais tous les actes qui le composent n'en sont pas. Si

1. Ces infirmités ne sont autre chose que des maladies, considérées par le législateur comme un « risque » que court le soldat. Nous pouvons hardiment les appeler « des maladies professionnelles » ; ce sont : la paralysie et la tuberculose, à tous degrés, la dysenterie chronique, etc.

le soldat se blesse dans la cour du quartier ou dans la chambrée, en dehors des heures d'exercice, n'étant ni commandé de corvée ni obligé de se rendre à tel ou tel appel déterminé, les conditions de la loi ne sont pas satisfaites. L'ordre général qui invite chaque citoyen à être soldat n'entre pas ici en jeu. Pour savoir s'il y a ou non lieu d'appliquer l'article 12, il faut s'en référer à l'acte particulier cause de l'accident et savoir s'il avait été ou non l'objet d'un ordre.

Ainsi, on l'a constaté, cette expression « service commandé », cette clause restrictive prête à des équivoques nombreuses. Que l'accident soit survenu par le fait du service, c'est une preuve relativement facile à établir : les éléments d'appréciation sont là ; il y a eu accomplissement d'un acte déterminé, à un moment qu'il est possible de préciser, par-devant témoins presque toujours, de sorte que la relation directe entre l'accident et l'exécution s'établit exactement.

... Mais dès qu'il s'agit de savoir si cet acte avait été « commandé », si un ordre avait été donné, la preuve devient plus difficile, parce que l'ordre est souvent verbal, souvent donné en l'absence de témoins. Et même si l'ordre était connu de tous, l'appréciation du fait est quelquefois douteuse. L'administration des pensions a ainsi commis des abus.

En voici des exemples :

1° La blessure doit résulter directement de l'exécution d'un ordre donné — c'est-à-dire : le fait doit bien être un service commandé ; l'accident doit être sa conséquence immédiate.

Le fait doit bien être un service commandé — on jugera de l'importance que l'autorité militaire attache à cette preuve, par le cas suivant :

« Fracture en biseau d'une jambe. Un soldat musicien, blessé par une chute dans l'escalier de la caserne » en se rendant au réfectoire », le 17 octobre 1902, a-t-il droit à pension si cette blessure est incurable et de nature à l'empêcher de pourvoir à sa subsistance ? A cette question le Conseil d'État répond affirmativement : il y a là un accident éprouvé en service commandé (1).

« L'examen médical avant faire droit, à l'effet de rechercher si l'infirmité présentait les caractères de gravité et de recevabilité exigés par la loi pour ouvrir le droit à pension, avait été ordonné. Dans l'espèce — ainsi que le relate une note au-dessous de l'arrêt — le ministre de la Guerre déniait tout droit à la pension, parce que selon lui l'accident n'avait pas eu lieu en service commandé. « Le fait, disait-il, d'aller à la cantine prendre ses repas, ne peut pas être assimilé à une des obligations spéciales du service militaire. » Cette thèse discutable pour un simple soldat, était dans l'affaire actuelle inapplicable. En effet, il s'agissait d'un soldat musicien qui, d'après les règlements militaires, doit prendre ses repas à la cantine, et d'autre part sa chute dans l'escalier s'était produite à 10 heures du matin, à la sonnerie de

1. C. d'État, 19 mai 1905. Bénétière. Voir *Recueil des Arrêts du Conseil d'État*, 1905.

« la soupe, c'est-à-dire à l'heure où les musiciens doi-
« vent se rendre à la cantine pour prendre le repas
« du matin (1). »

Autre exemple : Pension refusée à un garde d'ar-
tillerie, victime d'un accident de voiture en rentrant à
son domicile, au retour d'une tournée d'inspection
dans des cartoucheries. L'accident en effet n'était
pas survenu dans le service (C. d'État, 23 déc. 1881,
Laubier). Donc : le retour en voiture n'est pas un
service commandé, la mission seule constitue ce
service.

A comparer avec la situation de l'ouvrier qui, blessé
en revenant au chantier de chez un client de l'entre-
prise chez lequel il avait été appelé à travailler, d'une
façon générale dans tous les déplacements qui lui avaient
été commandés (voir circulaire ministérielle du 10 juin
1899), est indemnisé.

Voici une généralisation que le système de 1831 ne
permet pas. Par exemple encore : un soldat qui a perdu
un œil par suite d'un accident survenu pendant qu'il
confectionnait un ustensile destiné au lavage de l'ap-
partement de l'officier dont il était l'ordonnance, ne
peut être considéré comme blessé en service commandé
et, par suite, n'a pas droit à pension par application
de l'article 12 de la loi du 11 avril 1831 (C. d'État,
6 mars 1903) (2). »

1. Voir l'arrêt précité et la note.

2. Cf. D. 1904,3.94 et la note que voici : « Aux termes d'un avis de
« la section des finances du Conseil d'État du 26 octobre 1899, en prin-

D'autre part, l'accident doit être la conséquence immédiate de l'ordre donné. Témoin l'exemple cité à la Chambre des députés par M. de Ramel le 4 mars 1903 : « Un soldat est de piquet. Deux de ses camarades, plaisantant et jouant autour de lui, le blessent gravement et il en résulte pour lui une infirmité

« cipe, le service des ordonnances auprès des officiers prévu par le règlement sur le service intérieur a bien le caractère d'une des obligations militaires du soldat ; mais lorsqu'il arrive que les ordonnances soient employées *de leur plein gré* à des offices étrangers à leur service normal, en cas d'accident les soldats ne peuvent être considérés comme blessés en service commandé. La distinction établie par cet avis est très juridique ; pour citer un exemple, si un officier qui, d'après les règlements, n'a pas droit à un cheval, en a un pour son agrément personnel et emploie son ordonnance comme cocher ou palefrenier, l'accident survenu à celui-ci pendant qu'il était occupé à cet emploi ne pourrait pas être considéré comme arrivé en service commandé. La même solution était-elle applicable dans l'espèce ci-dessus ? On peut se demander si l'affirmative admise par le Conseil d'État n'est pas d'une rigueur excessive. Les officiers sont logés aux frais de l'État, soit dans des bâtiments de l'État, soit dans des maisons particulières moyennant indemnité ; l'entretien de leur habitation semble rentrer dans les obligations normales de l'ordonnance aussi bien que celui de leurs effets personnels ; en autorisant les officiers à prendre des ordonnances, les règlements n'ont pas supposé qu'ils seraient obligés de prendre des serviteurs civils pour les soins habituels de leurs logements, et on ne peut guère supposer que l'ordonnance puisse discuter les ordres qui lui seraient donnés à ce sujet et refuser de les exécuter. Un refus l'exposerait même à des peines disciplinaires. Si ce système est accepté, il est difficile d'admettre que le soldat ait agi en dehors de ses devoirs militaires en préparant un ustensile destiné à son travail. »

Ce système ne pourrait plus être soutenu à l'heure actuelle. Une cir-

« grave et permanenté. La pension lui est refusée » (C. d'État, 11 juillet 1889, Faivre) ; on a jugé que « les circonstances ne rentraient pas dans l'expression « limitative de « service commandé ». Cependant il « était de piquet commandé et, assurément, dit M. de « Ramel, c'est parce qu'il était militaire et qu'il remplissait la mission spéciale qui lui était confiée, que « l'accident lui est arrivé. »

Dans un cas analogue, celui d'un ouvrier victime d'un accident à l'occasion de son travail, par suite d'un projectile lancé par un ouvrier dont le travail se trouvait dans le voisinage, a été indemnisé (Cass., 23 avril 1902, D. 1902.1.273).

Mais — et c'est là où s'indique nettement l'abîme qui sépare l'article 12 des lois de 1831 de l'article 1^{er} de la loi de 1898 et que nous montrions tout à l'heure — l'article 12, § 1^{er}, ne vise que le fait du service commandé et le soldat de piquet a été blessé à l'occasion de ce service ; or, nous l'avons dit, l'occasion du service n'est admise que pour les infirmités, non pour les blessures.

culaire récente du ministre de la Guerre (fin 1906) a interdit aux officiers d'employer leurs ordonnances autrement que pour ce qui a trait directement au service personnel de l'officier pris en tant que soldat (entretien des chevaux d'armes fournis par l'État, des harnais, des armes, des vêtements d'uniforme). En conséquence, si l'ordonnance a été blessée en dehors de ce service : pas de service commandé, pas de pension.

Quand le paragraphe 1^{er} de l'article en question dit : « dans le service commandé », on pourrait croire que tous les accidents, que toutes les blessures subis dans ce service sont la cause déterminante d'une indemnité ; autrement dit, que l'expression « dans le service commandé » comprend non seulement le fait du service commandé lui-même, les blessures qui ont pu directement en résulter, mais encore celles qui ont été reçues à son occasion, enfin toutes les blessures reçues « dans ce service », *lato sensu*. On pourrait le croire, disons-nous ; on devrait le croire, proclament les partisans d'une réforme, M. Mirman en tête.

Mais l'administration du contentieux militaire s'en garde bien ; d'une façon restrictive — trop rigoureuse peut-être, car qui sait si dans la pensée du législateur de 1831 l'expression « dans le service commandé » ne comprenait pas *toutes* les causes directes et indirectes de blessures ! — elle applique l'article 12.

La victime n'obtient aucune pension si la blessure n'est pas la conséquence immédiate de l'ordre donné.

2° Le service commandé a été exécuté. L'autorité militaire discute cette exécution pour son profit.

Exemple : Un soldat, envoyé par ordre à la salle d'armes, tire avec le caporal de surveillance dans ladite salle ; il a un œil crevé au cours de l'assaut. Il ne reçoit pas de pension parce que, lui dit-on, il aurait dû tirer non avec le caporal de service, mais avec le prévôt d'armes et lui seul. Et cependant — s'écrie M. de Ramel — c'est bien parce qu'il est au service, c'est

bien parce qu'il a été envoyé à la salle d'armes qu'il a l'œil crevé (1) !

Qu'un ouvrier soit blessé dans son travail, on ne discute pas s'il a eu tort de l'exécuter d'une façon plutôt que d'une autre, avec tel compagnon, tel contre-maitre plutôt que tel autre qui l'aidait ordinairement ; on constate le fait du travail, et cela suffit.

C'est seulement au cas de faute inexcusable, de faute lourde ou intentionnelle que l'ouvrier est privé du droit à indemnité. Le soldat voit ses actes plus sévèrement jugés ; on lui oppose le grief d'une faute impardonna-ble là souvent où il n'y a qu'une imprudence de sa part, qu'un acte dénué de toute intention mauvaise, pour lequel on serait mal venu d'invoquer même la désobéissance. Il conviendrait, semble-t-il, a dit un auteur : de s'inspirer sur ce point de la jurisprudence suivie en matière d'accidents du travail et de ne refuser la pension que lorsqu'il y a eu faute lourde impardonna-ble et nettement établie (Rouen, 28 février 1900 ; D. 1900.2.198) (2).

3° Le service commandé a été exécuté, sans qu'il y ait de contestation possible sur la manière dont il l'a été, et la blessure en est la conséquence directe.

Cela est-il suffisant ? Non, malheureusement ; on fait toujours des restrictions pour la sauvegarde des finances de la Guerre et de la Marine.

1. *J. officiel*, 4 mars 1903.

2. Roger Leroy, *op. cit.*

La victime croit réunir toutes les conditions voulues pour obtenir une pension ; elle s'adresse à qui de droit... On lui répond qu'on ne lui doit rien, parce que la gravité de sa blessure a pour cause originaire non pas l'accident lui-même, mais une tare physique préexistante :

« Je vous citerai, par exemple — dit M. de Ramel —
« le cas d'un cavalier qui en faisant de la voltige tombe
« de cheval, se luxé le genou ; des aggravations se pro-
« duisent et on lui fait l'amputation de la jambe. Aura-
« t-il une pension ? Tous ici vous répondriez oui. Eh
« bien non ! parce qu'on a découvert chez lui une trace
« atavique de tuberculose et comme l'accident a en-
« gendré une arthrite tuberculeuse, on dit : ce n'est pas
« l'accident, à lui seul, qui a déterminé l'amputation
« de la jambe ; l'accident n'a été que la circonstance
« occasionnelle ; la cause déterminante et primitive,
« c'est qu'il y avait une prédisposition à la tuberculose ;
« donc pas de pension. Cela résulte d'un arrêt du
« 18 mars 1898. Dans le même sens un autre arrêt du
« 22 mars 1898 (1). »

Ce raisonnement prouve ce que nous disions plus haut, à savoir : le sens étroit que l'on accorde au paragraphe 1^{er} de l'article 12 des lois de 1831, à l'expression « dans le service commandé ». Il est douloureux de constater qu'on l'invoque, et qu'on en fasse usage toutes les fois qu'il est possible. Le soldat est ici en position manifestement désavantageuse vis-à-vis de l'ou-

1. *J. officiel*, 4 mars 1899

vrier. Non seulement dans le même cas, l'ouvrier n'est pas privé de sa pension (nous avons vu qu'il y a lieu de faire rentrer dans la catégorie des accidents toutes les complications et aggravations de maladies ou affections préexistantes, même des affections constitutionnelles, qui sont survenues consécutivement à un accident — tumeurs, arthrite, anévrisme, ostéomyélite, épilepsie, paralysie, névrose et psychoses diverses — quand on peut relier directement l'origine à la blessure qui a précédé leur apparition) (1); mais encore il a été jugé que l'indemnité à laquelle il a droit ne doit pas être diminuée parce que, dès avant l'accident, il avait une maladie dont les conséquences se trouvent simplement aggravées : Besançon, 6 juin 1900 (*Gaz. pal.* 1900.2.160); Lyon, 27 mars 1901 (*Gaz. pal.* 1901.1.676) ; Cass., 23 juillet 1902 (*Gaz. pal.* 1902.2.226) ; Cass., 10 déc. 1902 (*Gaz. pal.* 1902.2.695).

Il est concevable que l'ouvrier qui part au régiment pour y accomplir son service et qui est blessé, murmure contre les rigueurs de la loi militaire. Est-ce sa faute s'il a été pris au conseil de revision malgré ses antécédents ? Non, assurément. On objectera que s'il a été reconnu apte à servir, c'est qu'il l'était en effet... Mais cet argument tombe devant la réalité des faits. Comme le disait M. de Ramel : « Si on présente un certificat du « médecin civil au major qui inspecte les jeunes gens, « il refuse de le lire la plupart du temps : « Je n'ai

1. Comité consultatif des assurances. Avis du 28 novembre 1900.

« pas besoin de cela », déclare-t-il. Il fait tourner le
« conscrit sur ses talons, et après une inspection som-
« maire — il ne saurait en être autrement — il le pro-
« clame « bon pour le service ».

« Si donc le conscrit apporte une constatation médicale
« indiquant une prédisposition atavique quelconque, on
« ne veut pas en connaître, on refuse de l'entendre, et
« s'il est ensuite victime d'un accident ou d'une blessure,
« contractés au service et dont les conséquences sont
« aggravées par sa prédisposition physique... On lui
« répond, le texte de la loi de 1831 en mains : « Ce n'est
« pas uniquement l'accident ou la blessure, qui sont la
« cause déterminante de l'état dans lequel vous vous
« trouvez ; vous aviez des prédispositions antérieures
« qui ont aggravé votre cas. »

« Ainsi, la situation est la suivante : le conscrit est
« appelé au service militaire avec le maximum de ris-
« que et l'État, de par la loi de 1831, diminue ses ris-
« ques à un tel minimum qu'il les réduit même à
« zéro (1). »

Conclusion. — Cette argumentation, précise et nette,
nous conduit à cette conclusion que : si nous avons
constaté plus haut que le droit à indemnité, quand il
existe pour le soldat, ne le met pas dans une situation
inférieure à celle de l'ouvrier, il n'en va plus de même
quand on étudie les conditions d'existence de ce droit,
du moins quant aux blessures. Ici la critique est dans
toute sa force :

1. *J. officiel*, 4 mars 1903.

Dans le régime de 1831, le droit à pension est si restreint que la victime en est réduite à implorer des secours, c'est-à-dire à l'assistance.

Et la conclusion définitive, qui s'impose, c'est qu'il faut modifier la loi. Peut-être y aurait-il lieu de supprimer dans l'article 12 la mention de « service commandé » pour ne conserver simplement que celle du « service ». C'est l'idée qui se dégage de l'étude de M. Louis Perrier qui considère que deux points de vue sont à considérer dans la vie de l'homme au régiment : la vie des hommes groupés par le service et l'autre et qui conclut que l'État est responsable du risque résultant du groupement comme il l'est du service commandé.

Il est certain qu'une telle réforme serait dans le sens des principes de 1898.

APPENDICE. — *Des maladies.*

Il est un point intéressant, que nous n'avons fait qu'indiquer et qui mérite cependant qu'on s'y arrête quelque temps, parce que la situation du soldat et des siens s'y affirme comme préférable à celle de l'ouvrier. C'est la question des maladies.

Le régime de 1898, ou du risque professionnel, ne s'applique pas aux « maladies professionnelles » provenant d'une cause lente et durable, telle que l'air vicié des locaux où s'effectue le travail, la manipulation des substances vénéneuses, l'absorption de poussières nuisibles à la santé (Circulaire du ministre de la Jus-

tice des 10 juin 1899 et 22 août 1901). Conférer: Cass., 23 juillet 1902 (D., 1903.1.274.)

Une distinction est ainsi faite entre l'accident et la maladie, parce que cette dernière n'est pas le résultat d'une cause extérieure et soudaine en cours de travail mais seulement une « conséquence lointaine des fatigues ou des insalubrités du métier ». Et en la qualifiant ainsi, faisait remarquer en 1903 à la tribune M. le député Jules-Louis Breton, on ne veut certainement pas dire que cette conséquence soit indirecte, mais simplement qu'elle se manifeste lentement ; « presque tous les jours, en effet, la maladie professionnelle est une « conséquence absolument directe, sinon immédiate, de « l'exercice même de la profession. Souvent même, « cette conséquence est bien plus directe que pour l'accident du travail qui n'est dû parfois qu'à l'imprudence ou à la maladresse de l'ouvrier ; tandis qu'au contraire la maladie professionnelle est fréquemment « totalement indépendante de l'ouvrier qui, malgré tous « les soins et toutes les précautions, ne peut s'en garantir ; c'est là un fait indéniable (1) » ; et l'orateur concluait à ce qu'on étendit à ces maladies professionnelles les principes de la loi de 1898, parce qu'elles constituent pour l'ouvrier un véritable risque dont les conséquences sont infiniment plus graves et très souvent mortelles.

1. J.-L. Breton. Proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi de 1898 sur les accidents du travail. Ch. des députés, n° 1159, session de 1903.

A la différence de la loi de 1898, les lois de 1831 ont tenu jusqu'à un certain point compte de la maladie « risque professionnel ».

1^o Droit du soldat.

L'article 12 dont nous nous sommes déjà occupé, vise dans son paragraphe 2 les infirmités provenant des fatigues ou dangers du service. Ce mot « infirmités » désigne des maladies telles que la paralysie, totale ou partielle, la cardiopathie, la bronchite chronique, la tuberculose, etc,... engendrées par suite de l'exercice de la profession ; ce sont des affections que l'on prévoit comme possibles parce que les fatigues supportées, les dangers courus y prédisposent le soldat.

Que cette possibilité, que ce risque se réalise, et si l'enquête conclut à la recevabilité de la demande, le soldat sera pensionné.

A noter que l'article 2 de l'ordonnance du 2 juillet 1831 et le décret du 20 août 1864 exigeaient formellement que les blessures ou infirmités eussent été régulièrement constatées avant la libération du service. C'est encore une règle en vigueur, mais le Conseil d'État décide que c'est seulement l'existence des blessures ou infirmités qui doit être constatée avant la cessation du service. Leurs causes peuvent l'être après coup (C. d'État, 14 mai 1897, Duclos).

Et c'est alors que l'administration de la Guerre, comme celle de la Marine, se retranchent, selon leur tactique habituelle, derrière des *impedimenta* tels que

ceux déjà vus, la question d'origine entre autres. Cependant, en théorie, le droit à pension existe, c'est indiscutable, et dans la pratique le Conseil d'État se charge de faire une juste application de l'article 12, § 2.

Voici quelques-unes de ses décisions :

a). — Tuberculose pulmonaire à la suite d'un refroidissement survenu durant le service militaire. Le 7 octobre 1896, à la revue donnée à Châlons en l'honneur du tsar, le sergent Debuire séjourne dans un endroit humide, contracte un refroidissement qui dégénère en tuberculose pulmonaire compliquée de paralysie faciale et de surdité du côté droit.

Cette maladie le mettant dans l'impossibilité de travailler, il réclame, en vertu des articles 12 et 14 de la loi du 11 avril 1831, une pension. Le ministre de la Guerre rejette sa demande par une décision en date du 6 décembre 1900.

Le sergent Debuire fait appel au Conseil d'État dont voici l'arrêt :

« Le Conseil d'État... Considérant qu'il résulte de
« l'instruction que l'infirmité dont le sieur Debuire est
« atteint provient des dangers du service militaire ;
« qu'il n'est pas contesté que cette infirmité est grave
« et incurable et met le requérant hors d'état de pour-
« voir à sa subsistance ; que dans ces conditions il est
« fondé à demander l'allocation d'une pension par
« application des articles 12 et 14 de la loi du 11 avril
« 1831.

« Décide :

« Article premier. — La décision du ministre de la

« Guerre en date du 6 décembre 1900 est annulée.

« Art. 2. — Le sieur Debuire est renvoyé devant le
« ministre de la Guerre pour être procédé à la liquida-
« tion de la pension à laquelle il a droit. »

b). — 31 janvier 1902 : Ostéo-arthrite fongueuse avec ankylose complète du genou droit, compliquée de tuberculose pulmonaire, provenant des « fatigues du service » et mettant le requérant hors d'état de pourvoir à sa subsistance. Droit à pension reconnu. (Viollet.)

c). — 13 janvier 1905 : Ankylose de la hanche droite survenue à la suite d'une vive douleur ressentie dans l'aîne en sautant à bas d'un caisson au cours d'une manœuvre de batterie attelée, s'étant aggravée par suite d'un défaut de soins immédiats et mettant la victime actuellement hors d'état de pourvoir à sa subsistance.

Décision du ministre de la Guerre, qui avait rejeté la demande de pension pour infirmités, annulée. — Pension accordée. (Husson.)

d). — 3 février 1905 : Bronchite chronique et emphyseme pulmonaire. Infirmités ne provenant pas des fatigues du service. — Pension refusée. (Affre.)

L'article 12, § 2, des lois de 1831 régit donc, sans contestation possible, les maladies professionnelles. Certains auteurs l'ont pourtant contesté, tels que M. de Ramel à la Chambre, tels que M. Louis Perrier dans son article déjà cité. Ce dernier, notamment en ce qui concerne les marins, fait un tableau de leur vie sur les bâtiments d'escadre, « véritables forteresses flottantes » où chacun reçoit une affectation spéciale. Heureux ceux

« qui vivent sur le pont ! Mais ceux qui vivent dessous !
« C'est la vie dans un four ou dans une glacière. La
« tuberculose guette tous ces anémiés... Or la tubercu-
« lose n'est pas un cas de pension. »

Nous avons vu le contraire, sauf la preuve à fournir qu'elle provient des fatigues du service. Du reste, M. Perrier arrive à le reconnaître : « Il y a, écrit-il, deux catégories d'hommes exposés : a) les mécaniciens que l'atmosphère tropicale des chaufferies « frappe d'une anémie tellement caractéristique qu'on « l'appelle « professionnelle » ; b) les marins chargés « des dynamos, ceux-ci ne résistent jamais plus de deux « ou trois ans. Et quand l'homme est frappé, il faut qu'il « établisse que la maladie vient des fatigues du service. « Si on le réforme, il part sans congé n°1, sans preuve « du fait de service, parce que les trois quarts du temps « il n'y en a pas eu.

« Que devient alors l'homme ? Si on l'hospitalise, « c'est la mort à peu près certaine. Si on le lâche sur « la côte, il ne faut pas croire qu'il va bénéficier de la « mutualité organisée par la loi de 1898 (21 avril) avec « la Caisse de prévoyance entre les marins français. Car « cette belle loi sur le risque professionnel maritime « plus vaste encore que la loi de la même année sur « les accidents du travail, prévoit bien à la « fois les risques, accidents et maladies, mais elle « n'assure pas la maladie contractée sur les bâtiments « de l'État (1). »

1. Louis Perrier, *op. cit.*

Ceci est en effet très exact; la loi du 21 avril 1898, modifiée du reste en 1905, ne régit pas les marins de l'Etat, mais ceux-ci, s'ils sont moins bien traités que les inscrits maritimes, le sont mieux qu'un ouvrier auquel la loi du 9 avril 1898 n'accorde rien au cas de maladie professionnelle.

Les lois de 1831, en définitive, ne méritent donc pas la critique qu'on leur fait d'ignorer ces maladies ni cette autre (1) de les ignorer sauf celles, contagieuses et endémiques, contractées dans les colonies, hors d'Europe.

A notre avis, toutes les maladies, infirmités « contractées par suite des dangers ou fatigues du service » sont régies par l'article 12, § 2, des lois de 1831, aussi bien celles contractées aux colonies qu'en France. Et si l'article 19 des lois de 1831 mentionne spécialement les maladies contractées aux colonies, il n'agit ainsi que parce qu'il établit pour les veuves une grave restriction que nous critiquerons plus loin; mais il n'y faut pas voir à l'égard des soldats eux-mêmes une condition limitative du droit à pension.

Le législateur de 1831, conclurons-nous, à établir et sanctionner la maladie « risque professionnel », et si des critiques doivent être faites, c'est à l'autorité militaire, aux ministres de la Guerre et de la Marine, pour leur attitude systématique et très souvent injuste dans l'admission de la preuve de l'origine.

1. M. de Ramel, Ch. des députés, 3 mars. *J. officiel*, 4 mars 1905.

2^o *Droit de la veuve.*

Ainsi que nous le disions à l'instant, le législateur de 1831 l'a considérablement restreint.

La veuve d'un soldat, de terre ou de mer, mort des suites de maladies ou infirmités contractées au service, mais n'ayant pas le caractère de blessures, c'est-à-dire rentrant dans le cadre de l'article 12 § 2, n'a aucun droit.

Celle d'un soldat de l'armée de terre ne peut, aux termes de l'article 19, obtenir une pension que si son mari a péri à l'armée ou hors d'Europe par suite soit d'événements de guerre, soit — et c'est ce qui nous intéresse — de « maladies contagieuses ou endémiques » aux influences desquelles il avait été soumis par les obligations de son service. Depuis le correctif apporté à la disposition de 1831 par la loi de 1855, la veuve a son droit à pension même quand le mari, atteint d'une affection exotique, ne meurt qu'en France après son retour des colonies.

Celle d'un marin l'obtiendra si la mort de son mari a eu pour cause les maladies contagieuses ou endémiques contractées à bord des bâtiments de l'État; mais, comme on l'a fait remarquer : « dans l'esprit de la loi de 1855, ce texte (l'art. 19) ne devait s'appliquer qu'aux affections contractées dans un service lointain. Et pour cause : à cette époque l'armement de la flotte était tout autre. Les navires de guerre n'étaient

« pas des machines de précision où les hommes sont
« tenus à vivre de longues heures ; ils n'avaient pas
« ces étuves où les matelots s'énervent, s'échauffent,
« s'épuisent (1). »

Jusqu'à ces derniers temps, le Conseil d'État n'avait pu ou voulu éluder les dispositions de 1885 ; il n'accordait de pension que si la maladie endémique ou contagieuse était d'origine coloniale ; cependant, dans un cas récent il s'est montré plus large. Il s'est justement basé sur ce que les conditions de vie ont été changées sur les navires de guerre par les progrès de la science moderne et n'a pas hésité à en tenir compte pour certains d'entre eux, les sous-marins. En présence de l'épuisement rapide qui atteint les hommes désignés pour servir à bord de ces unités, il a créé un précédent en tournant les dispositions de 1885, en admettant au bénéfice de la pension la veuve d'un lieutenant de vaisseau mort d'une endocardite rhumatismale. Cet officier avait contracté la « maladie » en question pendant les plongées du sous-marin qu'il commandait ; sa veuve, sur refus probablement du ministre de la Marine, eut recours au Conseil d'État qui rendit un arrêt dont voici la substance :

Sur l'endocardite rhumatismale... contractée pendant la plongée des sous-marins... le caractère de maladie endémique peut être reconnu à cette affection résultant d'un séjour prolongé dans l'atmosphère humide et froide des sous-marins, par assimilation aux

1. Louis Perrier, *op. cit.*

maladies endémiques se rattachant à des influences climatiques et coloniales. (C. d'État, 3 février 1905. *Gaz. Trib.*, 7 février 1905, avec note.)

Ainsi, le Conseil d'État a compris que le texte actuellement encore en vigueur était trop rigoureux, et ne pouvant le violer ouvertement, il l'a appliqué par analogie... Voici les équipages des sous-marins à l'abri, les hommes aussi bien que les officiers, de même que leurs veuves et tous autres ayants droit.

Mais à part cette exception, la règle subsiste. Ce qui, même par assimilation, ne peut rentrer dans le cadre des articles 19 § 2, n'a aucune valeur ; la veuve n'est pas admise à faire la preuve que la mort de son mari provient des fatigues ou dangers du service, alors que celui-ci de son vivant aurait pu le faire en vertu de l'article 12 § 2. Exemples :

Un soldat est commandé pour peindre la cale d'un bâtiment de l'État avec une substance qui lui donne une intoxication saturnine dont il meurt. Maladie contractée en dehors des cas prévus par l'article 19 § 2. Pas de pension. (C. d'État. Arrêts des 29 janvier 1892, 25 janvier 1895, 28 février 1896.)

Même refus de pension à raison d'une bronchite contractée en sauvant plusieurs hommes tombés à la mer (C. d'État, 3 juillet 1891, 16 déc. 1896).

Il y a là une situation de fait véritablement injuste.

Quant à la logique juridique, si elle est satisfaite parce que le paragraphe 4 de l'article 19 n'accorde le droit à pension qu'aux veuves de soldats morts en

jouissance de la pension de retraite, l'est-elle encore quand on se réfère à ce même paragraphe, lequel continue : le droit à pension est accordé aux veuves de soldats morts « en possession de droits à cette pension », c'est-à-dire réunissant toutes les conditions exigées ? N'y a-t-il pas entre cette dernière disposition et celle du paragraphe 2 du même article une opposition complète ? celle-ci ne détruit-elle pas celle-là ? Le législateur n'a-t-il pas annulé par son paragraphe 4-2° la restriction qu'il venait de créer au paragraphe 2 ?

Car si de son vivant le *de cujus* pouvait invoquer l'article 12 § 2 — nous disons à dessein le *de cujus*, car la demi-pension accordée à la femme ressemble de fort près à un droit de succession, — s'il était en possession d'un droit à pension — par exemple pour une infirmité, pour une maladie autre qu'une maladie endémique ou contagieuse — ainsi que le veut le paragraphe 4 de l'article 9, la veuve peut exercer ce droit !...

Il est certain que le législateur a certainement voulu restreindre les droits de la veuve et que les décisions du Conseil d'État sont en conformité. Les résultats sont cruels pour la veuve, nous les avons constatés et déplorés tout à l'heure.

Mais ce qu'il y a de plus curieux, à notre avis, c'est que ce même article 19 porte en lui-même le remède.

Si l'on applique son paragraphe 4, deuxième partie, dans toutes ses teneur et portée, il arrivera ceci : que la veuve d'un soldat mort en possession des droits que lui donne l'article 12 § 2 — et cet article, nous l'avons vu, vise les maladies professionnelles, entre autres

infirmités, les contagieuses, les endémiques et toutes les autres — pourra obtenir une pension, sans qu'on lui puisse opposer la restriction du paragraphe 2, désormais sans valeur.

Ainsi la veuve verra sa situation logiquement et justement améliorée.

DEUXIÈME CRITIQUE. — *Fixation irrationnelle de la quotité des pensions.*

Les pensions, gratifications et secours sont fixés sans tenir un compte exact de la gravité de la blessure et d'après le grade. C'est le second grief que l'on a fait au système.

a) On ne tient pas compte de la gravité de la blessure. — M. Mirman, dans sa proposition de loi, constate que leurs quotités sont, par exemple, pour le simple soldat, de ;

1.000 francs par an pour une infirmité des classes 1 et 2	
900 —	— 3 et 4
600 —	— 5 et 6
300 —	pour une gratification de réforme,
50 ou 60 francs par an pour un secours.	

Et il ajoute : « Cette étrange arithmétique conduit
« aux plus choquantes contradictions. Ainsi la rente
« est acquise pour l'amputation de la main gauche ou
« d'un pied (3^e classe) d'une part, et d'autre part pour
« l'aliénation mentale ou la paralysie générale à l'état
« gâteux » produite par une blessure à la tête, etc.
« (4^e classe).

« Elle est aussi la même pour la « surdité complète
« des deux côtés » (5^e classe) et l'ablation du pouce de
« la main gauche (6^e classe).

« Il y a plus : voici une infirmité constituant un *cas*
« *limite* : il s'agit d'un ouvrier tisseur ayant au régi-
« ment perdu deux phalanges de la main droite, privé
« par conséquent de la dextérité de main nécessaire
« pour nouer les fils, obligé de quitter sa profession ;
« le Conseil d'État a hésité pour savoir s'il devait lui
« reconnaître le caractère d'une des infirmités visées
« à la sixième classe ; il a conclu négativement, mais
« son arrêt, par un considérant formel, déclare cepen-
« dant qu'elle « entraîne une notable diminution dans
« la capacité de travail » (arrêt du C. d'État, du 8 juil-
« let 1887). Le soldat n'aura donc pas sa pension de
« 600 francs ; il pourra avoir sa gratification de
« réforme, soit 300 francs. A deux infirmités de gravi-
« tés à peu près identiques correspondront, ici la pen-
« sion de 600 francs, là une gratification moitié
« moindre.

« 600 francs — 300 francs — 50 francs — ou 0 ;
« voilà les seules éventualités possibles.

« En d'autres termes, il n'y a, pour un même indi-
« vidu, aucun rapport entre l'étendue de son incapacité
« et la quotité de son indemnité annuelle.

« Le bon sens et l'équité exigent au contraire que la
« réparation soit aussi exactement que possible pro-
« portionnée au préjudice causé (1). »

1. Mirman, *op. cit.*, p. 15.

Cette critique faite en 1905 était exacte. Le régime des gratifications, entre autres, était bien basé sur la lésion — pour obtenir une gratification de réforme, nous l'avons vu, le soldat devait avoir subi une gêne fonctionnelle de 30 0/0 — mais, outre qu'on tenait compte de l'impossibilité de pourvoir à la subsistance, de l'impossibilité de servir, ce taux de 30 0/0 représentant une « invalidité sérieuse » avait le tort extrême d'être fixe, invariable. Déjà en 1903, le lieutenant-colonel du Halgouët s'était vivement élevé contre cet état de choses. Lors de la discussion du budget, en 1905, séance du 4 mars (1), cette attaque fut reprise par lui. Le commissaire du gouvernement, le lieutenant-colonel Cretin, lui avait déjà répondu en 1903 :

« Lorsque le pensionné n'est pas absolument dépourvu
« de ses facultés de travail, lorsque l'infirmité résultant
« de sa blessure ne diminue ces facultés que dans une
« faible mesure, il ne lui est rien accordé... Vous trou-
« vez cela trop sévère. Je suis d'accord avec vous sur
« ce point. Mais il faut aussi prendre garde de violer
« la justice distributive. Vous accordez 300 francs à
« un militaire qui a été victime d'un accident de ser-
« vice, qui a par exemple perdu deux doigts de la
« main ; eh bien ! il serait évidemment abusif et con-
« traire à ce principe de justice distributive d'accorder
« la même allocation si l'accident n'a entraîné que la
« perte d'une phalange.

1. *J. officiel*, 5 mars 1905.

« Quel est le remède ?

« Il consisterait, puisqu'on ne peut pas rehausser le
« taux des pensions, à instituer un système de *grati-*
« *fications échelonnées*. C'est dans ce sens que l'admi-
« nistration de la guerre a fait une étude. Il faut
« qu'elle apporte à M. le ministre des Finances les
« voies et les moyens de faire le nécessaire (1). »

Le lieutenant-colonel du Halgouët le rappelait, lors
de la séance de 1903, et il ajoutait : « J'ai le plaisir
« de constater qu'une circulaire ministérielle du 8 octo-
« bre 1904 indique aux commissions de réforme que,
« quand même les certificats à établir pour l'instruc-
« tion d'une demande ne concluent ni à la pension ni
« à la gratification de réforme, ils doivent mentionner
« textuellement : cette infirmité occasionne une gêne
« fonctionnelle égale à tant pour cent. — Il y a là une
« indication pour les commissaires de réforme et une
« preuve de l'intention de l'administration de la guerre
« d'entrer dans la voie que j'ai signalée. Déjà des
« secours échelonnés, c'est-à-dire gradués suivant la
« gravité de la blessure, ont été accordés. Il y aurait
« intérêt, à mon avis, à ce que cette manière de faire,
« cet échelonnement des indemnités soit appliqué,
« non pas seulement aux secours, qui ont un carac-
« tère éventuel, mais aussi à la gratification qui,
« soit temporaire, soit permanente, a plus de stabi-
« lité (2). »

1. *J. officiel*, 16 nov. 1903.

2. *J. officiel*, 5 mars 1905.

Ce vœu est aujourd'hui réalisé. S'inspirant des efforts du Parlement et de la Commission du gouvernement, M. Étienne, alors ministre de la Guerre, disait le 13 février 1906 dans son rapport au Président de la République : « Pour donner satisfaction, tout en observant les règles d'une bonne justice distributive, au sentiment d'humanité qu'a souvent manifesté le Parlement, il est nécessaire d'instituer dans le taux de la gratification plusieurs échelons correspondant à la gravité de la blessure ou de l'infirmité.

« En admettant que le taux actuel soit maintenu pour la diminution de capacité atteignant au moins 30 0/0, il serait créé deux échelons inférieurs, l'un du tiers des minima correspondant à une réduction d'au moins 20 0/0, l'autre du sixième des minima correspondant à une réduction d'au moins 10 0/0.

« La dépense supplémentaire qui résultera des nouvelles dispositions peut être évaluée à 3.000 francs pour la première année et à 90.000 francs par an au maximum, quand le décret aura son plein effet (1). »

La réponse du Président de la République ne se fit pas attendre. Le même jour — 13 février 1906 — paraissait le décret d'où nous extrayons ce qui suit :

« *Article premier.* — Lorsque des blessures reçues ou des infirmités contractées au service par un militaire non officier, ne rempliront pas les conditions requises par l'article 14 de la loi du 11 avril 1831

1. *J. officiel*, 15 février 1906.

« pour lui donner droit à pension de retraite, mais
« qu'elles seront cependant de nature à réduire d'une
« façon appréciable ses facultés de travail, le ministre
« de la Guerre sera autorisé à concéder à ce militaire
« une gratification renouvelable dont le taux annuel
« est fixé ainsi qu'il suit, selon la gravité de la blessure ou de l'infirmité :

« Première catégorie. — Pour une réduction d'au
« moins 30 0/0 des facultés de travail, la moitié du
« minimum de la pension d'ancienneté du grade.

« Deuxième catégorie. — Pour une réduction d'au
« moins 20 0/0, le tiers de ce minimum.

« Troisième catégorie. — Pour une réduction d'au
« moins 10 0/0, le sixième de ce minimum.

« Art. 2. — La gratification est accordée en principe pour deux ans. Elle peut être renouvelée pour
« une période d'égale durée, et même convertie en
« gratification permanente, lorsque les infirmités qui
« ont motivé sa concession sont devenues incurables.

« Art. 3. — La gratification peut être retirée pour
« inconduite par le ministre de la Guerre après avis
« du général commandant la région où réside le bénéficiaire.

« Art. 7. — Sont abrogées toutes les dispositions
« contraires au présent décret. »

Nous connaissons la valeur de cette réforme, quant au fond. Nous avons déjà critiqué chez elle ce fait qu'elle n'a pas porté sur les réductions de capacité au-dessous de 10 0/0, écartant ainsi un très grand nombre d'invalidités permanentes ; et c'est là une situa-

tion défavorable quand on la compare à celle de l'ouvrier dont le droit existe même pour une incapacité permanente de moins de 10 0/0. Mais en dehors de cette critique, en envisageant la réforme telle qu'elle est, les termes du décret permettront-ils qu'elle s'accomplisse pour la satisfaction de tous les intéressés ?

La rédaction de l'article premier nous rappelle en effet : que le ministre de la Guerre sera « autorisé » à concéder une gratification. Les auteurs précités diront encore : c'est là de l'assistance, plus étendue qu'avant c'est vrai, mais enfin de l'assistance. Selon nous, cette crainte n'est pas fondée ; le gouvernement nous a donné des preuves certaines de sa bonne volonté à payer ses dettes ; il s'est reconnu obligé en fait, sinon en droit, et cette coutume nous est un gage précieux pour l'avenir.

Cependant, il faut compter avec ses forces budgétaires : le décret de 1906 nous en avise. C'est une triste contrainte qu'il ne nous est pas permis d'éviter complètement, mais du moins s'efforcera-t-on d'y parvenir le plus vite possible.

Cette cruelle considération financière empêchera quelque temps, sans doute, que le système des pensions soit modifié dans le même sens que celui des gratifications. M. Mirman voudrait que les pensions fussent échelonnées ; cela ne serait sans doute pas difficile en théorie, en pratique il en irait autrement.

b). — Les pensions, gratifications et secours sont fixés d'après le grade. — Autre grief joint au précédent.

Le décret de 1906 ne semble pas en avoir tenu

compte pour les gratifications, car son article premier décide que suivant la diminution de capacité de travail, le taux annuel est fixé en proportion : soit à la moitié, soit au tiers, soit au sixième du minimum de la pension d'ancienneté du grade.

Par conséquent, disent les critiques : si vous avez étendu les cas où la gratification est accordée, vous n'en avez pas moins laissé subsister un régime de faveur qui se retrouve pour les pensions et pour les secours. Les quotités ont pu être multipliées et basées sur la gravité des blessures, mais elles sont encore influencées par la situation du militaire dans l'armée, si bien qu'une blessure de même nature et produisant une incapacité identique vaudra à la victime une pension, une gratification ou un secours de taux différent selon qu'elle était adjudant, sergent, caporal ou soldat... Mesure illogique et injuste, car la rente ou l'indemnité doit n'être influencée que par la gravité de la blessure.

Cette remarque est-elle vraiment fondée ? Nous ne le croyons pas. Car si nous prenons deux ouvriers, dont l'un simple tâcheron et l'autre contremaître, victimes tous deux du même accident causant une blessure d'égale gravité, l'indemnité allouée au tâcheron sera moins forte que celle obtenue par le contremaître eu égard à leur salaire différent. Si de part et d'autre il y a eu mort, les ayants droit à pension toucheront une rente proportionnée au salaire respectif du défunt. Ainsi, dans la loi de 1898, on tient compte de la situation de la victime, de son grade en quelque sorte. Pourquoi donc reprocher au système de 1831 d'agir

de même ! Cesser de tenir compte du grade, ce serait annihiler la prime à l'intelligence, ce serait méconnaître celle-ci ; il n'est que juste pourtant de lui payer ce à quoi elle a droit, d'élever le simple soldat au grade qu'il mérite, le simple ouvrier à l'emploi supérieur auquel il se montre apte, en le faisant participer à l'élévation de traitement que cette situation comporte et, en proportion directe, aux avantages pécuniaires qui lui sont dus au cas d'accident.

Voilà pourquoi, à notre avis, le second grief que nous venons de combattre, sous un certain angle, n'est pas absolument fondé ; pourquoi il s'explique que le décret de 1906 accorde des gratifications d'après le grade tout en tenant compte de la gravité de la blessure.

Il est vrai que cette question du grade subit une autre attaque, plus grave, de la part des hommes compétents.

Ceux-ci montrent, d'une façon différente, comment et pourquoi le législateur a maintenu la suprématie du grade d'où découleraient tant d'erreurs ; et s'il y a lieu à réforme, disent-ils, c'est parce qu'il existe dans le système de 1831 un vice organique qu'il s'agit de détruire sans retard.

TROISIÈME CRITIQUE. — *Vice organique du système de 1831.*

« La loi de 1831 et les dispositions complémentaires
« qui l'ont suivie ont été faites pour une armée qui n'a
« plus aucun rapport avec l'armée nationale d'aujourd-

« d'hui. Le régime actuel a été institué et il est en
« effet à peu près convenable pour une armée de mé-
« tier dont presque tous les membres sont des profes-
« sionnels ; c'est absurde et inique pour l'armée
« actuelle, que les citoyens traversent pendant des pé-
« riodes déterminées et relativement courtes, pour une
« armée dont tous les soldats, dès leur libération, re-
« prennent leur profession de la veille. »

Voilà, dit M. Mirman dans sa proposition de loi, le vice fondamental, cause de toutes les anomalies qui apparaissent aujourd'hui dans ce régime et qui s'expliquent — ou peu s'en faut — quand on songe à l'armée spéciale pour laquelle il avait été établi. Étudions, avec l'honorable auteur, le système militaire de 1831 :

« Le cas général, en 1831 — et de longues années
« encore après cette date — c'était le soldat de métier,
« le vieux soldat chevronné, ayant rompu tout lien
« avec la vie civile, je veux dire ayant abandonné sans
« esprit de retour la profession de ses dix-huit ou vingt
« ans. On dut donc se préoccuper tout d'abord de lui
« assurer une pension de retraite et c'est bien là en
« effet l'objet essentiel de la loi de 1831 dont le titre
« est : « Loi sur les pensions de l'armée de terre. »

« Le droit à la pension de retraite fut acquis,
« d'abord pour les non-officiers, après trente ans de
« service effectif ; cette durée fut abaissée de trente à
« vingt-cinq ans pour les sous officiers, caporaux, bri-
« gadiers et soldats par la loi du 26 avril 1855, et
« les « campagnes » étaient l'objet à cet égard d'un
« décompte spécial et avantageux.

« Il était naturel — je veux dire conforme aux usages de la vie civile — que la quotité de la retraite dépendit de la dernière fonction occupée par l'intéressé, en l'espèce de son grade.

« Il fallut alors — et subsidiairement — s'occuper du cas où, à la suite d'infirmité contractée au service, ces militaires seraient dans l'obligation de quitter l'armée avant d'avoir atteint l'âge fixé pour la pension de retraite, et l'on admit en principe que la pension d'invalidité serait la même que la pension de retraite, ce qui était fort juste ; on n'apporta à ce principe général que deux dérogations visant des cas exceptionnels ; savoir : — pour une indemnité de la classe 1 (cécité) ou 2 (amputation de deux membres), la quotité était élevée au maximum de la pension d'ancienneté augmentée de 30 0/0 — et pour une infirmité de la classe 3 (amputation d'un membre) ou 4 (perte absolue de l'usage de deux membres ou infirmités équivalentes) la quotité était élevée au maximum net de la pension d'ancienneté ; — pour les autres cas moins graves et partant plus nombreux, la pension d'invalidité devait être égale au minimum de la pension d'ancienneté ; et je le répète, le principe lui-même et ses dérogations étaient parfaitement équitables. »

« Que faisait le militaire avant son entrée au service et que ferait-il après sa libération ? Ces deux questions étaient à cette époque tout à fait superflues. Le militaire — avant son entrée au service — n'existait pas aux yeux de la loi ; il s'était engagé à dix-

« huit ans, à dix-sept ans, à une certaine époque il s'en-
« gagea à seize ans ; il n'avait pas pris racines dans
« la vie civile ; il n'avait abandonné aucune profession
« ou au moins il l'avait abandonnée à tout jamais ; le
« soldat d'alors, comme l'officier d'aujourd'hui, était
« militaire et cela seulement.

« Voici aujourd'hui trois citoyens de même profes-
« sion civile, tous trois employés de commerce, par
« exemple, travaillant dans le même bureau et gagnant
« les mêmes appointements ; ils font leurs vingt-huit
« ou leurs treize jours dans le même régiment, A...
« comme sous-lieutenant de réserve, B... comme sergent,
« C... comme simple soldat ; ils sont victimes en manœu-
« vres du même accident et y perdent chacun une
« main ; chacun recevra une pension viagère égale au
« maximum de la pension d'ancienneté correspon-
« dant à son grade, c'est-à-dire que A... aura droit à une
« rente de 2.300 francs, B... de 1.400 francs et C... de
« 750 francs.

« Cela nous paraît aujourd'hui et cela est en effet
« aujourd'hui absurde ; mais cette éventualité ne pou-
« vait se produire au moment où ce régime vieilli fut
« institué et par la très simple raison que les périodes
« d'instruction n'existaient pas encore. L'anomalie
« serait encore plus choquante si ces trois employés
« avaient trouvé la mort dans le même accident et
« laissaient par exemple : A... une veuve sans enfants,
« B... une veuve avec deux enfants mineurs ; C... une
« veuve avec cinq ou six orphelins.

« Aux termes de la loi actuelle, l'État servirait :

« A la veuve A... une rente de . . . 1.150 francs.

« — B...et à sesdeux enfants,
une rente de 550 —

« — C... et à ses six enfants,
une rente de 375 —

« Tous commentaires, j'imagine, seraient superflus !

« De même, n'y avait-il pas lieu de prévoir à cette
« époque les incapacités temporaires des soldats se
« prolongeant au delà de la libération et au delà de
« la fin de la période d'instruction.

« De même enfin, n'y avait-il pas lieu de prévoir en
« cas d'accident mortel qu'une indemnité peut être
« accordée aux parents, car le fils étant au service ne
« soutenait en aucune façon ses père et mère et il était
« fort invraisemblable qu'il les soutint jamais.

« Mais de tout cela il ne resté rien. Cet état social a
« disparu. Demain, tous les citoyens valides resteront
« soldats pendant deux ans, puis ultérieurement comme
« réservistes et territoriaux accompliront de courtes
« périodes d'instruction comme simples soldats ou avec
« des grades divers. A cette situation nouvelle il faut
« un régime nouveau (1). »

Telle est l'objection faite par M. Mirman, comme
par d'autres (2); au système de 1831.

Il est très exact en effet qu'en 1831 l'armée française
était une armée de métier; qu'il lui fallait une loi d'as-

1. Mirman, *op. cit.*, page 16.

2. M. de Ramel. *J. officiel*, 4 mars 1905.

Louis Perrier, *op. cit.*

surance contre les accidents ; que cette loi promulguée la même année s'appliquait parfaitement au régime, correspondait logiquement au mode de recrutement des troupes ; qu'elle ne pouvait donc en aucune façon viser les incapacités temporaires se prolongeant au delà de la libération et de la fin de la période d'instruction ; qu'elle ne pouvait, pour les raisons indiquées, permettre d'indemniser les ascendants (1).

Depuis, elle a été complétée en bien des points, modifiée, étendue, au fur et à mesure des nécessités, des besoins nouveaux. Le système en vigueur encore aujourd'hui s'est formé peu à peu, avec ses bons et ses mauvais côtés, ce qui explique son aspect heurté, disparate ; il est semblable à un monument ancien réunissant les styles de diverses époques, les remaniements opérés selon le goût ou pour la commodité de chaque intéressé. Tel que nous l'avons étudié, il s'est révélé à nous avec des qualités, mais aussi avec des

1. Les règlements militaires ne tiennent aucun compte de la situation du militaire : « En stipulant que les blessures ou infirmités, pour ouvrir le droit à pension en faveur des hommes de troupe, doivent mettre l'intéressé hors d'état de pourvoir à sa subsistance, l'article 14, paragraphe 12, de la loi du 11 avril 1831, n'a établi aucune distinction entre les différents corps de métier. Les experts, pour l'appréciation de la gravité des infirmités alléguées, s'inspireront donc uniquement des indications fournies par le tableau de classification, sans examiner quelle était la position du militaire avant son entrée au service, quel métier ou quelle profession il exerçait, ni si la blessure qu'il a reçue, ou l'infirmité dont il est atteint, le met dans l'impossibilité de reprendre la même profession ou une profession analogue (titre III, art. 41).

défauts graves et nombreux qu'il faut absolument corriger. On dit : la loi de 1831 (et ses compléments) est vieille, bonne à mettre à la retraite elle aussi, parce qu'une armée nouvelle est née. Et c'est vrai ; les troupes mercenaires, les soldats de carrière ne sont plus qu'une infime minorité ; tous les autres sont des citoyens arrachés à leur foyer, à leur travail, pour un même laps de temps et en vertu d'une loi de protection sociale ; notre armée, c'est l'armée nationale, le peuple soldat durant sept ans d'abord, puis cinq, puis trois et enfin deux ans ; il est vrai aussi que ce peuple a besoin d'être protégé plus efficacement qu'avec le système de 1831, qu'il doit recevoir autant que possible la réparation exacte du préjudice à lui causé, que ce droit appartient aussi bien à ses ascendants qu'à ses descendants.

Mais que doit être la nouvelle loi ?... Doit-elle — selon le désir de quelques-uns — être la copie presque exacte de la loi de 1898, c'est-à-dire basée sur la profession qu'exerçait le soldat avant son entrée au service ?

Doit-elle seulement faire une application des principes généreux de cette loi sans tenir compte de la profession ?

Ou bien faut-il plus simplement conserver le vieux système de 1831 en l'améliorant, comme en 1906, et le complétant par l'article 1384 du Code civil, rajeunir ses dispositions, boucher les lézardes, aveugler les trous et recrépir la façade après avoir consolidé les bases ?

C'est ce problème qui maintenant nous sollicite.

CHAPITRE III

De la loi nouvelle.

Nous venons de poser la question : Que doit-elle être ?

A cela, M. Mirman n'hésite pas à répondre : « Le régime nouveau doit se rapprocher le plus possible du droit commun (1). »

Il doit en être ainsi, pense-t-il, parce que durant leurs diverses périodes de service obligatoire — et il ne s'occupe que de celles-là — les soldats sont des « citoyens astreints à un impôt spécial, à une prestation en nature qui ne peut les dépouiller, au regard du droit civil, de leur caractère de citoyens ; ce sont des civils sous l'habit militaire (1). » En un mot, l'armée de métier est l'exception ; la règle, c'est l'égalité de tous les citoyens devant le service, c'est l'armée nationale, c'est le citoyen-soldat ; l'égalité de l'impôt du sang existe au départ pour le service, elle doit exister pendant ce service et après lui ; les accidents et les blessures qui ont atteint quelques-uns les ayant frappés d'un impôt plus lourd, une réparation pécu-

1. Mirman, *op. cit.*, p. 20.

naire doit rétablir la balance, car la nation qui profite du dévouement et du sacrifice de ses enfants a le devoir, a l'obligation absolue de remettre les choses en état — dans la mesure de ses moyens, il est vrai — en indemnisant ceux de ses membres que leur sacrifice a plus particulièrement éprouvés. Le moyen ? Au soldat de Droit commun la logique de M. Mirman applique le régime du Droit commun.

Sans apprécier pour l'instant la valeur juridique d'un tel raisonnement — dont la valeur morale est incontestable — nous constatons simplement que M. Mirman est logique avec lui-même. Puisqu'il tient la loi de 1831 et ses compléments comme une exception, comme une monstruosité, bonne encore à son avis pour ceux qui font des armes leur métier, juste à leur égard dans son principe, — et c'est peut-être là que sa théorie se trouvera déjà en défaut — mais désastreuse pour le soldat-citoyen, il devait forcément soumettre ce dernier au Droit commun.

Alors se pose la question : Quel est le régime du Droit commun ? M. Mirman répond : « C'est aujourd'hui en certains cas l'article 1384 du Code civil, « c'est dans d'autres cas la loi du 9 avril 1898 sur les « accidents du travail. Il faut choisir entre les deux « systèmes. » M. Mirman s'abuse. Le Droit commun, à l'époque où il écrivait, c'est-à-dire en 1905, était l'article 1384 (1) en matière d'accidents et d'une façon

1. M. Mirman écrit : L'article 1382, C'est une erreur de sa part, que nous avons déjà relevée. Quand le Conseil d'État a rendu son arrêt, il

plus large, l'article 1382 du Code civil ; la loi de 1898 était une loi d'exception, ce qu'elle est toujours à l'heure actuelle, bien que déjà en voie de généralisation. Il s'ensuit que hors du domaine de cette loi spéciale, c'est le Code civil qui règne encore pour tous.

Cette remarque faite, revenons au choix à faire entre ces deux régimes.

A. — *Application de l'article 1384.*

C'est à lui tout d'abord que M. Mirman s'adresse, en vertu de l'arrêt du Conseil d'État du 17 février 1905, du fameux arrêt Auxerre (1), pour savoir si le remède aux vices signalés dans le système de 1831 et si tous les éléments d'un régime acceptable — car la perfection n'est qu'un mot — s'y trouvent contenus.

Se basant sur l'article 1384, lequel dit : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause
« par son propre fait, mais encore de celui qui est
« causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde », le Conseil d'État dans l'arrêt en question — qui a tant fait gémir le contentieux de la Guerre — a décidé que le père d'un soldat tué en manœuvre était fondé à demander réparation du préjudice à lui causé par la

a considéré l'accident comme survenu par la faute d'un préposé de l'État.

1. Voir plus haut, pages 68 et suivantes.

mort de son fils, parce que l'accident qui avait déterminé cette mort devait « être attribué à une faute du « service public de nature à engager la responsabilité « de l'État. »

Conséquence, dit M. Mirman, l'arrêt en question est « formel et décisif. Il peut être invoqué demain par tout « soldat victime d'un accident ou d'une infirmité quel-
« conque — ou en cas de mort par toute personne à « qui ce décès aura porté préjudice — lorsque les cir-
« constances déterminantes de cette mort, de cet acci-
« dent, de cette infirmité, de cette maladie, feront « apparaître une faute de service public (1). »

En effet, une telle extension serait conforme à l'article 1384. Un premier argument pourrait être produit : « L'article 1384 ne dit-il pas dans son dernier alinéa : « La responsabilité civile de l'État est substituée à « celle des membres de l'enseignement public » ; or, « les officiers ne sont-ils pas des professeurs de guerre, « le service militaire n'est-il pas obligatoire comme « l'instruction ? Les mêmes obligations doivent donc « donner naissance aux mêmes sanctions. » Mais cette explication subtile, que nous avons entendu dire à quelques-uns, n'a pas besoin d'être fournie. Il suffirait de s'en tenir aux dispositions générales de l'article 1384.

1. Mirman, *op. cit.*, page 20. — C'est pour avoir considéré la faute du service public que M. Mirman raisonne sur l'article 1382. Or, il n'y a pas eu en l'espèce faute du service public, mais faute d'un préposé, d'un fonctionnaire ; d'où l'État rendu civilement responsable, suivant l'article 1384.

Seulement, qu'un tel régime soit appliqué, trop de péril va en résulter pour l'État ; ses conséquences pécuniaires vont être désastreuses. C'est du moins M. Mirman qui prend la peine de nous en avertir : « L'État va se trouver dans la situation même où étaient « les chefs d'entreprises industrielles avant la loi for-
« faitaire du 9 avril 1898... que dis-je, dans une situa-
« tion beaucoup plus dangereuse. Les cas, en effet,
« seront fort nombreux où « la faute du service public »
« pourra être sérieusement invoquée ; un officier aura
« négligé de passer l'inspection des armes après le tir ;
« — le chef d'une colonne aura imposé à quelque sol-
« dat, manifestement débile et qui s'était présenté à la
« visite médicale, une fatigue excessive et qui a eu de
« fatales conséquences ; — tel sous-officier, au manège,
« aura contraint un jeune soldat à monter un cheval
« manifestement vicieux, etc... les soldats étant sou-
« mis, en principe ; à une surveillance à peu près per-
« manente, il est certain que, en cas d'accident, il sera
« beaucoup plus aisé de prendre en défaut cette sur-
« veillance, d'arguer — pour mettre en jeu « la faute
« du service public » — d'une infraction à quel-
« que disposition réglementaire, d'une négligence
« commise par un des chefs hiérarchiques de la vic-
« time (1). »

Cette opinion est-elle complètement exacte ? L'examen du *Bulletin des arrêts du Conseil d'État* permet d'en douter, car jusqu'ici l'arrêt Auxerre est à peu

1. Mirman, *op. cit.*, page 21.

près seul (1). Il est toutefois certain que la généralisation de la situation faite à l'État par le Conseil d'État dans cet arrêt opérerait un recul ; l'État se trouverait soumis à la situation de droit faite aux patrons quelques années avant 1898. A cette époque — après avoir condamné successivement : d'abord le système, adopté en jurisprudence, de la responsabilité délictuelle, basé sur l'article 1382 et qui ne protégeait les ouvriers qu'à charge par eux de prouver la faute, le quasi-délit commis par le patron (2) ; puis vers 1882, par suite d'une réaction notable, le système de la responsabilité contractuelle fondé sur une obligation implicitement contenue dans le contrat de louage de services et à la charge du patron qui devenait un « débiteur de sécurité », ce qui renversait la preuve, la mettait à la charge du patron, lequel devait, pour s'exonérer, prouver directement le cas fortuit ou la faute de l'ouvrier — les théoriciens ont repris la théorie dite de la res-

1. Voir Appendice, note 1.

2. L'application de l'article 1382 — à laquelle M. Mirman a évidemment songé dans sa proposition de loi en dehors du cas de l'arrêt Auxerre — aurait entraîné pour les soldats les mêmes inconvénients que ceux qui se produisaient sous ce régime. En effet, il était presque toujours impossible à l'ouvrier d'obtenir une réparation pécuniaire : la destruction, le bouleversement de l'usine, soit par l'incendie, l'explosion ou l'écroulement, l'empêchaient de faire la preuve que le sinistre était causé par la faute du patron ; ou bien, quand rien n'avait été détruit, il lui fallait des témoins : soit des camarades, et ceux-ci n'osaient parler par peur d'être remerciés, soit des contre-maitres qui se taisaient, étant en faute. On conçoit que les mêmes faits se produiraient à l'armée sous un tel régime.

ponsabilité légale, ou responsabilité du fait des choses, basée sur l'article 1384 du Code civil (proposé dès 1880 à la Chambre des députés par MM. Martin-Naudaud et Raspail). Si bien qu'à l'idée de faute s'est substituée l'idée de risque créé ; que dans la pratique le patron, déjà considéré comme un débiteur de sécurité, le serait devenu davantage, indépendamment de l'idée de faute, pour avoir créé le risque ; que de ce chef les cas fortuits auraient été mis à sa charge, ce qui aurait aggravé sa situation d'une manière excessive, étant donné que nul maximum n'aurait été fixé pour les indemnités.

Et c'est pourquoi M. Mirman rejette pour l'État un tel régime, d'autant que les obligations de ce dernier deviendraient innombrables, étant donné la quantité de troupes qu'il est forcé d'entretenir, pourquoi il conclut « que sous le régime de l'article 1384 le risque de « l'État est beaucoup plus étendu que n'était naguère « le risque des chefs d'entreprises industrielles. » Pour échapper à d'aussi graves dangers, inévitables et, suivant sa propre expression, « dont il est à ce point « impossible de mesurer exactement la valeur, que nul « ne peut trouver à s'assurer intégralement contre eux », il n'y a pour l'honorable auteur qu'un moyen : c'est de se ranger sous le régime nouveau et forfaitaire de la loi de 1898.

Examinons la valeur de cette proposition.

B. — *Application de la loi de 1898.*

Cette loi n'est que la mise en pratique de la dernière théorie émise en 1898, laquelle procède du système du risque créé qui l'avait immédiatement précédée.

Dorénavant, lorsqu'une industrie expose à des risques graves le travailleur — nous ne disons plus l'ouvrier, puisque la loi actuelle, déjà étendue, tend à se généraliser, à devenir peut-être le Droit commun — c'est au patron, qui profite pour une grande part des bénéfices de cette industrie, à supporter la responsabilité. Le risque n'est plus créé par le patron, mais par l'industrie, par la profession exercée, et les dépenses qu'il occasionne par sa réalisation doivent rentrer dans les frais généraux de l'entreprise. Dans ces conditions, on ne se préoccupe plus de rechercher si l'accident provient d'une faute du patron ou d'un cas fortuit, pas plus qu'on ne s'en inquiétait dans le système du risque créé.

Par contre, au cas de faute de la part du travailleur, les conséquences ne sont plus les mêmes. La théorie du risque créé, c'est-à-dire de l'article 1384 du Code civil, exonérait logiquement le patron de l'accident dont toute la responsabilité, avec les suites matérielles et pécuniaires, demeurait à la victime même au cas de faute légère. C'était trop rigoureux pour l'ouvrier, car il se familiarise si bien avec le danger que son travail n'est souvent qu'une imprudence continue ; et c'est pourquoi, à notre avis, l'application de cet article —

purement et simplement, le système de 1831 étant écarté selon l'hypothèse en vue — produirait les mêmes résultats pour le soldat, pour le marin, dont l'imprudence est aussi presque fatale, soit qu'il fasse de l'escrime à la baïonnette ou du cheval, qu'il conduise une locomotive ou une automobile, ou une machine quelconque dans un arsenal comme sur un navire, partout enfin où le service crée le danger ; l'État seul aurait tout bénéfice, il n'aurait qu'à invoquer la faute du soldat à tout moment, fût-elle légère, même le service aurait-il été commandé.

Cela compenserait logiquement, croyons-nous, les conséquences désastreuses, entrevues tout à l'heure par M. Mirman, qu'entraînerait (?) pour l'État le système de l'article 1384 généralisé (ce qui n'est pas produit jusqu'ici, car l'arrêt Auxerre est seul ou presque) (1).

Du reste il faut bien remarquer que ces conséquences, à savoir la responsabilité complète de l'État pour tout accident survenu en dehors de toute intention de la part de la victime, existent avec la loi de 1898 considérée par M. Mirman comme le remède nécessaire. Ce n'est plus le patron qui crée le risque, mais l'industrie qu'il exploite : c'est donc en définitive lui qui paye ici comme là ; de telle sorte que l'application de l'un ou l'autre système — sur ce point seulement — ne changerait en rien la gravité de la responsabilité de l'Etat, si la réforme accomplie par la loi de 1898

1. Voir Appendice, note 1.

n'avait limité le quantum des indemnités accordables à la victime. Ces indemnités ne sont plus soumises à une appréciation, sinon arbitraire, tout au moins élastique et essentiellement variable : c'est à ce point de vue que la loi de 1898 doit être considérée comme préférable, comme elle l'est aussi pour la façon dont elle régit l'imprudence professionnelle.

Cette imprudence inévitable, nécessairement produite par la profession exercée, le travailleur s'en voit déchargé ; il ne répond plus que de sa faute intentionnelle ; en dehors de toute intention, il suffit qu'il ait été blessé ou tué par le fait ou à l'occasion du travail.

La réparation pécuniaire qui est allouée à lui ou à ses ayants cause est aussi certaine.

C'est pourquoi la pensée devait venir à divers auteurs de protéger de la même façon le soldat et ses ayants cause, en leur donnant par une loi à peu près identique la même certitude.

La première proposition d'une application à l'armée des principes de 1898 date de 1900 ; son promoteur fut M. Forest, du moins à la tribune de la chambre (séance du 23 février 1900). En 1903, nouvelles propositions de M. Constans (séance du 12 novembre) et du lieutenant-colonel du Halgouët (séance du 16 novembre) lors de la discussion du budget. Puis en 1905, en la même occasion, MM. Jules Louis Breton, de Ramel, François Fournier et Mirman arrivent à la rescousse.

De leur côté les publicistes ne demeuraient pas inactifs. C'est d'abord M. Henri Lasvignes dans un article intitulé : *Une loi d'assurance militaire*, paru à la

Revue Blanche, en son numéro du 15 mars 1902 ; — en second lieu, le Dr Oberlé, médecin-major, traitant de la question dans la *Revue du Palais*, numéro du 15 juin 1905 : *Accidents du travail ; ouvriers et soldats* ; — puis en 1906, dans la *Revue Politique et Parlementaire*, numéro du 10 mars, l'étude suivante : *Les accidents dans le travail et dans le service militaire* du Dr Larquier ; — dans le numéro d'avril de la même revue un autre article : *Le risque professionnel dans les fonctions et emplois publics*, signé de M. Louis Perrier ; — enfin, en janvier 1907, dans la *Revue Pénitentiaire*, une étude de M. le contrôleur général Cretin, parue sous ce titre : *De l'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents du service militaire* et où l'auteur combat les propositions nouvelles.

Tous ces auteurs, sauf le dernier, s'appuient, pour la plupart, sur cet argument : L'État n'est en somme qu'un entrepreneur de la défense nationale, des biens et de la paix publics ; le service militaire n'est pas, il est vrai, une industrie, mais on peut concevoir que, tant qu'ils sont soldats, affectés soit à l'armée de terre, soit à l'armée de mer, les citoyens sont au service de la collectivité ; que dans ces conditions les accidents dont ils sont victimes étant survenus par le fait ou à l'occasion de ce service — pendant lequel le risque professionnel existe — doivent être supportés par l'État auquel ce service profite, sauf au cas de faute commise par les accidentés, selon les principes généraux de la loi socialiste de 1898 ; que l'équité ordonne que la pension ou l'indemnité soit justement celle que la

victime aurait eue si l'accident était survenu pendant son travail, afin que réparation exacte soit faite du préjudice subi.

A ne considérer que la logique pure, ces différentes propositions, tendant au même résultat, sont en harmonie avec le courant des idées : « Il y a bien risque professionnel, il doit donc être régi par la législation qui le réglemente et qui tend à se généraliser de jour en jour. »

Dès le début de notre œuvre, puis au cours de l'étude critique que nous avons faite du système de 1831 et de ses compléments (lois de 1885, décrets, règlements et autres) par comparaison avec le régime de 1898, nous avons à plusieurs reprises et pour différentes imperfections établi le bénéfice qu'il y aurait pour le soldat à être traité aussi bien que l'ouvrier. Ce raisonnement doit-il nécessairement nous conduire à adopter le système préconisé par M. Mirman et les autres auteurs prénommés? Nous y répondrons plus tard.

Quant à présent et pour les besoins de la cause, pour la clarté de la discussion seulement, admettons que l'application des principes de 1898 s'impose et recherchons quel procédé doit conduire le plus sûrement au résultat cherché.

CHAPITRE IV

Adaptation de la loi de 1898.

Remarque préliminaire. — La loi nouvelle sur les accidents militaires, disent les partisans de la réforme, ne peut être l'application pure et simple de la loi de 1898 parce qu'un tel système serait impossible, la situation de l'ouvrier et celle du soldat présentant trop de différences.

Plusieurs personnes à qui nous faisons part de ce raisonnement s'écrièrent aussitôt : Évidemment, l'ouvrier est aux gages du patron, tandis que le soldat ne loue pas ses services !

C'est l'explication fournie par M. le contrôleur général Cretin, le 16 novembre 1903 lors de la discussion du budget de la guerre. L'impossibilité résulterait du caractère « obligatoire » du service : « On ne « peut appliquer complètement, ainsi que l'a dit le « lieutenant-colonel du Halgouët, les principes de la « loi de 1898. Il s'agit en effet de deux ordres d'idées « différents ».

« La loi de 1898 a voulu que la réparation fût proportionnée au préjudice causé ; que par exemple « l'ouvrier qui a un salaire de 10 francs touche deux

« fois plus que celui qui a un salaire de 5 francs.
« L'indemnité a donc le caractère d'une réparation
« civile.

« Au contraire la pension (ou la gratification de
« réforme, qui n'est qu'une demi-pension) ne saurait
« avoir ce caractère. Elle ne peut l'avoir, et la raison
« en est bien simple : c'est que les services militaires
« ne résultent pas d'un contrat librement consenti...
« Le service militaire est une charge publique ; c'est
« un cas de force majeure. Donc pas de réparation
« possible. »

Et le commissaire du gouvernement ajoutait que si l'État accordait des pensions, c'était par esprit d'humanité. Cette dernière pensée est à coup sûr hasardée ; l'auteur arrive à l'exprimer parce qu'il tient l'État comme irresponsable en principe. Nous n'avons pas ici à reprendre la querelle de l'intangibilité de l'État ; ce qu'il nous faut retenir, c'est que d'après M. le contrôleur général Cretin ; « le service militaire étant un
« impôt et non un contrat, l'indemnité allouée ne
« peut avoir le caractère de réparation civile. » Raison-
nement inexact en partie ; car il faut bien reconnaître que si la loi de 1898 présuppose l'existence d'un contrat entre le travailleur victime d'un accident et l'employé, elle n'est pas principalement basée sur ce contrat ; nous l'avons déjà montré d'ailleurs ; le lien contractuel considéré comme fondement du régime de réparation du préjudice subi au cas d'accident, permettrait au patron d'échapper aux demandes d'indemnité.

Non. Ce qui domine, ce qui constitue le pivot du système de 1898, ce ne pouvait être et ce n'est pas le contrat de travail, mais le risque professionnel dont l'existence est indiscutable aussi dans le service militaire. Il ne faut donc pas chercher dans l'absence de louage de services pour le soldat l'impossibilité d'appliquer *de plano* la loi de 1898. D'autant que, en dehors du risque professionnel, il faut encore, dans le système de 1898, qu'il y ait eu pour la victime « état de subordination directe » vis-à-vis du patron — cet état de dépendance résultant du lien contractuel pris en considération pour cette raison uniquement.

Or, cette subordination existe pour le soldat ; évidemment elle n'est pas produite par un lien contractuel, puisqu'il fait défaut, puisque le service militaire ne peut être considéré que comme un impôt ; mais elle est la conséquence même de cette obligation impérieuse qui incombe à tout citoyen valide ; l'état de subordination est, ici aussi, direct. Qu'importe qu'il n'y ait pas de louage de services ; ce n'est pas la cause qu'il faut envisager, mais l'effet et lui seul : il y a subordination, cela suffit.

Et quand celle-ci est la source d'accidents, la victime doit être indemnisée, soldat aussi bien qu'ouvrier ; et l'indemnité qui sera allouée doit être considérée dans les deux cas comme ayant le caractère d'une réparation civile, conformément à nos explications antérieures.

A part cette dernière remarque, l'objection de M. le contrôleur général Cretin est exacte : il ne peut s'agir

que d'une adaptation de la loi de 1898 pour le soldat accomplissant son service, car celui-ci n'est pas salarié : la base nécessaire pour calculer l'indemnité pécuniaire fait défaut.

C'est bien également l'avis de M. Mirman qui préconise l'application du principe forfaitaire suivant une théorie personnelle et dont il nous faut à présent étudier la proposition de loi dans ses articles essentiels.

PREMIÈRE PARTIE. — *Proposition de loi de M. Mirman.*

I. — **Militaires assujettis.**

M. Mirman, ainsi que nous l'avons constaté déjà, n'admet que le soldat citoyen, c'est-à-dire le citoyen payant son impôt, qu'ils s'agisse de deux ans (service actif) ou d'une période de vingt-huit ou treize jours seulement (dite d'instruction). Il écarte les soldats de profession : « pour ceux-là, la loi de 1831 — rectifiée sur « certains points — demeurerait au moins provisoirement applicable (1). » Disons tout de suite que nous ne sommes pas de son avis. Il nous explique que « pour « les soldats de carrière qui, normalement, si aucun « accident n'était venu prématurément les arrêter, « seraient arrivés à l'âge de la retraite, il est juste de « proportionner la pension d'invalidité à la pension de « retraite qu'ils auraient éventuellement obtenue »,

1. Mirman, *op. cit.*, pages 20 et 24.

sauf à apporter des retouches de détail; que le soldat non professionnel ne peut logiquement être traité ainsi parce que pour lui il n'y a pas d'âge de retraite, de pension de retraite en perspective par conséquent; — d'où nocuité de la loi de 1831 dont c'est là le vice organique; — qu'il est nécessaire de baser l'indemnité pécuniaire due à la victime ou à ses ayants cause sur le salaire qu'elle gagnait ou aurait dû gagner l'année qui a précédé son entrée au service, afin que la réparation soit exactement celle qui aurait été accordée sous l'empire de la loi de 1898.

Aussi, M. Mirman — en cela logique avec lui-même — constatant qu'il y a deux classes de soldats distinctes : ceux de carrière et les soldats citoyens, les soumet à deux lois différentes.

C'est cette dualité que nous réprouvons. Si les deux types de soldats existent, il n'y a pas à distinguer entre l'une et l'autre catégorie quant aux lois qui les doivent régir : car, tant qu'un citoyen français est sous les armes, soit parce qu'il en a fait sa carrière — auquel cas l'État et lui sont parties d'un contrat synallagmatique — soit parce qu'il paye l'impôt national, *il ne doit y avoir pour lui qu'une loi et cela parce que*, en vertu de nos précédentes études, *l'état de subordination directe existe, qu'il provienne d'un contrat ou d'un impôt, ce qui n'importe, qu'il en résulte un risque professionnel dont les conséquences doivent être évaluées et réparées d'une façon identique.*

Une seule loi, procédant du système de 1898 ou autre pour chaque armée, avec quelques règlements parti-

culiers à l'armée de mer si besoin est, là doit être la solution que nous rechercherons plus loin.

II. — Domaine territorial de l'assujettissement.

M. Mirman limite l'application de la loi nouvelle au territoire français, à cause des difficultés pratiques qu'il rencontrerait — comme du reste les aurait eues l'application de la loi de 1898 en Algérie et aux colonies. — Cela prouve déjà que son système, basé sur le salaire que gagnait le soldat l'année d'avant son service et justement à cause de cela, est décidément compliqué. D'autre part, cela obligerait le législateur de viser dans une loi spéciale les maladies contagieuses ou endémiques qui font l'objet de l'article 19 des lois de 1831. D'où trois lois : Une pour les professionnels, une autre pour les soldats-citoyens ; une troisième pour le cas des maladies en question. Solution évidemment inacceptable.

III. — Le temps de Paix.

Ici nous nous rallions en partie aux idées de l'auteur. Quand il écrit que le législateur ne doit pas ignorer les blessures graves et incurables causées par la guerre, mais ne peut accorder réparation à la victime ou à ses ayants cause que dans la mesure des forces budgétaires, il a raison : « La guerre constitue un état de

« fait anormal... une nation doit accorder ce qu'elle
« peut, et c'est à l'heure solennelle où son sort est fixé,
« où l'arrêt du destin est connu, où elle est victo-
« rieuse ou vaincue, c'est à ce moment-là seulement
« qu'elle peut, ayant pesé ses ressources, y mesurer
« les réparations qu'elle accordera aux victimes (1). »
En temps de paix, au contraire, l'obligation de l'État
est plus stricte.

Nous ne pensions pas qu'une voix s'élèverait quel-
que part pour combattre cette opinion. Cependant M. le
contrôleur Cretin estime qu'il ne faut pas distinguer
l'état de guerre de l'État de paix où le service militaire
n'est qu'une vaste usine de préparation à la guerre ;
qu'ainsi l'État n'est pas tenu de réparer le préjudice
causé.

Sans discuter l'obligation de l'État en elle-même,
nous estimons seulement que la distinction s'impose :
en temps de paix les charges pécuniaires du pays sont
moins lourdes, le budget plus élastique ; l'État est mieux
à même de pensionner ses soldats.

IV. — Accidents.

Conformément à la loi de 1898, M. Mirman définit
ceux que doit viser la loi nouvelle, de la façon suivante :
« Les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du
service. » Et il ajoute : « même principe, même défi-
nition, partant même jurisprudence. » C'est logique ;

1. Mirman, *op. cit.*, page 25.

de même l'avis qu'il donne sur les mutilations volontaires — régies par l'article 20 de la loi de 1898 — et sur la faute inexcusable, qu'il considère comme ayant été maintenue à tort dans ladite loi, mais qui, dans son système à lui, apparaîtra comme une sérieuse garantie contre certains abus possibles. Nous nous joignons à lui pour dire : « Nul doute que l'acte formel de désobéissance, d'indiscipline soit considéré comme une telle faute et entraîne la diminution et jusqu'à la suppression totale de l'indemnité. » Mais nul besoin pour cela de la loi de 1898; la loi de 1831 est ici aussi forte.

De plus, elle a cet avantage, que le système de 1898 détruirait, d'accorder au cas d'accident survenu naturellement et produisant une incapacité, une pension plus forte que n'en octroie la loi de 1898, justement parce que différentes blessures n'engendrant pour l'ouvrier qu'une incapacité permanente partielle sont considérées par elle comme causes d'une incapacité absolue.

V. — Maladies.

Là, véritablement, M. Mirman se trouve embarrassé. S'il jongle avec les maladies contagieuses et endémiques, contractées à l'armée hors d'Europe à bord des bâtiments de l'État ou dans les colonies (art. 19, lois de 1831), qu'une loi spéciale réglerait, le voici en présence des infirmités survenues à la suite de maladies et visées par l'article 12 § 2 des lois de 1831...

Ces lois étant écartées, comment faire, comment comprendre de telles infirmités, disons mieux, de telles « maladies » dans un système fondé sur la loi de 1898 qui ne s'en occupe pas ?

Aussi l'honorable auteur préfère-t-il se réserver. Nous comprenons ce sentiment, mais encore nous constatons que loin d'apporter aux lois de 1834 un remède, ce serait les détruire dans une de leurs dispositions les plus avantageuses pour le soldat (1).

VI. — Procédure et Juridiction de Droit commun.

Toujours suivant le même raisonnement, M. Mirman applique au soldat-citoyen, au soldat de Droit commun la procédure et les juridictions correspondantes.

Les pouvoirs du ministre de la Guerre lui paraissent trop étendus, même tempérés par la sagesse du Conseil d'État qu'il considère, du reste, comme « une « juridiction exceptionnelle qu'aucune considération « fondamentale ne justifie et que le droit moderne tend « de plus en plus à restreindre. »

Il est certain que les critiques dont il se fait l'écho fidèle, pour les avoir formulées et entendues aux séances de la Chambre des députés et ailleurs, sont en grande partie exactes. Les arrêts du Conseil d'État ne réforment l'état de choses existant que dans des cas particuliers et jusqu'ici peu nombreux (2); le système

1. Voir *supra*, pages 90 et suivantes.

2. Nous avons vu (Ch. des députés, séance du 16 novembre 1903 qu'il n'y a pas de recours possible au Conseil d'État quand il s'agi

de 1831, malgré les tendances nouvelles, est encore le plus puissant : le ministre et les représentants du contentieux de la Guerre et de la Marine sont encore les seuls presque exclusivement qui décident si l'accident, par exemple, a eu lieu ou non « par le fait ou à l'occasion du service » et s'il échet ou non d'accorder la pension proportionnelle à la diminution de capacité produite, cette diminution ayant été constatée par les commissions de réforme composées de médecins militaires à l'exclusion de tout élément civil.

Le Conseil d'État lui-même, s'il le juge indispensable, peut demander un supplément d'enquête, auquel cas il est obligé de s'adresser aux médecins militaires : « Considérant que, d'après les dispositions de l'article 10 de l'ordonnance du 2 juillet 1831, c'est aux « officiers de santé désignés par l'autorité militaire

de gratifications de réforme ne rentrant pas dans les cas prévus ; tandis que ce recours existe pour les blessures et infirmités pouvant être rangées, soit par assimilation ou autrement, parmi les cas prévus et pouvant par suite donner droit à pension.

C'est une réforme à faire. La voici en partie accomplie pour les gratifications de réforme désormais échelonnées (décret du 13 février 1906, pour lequel M. le contrôleur Cretin réclame la sanction législative). Depuis cette date, la diminution de capacité engendrée par l'accident peut donner droit à gratification à partir de 10 0/0 jusqu'à 30 0/0 et le recours au Conseil d'État est possible aux mêmes conditions. Mais quand le chiffre de 10 0/0 n'est pas atteint, le recours est interdit. C'est pourquoi le système de la « gratification spéciale sans réforme », proposé par le D^r Oberlé, serait équitable : la victime aurait toujours droit à une indemnité et, dès lors, toujours droit à recourir soit au Conseil d'État, soit à la juridiction compétente définitivement saisissable.

« conformément à l'article 9 de cette ordonnance qu'il
« appartient de procéder à l'examen des blessures...
« (Arrêt du 20 décembre 1895.) »

Et quand le Conseil d'État rend son arrêt, ce qui nécessite parfois un long temps — témoin l'arrêt Auxerre rendu le 17 février 1905, soit près de quatre ans après la décision du ministre de la Guerre en date du 29 avril 1901, annulant celle-ci — tout n'est pas terminé. Car le Conseil d'État ne fixe pas lui-même la pension, au cas d'arrêt favorable à la victime requérante ou à ses ayants droit ; il renvoie devant le ministre « pour être procédé à la liquidation de l'indemnité à laquelle il peut avoir droit. »

Une réforme doit être faite.

Pour M. Mirman, elle doit consister à appliquer le droit commun, à attribuer aux juridictions de droit commun la compétence en matière d'accidents militaires : c'est-à-dire que l'on agirait en se conformant à la loi de 1898.

Voici les articles qu'il a consacrés sur ce point dans sa proposition de loi :

Art. 7. — Tout accident susceptible d'entraîner la mort, ou une incapacité permanente, ou une incapacité temporaire assez longue pour n'être pas vraisemblablement terminée lors de la libération du blessé, doit être déclaré dans les quatre jours par le chef de corps au juge de paix du canton où se trouve le siège ordinaire de la garnison du blessé ; à cette déclaration est joint un certificat médical dressé par le premier médecin militaire appelé à soigner le blessé.

Cette déclaration doit indiquer les lieu, heure et nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Le blessé lui-même peut faire la même déclaration et y joindre un certificat dressé par un médecin librement choisi par lui et indiquant les conséquences probables de l'accident.

Si l'accident a entraîné la mort, la déclaration peut être faite par l'un des ayants droit de la victime.

Art. 8. — Dans les vingt-quatre heures après réception de l'une ou l'autre de ces déclarations, le juge de paix doit procéder à une enquête dans les conditions indiquées aux articles 12 et 13 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 9. — Tout ce qui touche à la compétence des diverses juridictions et à la procédure est fixé par les articles 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22 de la loi du 9 avril 1898. L'action en indemnité se prescrit par un an à dater de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire, ou, si ce paiement n'a pas eu lieu, du jour de la libération, ou, si la mort est survenue, avant cette libération du jour de la mort.

En résumé, le système de M. Mirman tend à annihiler les pouvoirs de l'élément militaire pour confier aux tribunaux de droit commun les intérêts du citoyen-soldat. Ce sont les doctrines à l'ordre du jour qui se manifestent également au sujet des conseils de guerre dont l'institution subit depuis quelque temps de si rudes assauts qu'une réforme paraît de plus en plus

avoir toutes chances d'aboutir (1). Il en sera peut-être de même pour l'espèce qui nous occupe ; remarquons seulement que le grand inconvénient en résultera de surcharger de besogne les tribunaux déjà si encombrés d'affaires, — ce qui ne fera pas accorder plus vite au demandeur la pension ou l'indemnité réclamée.

Dans une lettre adressée à M. Mirman, nous signalions en 1905, comme réponse à un article de lui, paru en première page du *Journal* le 16 mai 1905, les complications probables ; et nous émettions l'avis suivant

1. Nous extrayons du journal *Le Journal*, n° du 16 mai 1907, ce qui suit : « Voici les lignes essentielles du rapport de M. Labori sur « la suppression des conseils de guerre, conformes aux conclusions « de la commission de la réforme judiciaire.

« Les conseils de guerre sont supprimés en temps de paix ; tous les « crimes et délits de droit commun et même un certain nombre « d'infractions commises dans le service, mais n'intéressant pas direc- « tement la discipline sont renvoyés devant les tribunaux de droit « commun.

« L'instruction par l'autorité militaire et les parquets militaires « sont complètement supprimés ; ce sont les parquets civils et les « juges d'instruction qui auront seuls, désormais, la mission de pour- « suivre la répression de toutes les infractions commises par les « militaires...

« En ce qui concerne un petit nombre d'infractions intéressant plus « particulièrement la discipline, une Chambre est spécialement for- « mée dans un certain nombre de Cours d'appel choisies en considé- « ration de la division de la France en circonscriptions militaires.

« Cette Chambre est composée d'un président de Chambre, de trois « conseillers à la Cour et de trois officiers de grade variant suivant « le grade de l'inculpé, mais ayant au moins le grade de capitaine.

« Cette Chambre statuera en dernier ressort, comme un véritable « jury. Le vote sera secret. »

qui, peut-être, pourrait concilier les intérêts du soldat et des siens avec le besoin public de ne pas créer un surcroît de besogne ni de fatals encombrements aux juridictions civiles.

Au lieu de dessaisir les services du contentieux de la Guerre et de la Marine ainsi que les commissions de réforme pour confier leurs attributions aux juges civils, il serait utile de leur conserver leurs fonctions. Mais, pour ne pas les laisser seuls juges — ou à peu près — du droit à indemnité, une immixtion des autorités civiles serait indispensable en ce sens qu'elle permettrait de rendre contradictoire *dès le début* cette fameuse enquête sur les accidents, jusque-là menée d'une façon sinon arbitraire, tout au moins trop sévère, parla seule autorité militaire.

Ainsi pensions-nous à cette époque. Mais, à l'heure où nous écrivons ces lignes, étant mieux éclairé sur le sujet, nous comprenons que notre proposition était mauvaise.

Dans bien des cas, le régiment étant aux manœuvres, le navire en mer, aux colonies, les autorités civiles n'auraient pas été là pour procéder dès le début à l'enquête en question. Et puis, il faut éviter les conflits entre les deux éléments civil et militaire ; celui-ci constitue dans l'État un organe à part et doit conserver son autonomie intacte, en principe.

La réforme doit porter, il nous semble, pour être fructueuse, d'abord sur la refonte de l'article 12 des lois de 1831 ; l'expression « l'accident doit être survenu par le fait ou à l'occasion du service » doit rem-

placer la distinction tropnéfaste du service commandé d'avec celui qui ne l'est pas. Ainsi la preuve de la faute volontaire du soldat sera l'exception et devra être faite par l'élément militaire; elle deviendra plus difficile. Enfin, rien n'empêchera que les médecins civils soient admis comme membres des commissions de réforme; ils balanceront ainsi, dans des cas particulièrement intéressants, la tendance possible de leurs confrères militaires à estimer au-dessous de leur gravité réelle les incapacités causées.

VII. — Incapacités temporaires.

Le système de 1831 n'en soupçonne même pas l'existence. Nous l'avons démontré en son temps (1). M. Mirman se préoccupe du dommage qui résulte de cette ignorance pour le soldat libéré du service (service actif ou période d'instruction), alors qu'il est incapable de travailler momentanément et plus de quatre jours. Il demande pour lui l'application de la loi de 1898, désirant que le soldat ait droit à une indemnité journalière; ce qui, d'après lui, comblera « la lacune grave » du régime actuel, lacune dont souffrent principalement « les familles de réservistes et territoriaux. »

C'est un résultat que nous avons désiré déjà et nous exprimons à nouveau cette pensée... Mais la loi de 1898 n'est pas absolument nécessaire pour cela.

1. Voir *supra*, pages 21 et suivantes.

VIII. — Les ascendants.

Ici encore la réforme est impérieuse. M. Mirman et nous-même avons suffisamment démontré la situation cruelle à laquelle les lois de 1831 ont soumis les ascendants, au cas d'accident mortel survenu à leur enfant et lorsque celui-ci ne laisse ni veuve ni descendance, — ce qui est le cas général pour des jeunes gens appelés au service à 21 ans. Avec un système analogue à celui de 1898, pensent les réformateurs, les ascendants deviendraient sujets de droits.

Ce n'est pas l'avis de M. Louis Perrier, qui se refuse à admettre la responsabilité de l'État à l'égard des ascendants parce que, dit-il, ceux-ci arrivent, parmi les victimes indirectes du risque professionnel, en dernier par ordre d'intérêt ; et c'est pourquoi il conclut à ce que l'État doit faire plus pour la victime directe, sa veuve et ses enfants, avant de faire quoi que ce soit pour ses auteurs. Raisonnement faux, puisque les ascendants ne sont sujets de droits, dans la loi de 1898, que si la mort de la victime les atteint directement, c'est-à-dire en l'absence de veuve et d'enfants ; ce qui est corroboré par l'arrêt Auxerre lui-même.

Cependant M. Mirman va plus loin que la loi de 1898 qui n'accorde de droits aux ascendants que s'ils étaient à la charge de la victime à l'époque de l'accident ; trouvant cette disposition fort dure, exposant les protestations auxquelles elle a donné naissance à la Chambre en 1901 sans que le Sénat s'y soit associé

néanmoins, il l'écarte de sa proposition de loi ou, plus exactement, il l'élargit.

Voici ses raisons : « Chaque fois qu'un jeune soldat
« de l'active sera victime d'un accident mortel — et ce
« soldat sera, dans la presque totalité des cas, céliba-
« taire — les parents ne seraient point admis à préten-
« dre qu'au moment de l'accident ils étaient à la charge
« de leur fils, même si en réalité celui-ci était dans
« la vie leur seul soutien, même s'il était, au sens com-
« plet du mot, un soutien de famille. »

Et c'est pourquoi il insère dans son texte un article 2 ainsi conçu :

« Art. 2. — Lorsque l'accident est suivi de mort,
« une pension est servie aux personnes et dans les con-
« ditions déterminées par l'article 3 de la loi du 9 avril
« 1898.

« Toutefois les ascendants n'ont pas à faire la preuve
« qu'ils étaient à la charge du défunt au moment de
« l'accident, mais seulement qu'ils y étaient au moins
« partiellement avant que le défunt entrât au service
« ou qu'ils y auraient vraisemblablement été lors de
« sa libération. »

Intention généreuse, sans doute, mais qui aurait le défaut d'introduire l'imprécision et, peut être, l'arbitraire là où il faut un état de fait incontestable. Pour cette raison et pour d'autres que nous développerons plus loin, nous croyons que la réforme doit consister à prendre pour modèle la disposition de 1898, sans l'étendre.

IX. — Le salaire de base.

Pour le soldat-citoyen, plus citoyen que soldat dans l'esprit de M. Mirman, puisque cet auteur va jusqu'à nier que les accidents et leurs conséquences soient des affaires de l'armée, jusqu'à dire que « le jour où un « soldat, réformé ou non, mais éclopé, est rendu à la « vie civile, c'est une question d'ordre exclusivement « civil de savoir en quel état physique il y est rendu « et d'évaluer, selon le préjudice accidentel dont il a « souffert, la réparation que la société lui doit » (1), pour ce soldat le salaire de base doit être déterminé conformément à la loi de 1898.

Non pas qu'il faille prendre comme base des indemnités le salaire touché par le travailleur durant les douze mois écoulés avant l'accident, parce qu'ici cela n'est pas réalisable. Il faut à cette règle « en substituer une « autre, qui en diffère le moins possible comme texte, « et qui soit inspirée du même esprit. »

C'est pourquoi l'auteur propose de prendre comme salaire de base un salaire annuel, celui touché par l'intéressé dans les douze mois écoulés avant qu'il entre au service ou avant qu'il ait commencé sa période d'instruction et c'est à quoi vise le premier paragraphe de son article 6, savoir :

« Art. 6, § 1^{er}. — Le salaire servant de base à la « fixation des rentes s'entend, pour chaque intéressé,

1. Mirman. *Les accidents militaires*. Article paru dans *Le Journal* n° du 29 mars 1905.

« de la totalité des produits de son travail pendant les
« douze mois écoulés avant son entrée au service. »

Jusqu'ici, tout est logique dans le système de M. Mirman, tout s'enchaîne parfaitement : pour le citoyen-soldat, enlevé à ses occupations professionnelles par suite d'un devoir à remplir, d'un impôt à payer, les accidents qui peuvent en résulter doivent être régis de la même manière que s'ils s'étaient produits au cours de l'exercice de cette profession, de ce métier.

Seulement cette logique trouve bientôt un obstacle sérieux, une difficulté grave que voici : « Tous les
« citoyens étant justement astreints à la même durée
« de service militaire, la victime de l'accident peut
« être non pas seulement un ouvrier manuel ayant,
« depuis plusieurs années déjà avant son incorporation,
« une profession salariée, mais aussi dans certains cas,
« qu'il faut prévoir, un jeune homme — apprenti dans
« certaines industries d'art, étudiant, élève, etc... —
« n'ayant pas terminé son instruction professionnelle,
« n'ayant pas, en conséquence, dans les douze mois
« avant son incorporation, touché un salaire quelcon-
« que ou n'en ayant touché qu'un minime, tout à fait
« provisoire et anormal.

« Voici, à titre d'exemple, un jeune homme qui pour-
« suit ses études de médecine ; il est peut-être d'hum-
« ble famille de travailleurs, il a vécu chichement,
« grâce aux économies prélevées par sa famille sur le
« nécessaire ; il sacrifie le présent en vue de l'avenir ;
« pour lui, ce n'est qu'à la fin de ses études, dans quel-
« ques années, que s'ouvrira la période de rapport, de

« salaire, de gain, de quelque nom qu'on nomme le
« produit matériel de la profession qu'il exercera. Il
« n'avait pas, au moment de l'accident, ni avant son
« incorporation, de salaire réel ; les « produits de son
« travail », sur quoi baser la quotité de sa pension
« d'invalidité, n'existent pas encore. Nul ne songera
« évidemment à priver ce malheureux de la rente à
« laquelle son infirmité lui donne droit ; le préjudice
« dont il souffre et souffrira dans l'avenir doit être
« réparé, comme pour les autres citoyens, sur une
« base forfaitaire. De là la nécessité de déterminer,
« en ce qui le concerne, un salaire de base fictif (1). »

L'étude de ce double système nous en montrera mieux les avantages comme les inconvénients.

A. — *Soldats qui exerçaient avant leur entrée au service une profession nettement déterminée et productive.*

Pour ceux-là, l'application de la loi de 1898 serait relativement facile. Le salaire de base serait celui gagné durant les douze mois qui ont précédé l'appel au service.

Mais les soldats dont le salaire dépasserait 2.400 fr. ne bénéficieraient des dispositions de la présente loi que dans la mesure prescrite à l'article 2 de la loi type.

Conséquences pratiques.

1. Mirman, *op. cit.*, page 30.

1° *Ouvrier ou non ouvrier gagnant moins de 2.400 francs ou cette somme au plus par an, quel que soit son âge.*

La rente qu'obtiendrait l'ouvrier serait égale à celle qu'il aurait eue pour une infirmité de même gravité contractée au cours de son travail ; quant au non ouvrier, il bénéficierait de l'extension de la loi à son égard.

Tout cela constituerait-il un progrès important vis-à-vis du régime de 1831 ? Si nous nous reportons à nos constatations du chapitre II, la réponse ne peut être entièrement affirmative : car, si bien des lacunes des lois de 1831 étaient comblées, notamment en ce qui concerne un inconvénient des incapacités temporaires, le cas de mort et le droit des enfants et ascendants, etc., d'autre part les maladies ne seraient plus visées, — à moins d'une réforme. Cependant, d'une façon générale, les deux systèmes ne présenteraient pas de notables différences quant au montant des indemnités.

2° *Salaire dépassant 2.400 francs.*

Ouvrier. — Outre les remarques ci-dessus, qui ont aussi leur place en l'espèce, la rente serait plus élevée sous l'empire de la loi de 1898. Non pas pour le citoyen accomplissant son service de deux ans, parce qu'à vingt ans, avons-nous vu (1), le jeune homme qui bénéficie d'un fort salaire est l'exception ; mais pour le réserviste ou le territorial. L'ouvrier appelé pour vingt-huit

1. Voir *supra*, page 50.

ou treize jours serait, croyons-nous, plus justement traité par l'application du système de 1898 ; il est un homme dans la complète acception du mot, gagnant un salaire parfois très élevé, ordinairement important. Et si l'on considère que le temps qu'il passe à la caserne n'excède jamais un mois ou un demi-mois, si l'on réfléchit que pour lui, le caractère « civil » est bien près d'être la règle — comme le pense M. Mirman pour tous les soldats-citoyens — on trouvera que la proposition de l'ancien député n'est pas sans logique, surtout si l'on se remémore la loi du 18 juillet 1901 qui garantit aux réservistes et territoriaux leur emploi, en décidant que l'ordre d'appel et la satisfaction que l'ouvrier y apporte ne rompent pas le contrat de travail. Il est alors permis de procéder au raisonnement suivant : « puisque l'État est le premier à considérer le réserviste, le territorial comme un ouvrier, pourquoi lorsque cet homme est victime d'un accident au régiment, ne pas lui accorder la rente correspondant au préjudice causé, en vertu de la loi de 1898 elle-même ? De cette manière l'homme, ordinairement chargé de famille, recevrait exactement ce qui lui est dû et non pas une rente moindre comme dans le système de 1831. »

Cette situation du réserviste et du territorial constitue pour M. Mirman le véritable point d'appui de sa thèse, le pivot de son argumentation généreuse et il faut reconnaître à celle-ci la valeur morale qu'elle possède, sauf à en contester cependant la généralisation.

Non ouvrier. — Toutes ces conséquences, ici aussi,

doivent être envisagées, sauf à ajouter que l'application du système de 1898 au non ouvrier serait un progrès.

En somme, pour ces deux classes de citoyens, et au-dessous de 2.400 francs, la victime recevrait une rente supérieure, basée non sur le grade, mais sur le salaire. Par exemple : un ouvrier gagnant de 10 à 12 francs par jour, soit de 3.000 à 3.600 francs annuellement, jouirait au cas d'incapacité permanente absolue d'une rente de 1.700 ou 1.800 francs ; un non ouvrier serait traité de même pour un gain identique. Mais pour cette dernière catégorie, le gain annuel étant très souvent plus fort — soit comme exemple un industriel gagnant 15.000 francs net dans son année et qui recevrait pour la même incapacité une rente de 3.700 francs — le quantum des rentes augmenterait en proportion.

Il en résulte que la loi de 1898 vaudrait mieux que le système de 1831, à ne considérer que l'ayant droit ; mais il faut penser aussi aux charges budgétaires qui en seraient la résultante directe : et c'est là où la proposition de M. Mirman trouve son point faible, même au regard des réservistes et territoriaux pour lesquels nous plaidions avec lui tout à l'heure.

B. — *Soldats dont le gain avant l'entrée au service est minime ou nul, en raison de leur jeunesse et de leurs occupations.*

Ici, M. Mirman n'a plus en vue que les conscrits de vingt ans n'exerçant pas véritablement une profession :

« Ce sont des apprentis ouvriers d'art, des étudiants, « des élèves... et encore en cours d'études profession-
nelles, n'ayant touché, s'ils en ont perçu un, qu'un « salaire anormal », dit l'ancien député ; et pour les faire bénéficier comme les autres d'une indemnité plus certaine et plus équitable que sous le régime de 1831, il remplace nécessairement le salaire de base, manquant ou trop restreint, par un salaire fictif.

De toute évidence, dit-il, ce ne peut être un salaire fictif unique pour tous, fixe, arbitrairement choisi : « le procédé serait simple autant qu'injuste et il con-
duirait à traiter de même façon le jeune homme « laborieux et digne, ayant travaillé réellement à se « préparer une profession honorable, et le propre à « rien ayant, jusqu'à vingt ans, vécu d'expédients
« inavouables et n'ayant à l'âge du service militaire « aucune profession, parce que toutes exigent un effort
« et qu'il n'a voulu en fournir aucun. » Ce raisonne-
ment satisfait la vertu bourgeoise : celui qui ne veut pas travailler n'a pas le droit d'être traité comme celui qui peine, dirait M. Prudhomme ; par contre cela est tout à fait injuste : qu'il n'ait pas voulu — ce qui n'est pas facilement démontrable — ou qu'il n'ait pas pu travailler d'une façon suivie avant le service, le vagabond devenu soldat fatigue comme les autres, satisfaisant aux exigences de la même besogne ; si donc il est victime d'un accident, il a comme eux droit à une indemnité pour le dommage à lui causé ; seulement ce dommage n'est pour lui que physique, sans influence

sur le salaire (1) ; comment donc l'évaluerez-vous, vous qui ne considérez que le salaire et les atteintes qu'il reçoit ? Le laisserez-vous sous l'empire des lois de 1831, que vous attaquez justement à cause qu'elles sont basées sur la lésion ? Non. Alors, que ferez-vous pour lui ?...

M. Mirman n'y songe pas, du moins dans sa proposition de loi, et ne s'occupant que des travailleurs, cherche un moyen de tenir compte, dans la mesure du possible, de l'effort humain et social de la victime » ; son choix, motivé par le désir de trouver une règle moins injuste qu'un salaire fictif unique, plus souple et en conséquence plus équitable, lui fait proposer la suivante dans son article 6 § 2 :

« Pour ceux qui n'ont pas terminé leur instruction professionnelle (apprentis, étudiants, élèves, etc...), le salaire s'entend du produit annuel que, dans la profession à laquelle ils se préparaient, ils auraient vraisemblablement retiré de leur travail à l'âge de trente ans, sans que ce salaire fictif puisse être fixé à une somme supérieure à 3.600 francs. »

1. Et qui sait pourtant si, justement, courbé pendant de longs mois sous une discipline rigide, astreint à un labeur quelconque, soit pur service des armes, soit labeur d'atelier, cordonnerie, menuiserie ou autre, il n'aura pas pris goût à la vie active et n'allait pas, au sortir du service, exercer le métier appris au régiment ou un métier nouveau pour lui, suffisant à assurer son existence ? Auquel cas M. Mirman, même en accordant à ce pauvre diable une pension ou indemnité basée sur la lésion, ne lui donnerait pas la somme exactement équivalente au préjudice subi !

A cette disposition, l'auteur ajoute celles de l'article 2 de la loi de 1898.

M. Mirman croit par là tenir compte de l'effort humain et social de la victime. Atteint-il le but ?

Envisageons, pour répondre à cette question, les conséquences pratiques de la réforme :

La plus forte rente accordée par la loi de 1831, pour une incapacité absolue, par exemple, est celle du sergent (plus haut grade qu'un soldat accomplissant deux ans de service puisse normalement obtenir, car les sergents promus officiers de réserve et accomplissant comme tels leurs derniers six mois seront en minorité) ; elle s'élève à 1.430 francs, à condition encore que la blessure soit de première classe. Si nous appliquons les principes de 1898, pour une même incapacité, sans tenir compte du grade, mais en nous basant sur le salaire maximum de 3.600 francs, la rente sera de 1.800 francs, rente maxima. Soit un bénéfice d'au moins 400 francs pour la victime et, par contre, une charge de plus à inscrire au budget dont le « débit » ne tardera pas à devenir singulièrement obéré. Il en sera de même pour les autres incapacités. Mais M. Mirman, raisonnant en pur théoricien, ne s'en inquiète guère : ce qu'il veut avant tout, c'est qu'une équitable réparation soit faite.

Le serait-elle si sa théorie était appliquée ? Il n'est pas permis de conclure d'une manière formelle pour l'affirmative, car il serait osé de vouloir déterminer ce que la victime aurait gagné à trente ans ; on demeurerait dans le domaine des probabilités et les événe-

ments prouveraient à plus d'une reprise que les calculs étaient erronés : tel étudiant qui laissait prévoir un brillant avenir ne parviendrait à rien en réalité ; tel autre qui n'était qu'un petit ouvrier d'art mal rémunéré au moment de devenir soldat, se créerait en quittant l'uniforme une situation supérieure déjà à celle que l'on entrevoyait pour lui et dépassant peut-être comme gain le chiffre de 3.600 francs.

Quelquefois l'équité serait respectée ; la plupart du temps elle serait violée ; et même si le salaire fictif pris comme base était par exception celui qu'il fallait appliquer, les difficultés — déjà rencontrées par le législateur au sujet de l'apprenti dans la loi de 1898, — seraient ici moins faciles à écarter.

A celles-ci, ainsi que pense M. le contrôleur Cretin (1), se joindrait, pour les professions non manuelles, la difficulté non moins grande d'apprécier avec quelque vraisemblance la réduction que la blessure ou l'infirmité aurait fait subir au salaire.

Et puis, quelles complications nouvelles ! recherches sur le travail, les occupations de chacun, fixation du salaire réellement gagné, choix du salaire fictif à trente ans... toutes choses qui devraient être accomplies sinon avant l'entrée au service — d'où surcroît de besogne pour les services publics civils, puisque tout le travail leur incomberait en ce cas — du moins à ce moment-là, aux fins d'un contrôle efficace — d'où perturbations certaines et transformation plus grave encore des bu-

1. Contrôleur Cretin, *op. cit.*, page 109.

reaux régimentaires et autres en ministères, ce qu'ils sont déjà par malheur, et en fin de compte entraves au pur service des armes.

Il faut reconnaître cependant que la réforme, en l'admettant comme possible, serait avantageuse pour ces accidentés, si nous nous appuyons sur nos constatations premières : les quotités des rentes seraient plus élevées.

De ce côté, l'idée généreuse qui pousse à la réforme serait satisfaite et même, si l'on y songe, ce serait là presque une prime à l'intelligence et au travail qui serait établie ; car les jeunes gens dont nous nous occupons recevraient à cause du salaire spécial à eux attribué une rente plus forte que celle de leurs compagnons d'armes d'un niveau intellectuel plus bas ou d'une éducation moins soignée. M. le contrôleur Cretin s'en offense : c'est pourtant là où l'on en viendrait logiquement avec la théorie de M. Mirman, qui cependant n'a pas eu en l'espèce la moindre idée de créer une faveur, mais de faire un seul calcul.

Toutefois, à la satisfaction des ayants droit correspondrait une aggravation soudaine et très sérieuse des charges de l'État, ainsi que nous l'observions plus haut. Et cette contre-partie, le système de M. Mirman l'engendrerait toujours. Non pas que d'autres systèmes ne soient à l'abri de pareilles conséquences ; toute réforme, tout acheminement vers le mieux, quand ce mieux, doit être au profit des citoyens, coûte à l'État... c'est-à-dire à tous. Mais ici surtout, quand les finances de la Guerre et de la Marine sont déjà si lourdes, la

réforme serait tellement coûteuse qu'elle touche, on peut dire, à l'impossible.

DEUXIÈME PARTIE. — *Autre système.*

Si nous retenons les critiques principales, parmi celles que nous venons de faire à la proposition de M. Mirman, nous pouvons dire que cette proposition ne nous satisfait ni au regard des soldats assujettis, ni en ce qui concerne le salaire fictif de base, ni au point de vue budgétaire.

Il nous faut trouver un système qui, comblant d'ailleurs toutes les autres lacunes constatées dans les lois de 1831 (ascendants, veuves, incapacités diverses, service commandé) et visant les maladies, s'applique à la fois aux militaires de carrière comme aux soldats accomplissant leur service (deux ans ou période d'instruction), en tenant compte par conséquent du grade acquis, élève un peu la quotité des rentes et parvienne néanmoins à concilier l'intérêt des ayants droit avec ceux des finances.

Nous avons un long temps pensé que le choix d'un salaire fictif, le même pour tout soldat, sauf le grade, en raison du risque professionnel existant semblablement pour tous, contenait peut-être la solution cherchée. En fixant par exemple le salaire de base, gagné fictivement à l'armée ou à bord par le simple soldat, à 4 fr. 50 par jour — soit un salaire annuel de 1.800 francs — nous espérons obtenir, en opérant suivant le mécanisme de 1898 et pour les différentes inca-

pacités comme pour le cas de mort, un résultat satisfaisant. Mais les études auxquelles nous nous sommes livré nous ont démontré que ce choix strict était mauvais parce que aboutissant à des conséquences inacceptables.

Ainsi, pour une incapacité temporaire, en vertu de l'article 3 de la loi de 1898, le simple soldat au sortir du service aurait reçu, avec ce système, jusqu'à sa guérison complète un salaire journalier de $\frac{4 \text{ fr. } 50}{2} = 2 \text{ fr. } 25$.

Cette indemnité aurait bien permis au soldat de vivre en sortant du service et en attendant la reprise du travail, mais elle aurait été trop onéreuse pour l'État et, d'autre part, si l'on songe qu'elle aurait été équivalente à une diminution de capacité de 50 0/0, on conclut que son chiffre est trop fort.

Fallait-il abaisser le salaire fictif ? Mais alors, pour une incapacité permanente partielle qui engendre, sous le régime nouveau des échelons une gratification allant de 100 à 200 et 300 francs suivant la diminution de capacité, jamais ce taux n'aurait été atteint ; il aurait fallu, non pas abaisser le salaire fictif choisi, mais afin de maintenir les bons résultats du système des échelons, fixer ce salaire à 2.000 francs par an ou 5 fr. 55 par jour. En effet, l'infirmité étant égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire, la diminution de capacité de 30 0/0 aurait bien donné

$\frac{600}{2} = 300$ francs ; celle de 20 0/0 : $\frac{400}{2} = 200$ francs ;

enfin celle de 10 0/0 : $\frac{200}{2} = 100$ francs.

Or, ce salaire de 2.000 francs aurait été une somme beaucoup trop élevée au cas d'incapacité permanente absolue. Celle-ci engendrant une indemnité calculée à raison des deux tiers du salaire annuel — dans le système de 1898 — le soldat aurait obtenu une rente égale aux deux tiers de 2.000 francs, soit 1.333 fr. 33 ; rente beaucoup trop forte à la comparer à celles que les lois de 1831 lui donnent : 600, 750 ou 975 francs suivant la classe de la blessure.

Et ainsi de suite.

Ces différents calculs prouvent que ce salaire, fictivement choisi, ne nous donnerait pas satisfaction. Nous ne parviendrions à une solution équitable, par le mécanisme de 1898, qu'en adoptant pour chaque incapacité comme pour le cas de mort (cause : accident ou maladie) un salaire fictif, le même pour chaque grade, mais différent d'une espèce à l'autre : ce qui permettrait d'obtenir l'indemnité ou la rente désirée, c'est-à-dire plus forte que sous le régime de 1831 et toujours certaine. Ce choix étant fait, l'application des modes de calcul de la loi de 1898 serait facile ; on obtiendrait ainsi l'unité de traitement et de procédure que la proposition de M. Mirman n'aurait pas observée ; de plus les finances seraient moins exposées.

Par ce dernier moyen, qui ne serait qu'un expédient destiné à mettre en œuvre le mécanisme de la loi de 1898, on parviendrait à une solution équitable.

Mais ce ne serait qu'un expédient, employé uniquement pour l'amélioration du sort des accidentés : ce qu'il est possible de faire dès à présent par la seule

réforme du système de 1831. Le parti le plus simple, à notre avis, est encore de refondre ce système de telle sorte que tous les intéressés y trouvent leur profit (1).

Nous n'avons nullement besoin pour cela d'une adaptation de la loi de 1898; qu'importe après tout le choix d'un salaire fictif, d'une quotité variant suivant l'incapacité, pour assurer à l'ayant droit une indemnité plus équitable, si nous fixons directement et très justement celle-ci ! Nous évitons de cette manière un calcul qui ne servirait à rien ; et le résultat de notre étude critique est en définitive celui-ci : le risque professionnel militaire engendre, quand il se réalise et frappe encore le soldat à sa sortie du service, une indemnité proportionnée à la gravité de l'incapacité produite, sans qu'il soit besoin de prendre pour base de cette indemnité un salaire quelconque, réel ou fictif.

C'est le retour au principe de 1831 — posé bien avant 1898 — de l'existence du risque professionnel et des obligations qui en découlent.

1. Il faut, a dit M. Marcel Planiol au sujet de la révision générale du Code civil : « procéder par voie de réformes partielles, modérément et avec précaution ; ce serait folie de raser le château pour changer quelques poutres ou quelques ardoises. Les inconvénients certains et les risques possibles d'une telle opération en dépassent de beaucoup les avantages. » (M. Planiol. *Le Code Civil ; Livre du Centenaire*. Tom. II, p. 963 *in fine*, 1804-1904.) Cette pensée ne pouvait mieux être rappelée qu'ici.

TROISIÈME PARTIE. — *Refonte du système de 1831.*

Conclusion.

Nous n'avons pas ici l'intention de reprendre une par une toutes les critiques que nous avons faites à son égard ni de mentionner ses avantages. Il suffira de se reporter, pour chaque incapacité, à l'étude qui lui a été spécialement consacrée dans le corps de cet ouvrage et de relire la conclusion que nous avons tirée.

Mais, dans l'ensemble, la réforme doit consister en ceci :

I. — Tout soldat (1) blessé doit obtenir au sortir du service, si la blessure cause encore une incapacité, une indemnité temporaire ou permanente suivant le caractère de la blessure.

II. — Outre la veuve et les orphelins, tout ascendant ou descendant à la charge du soldat mort du fait du service, doit recevoir une pension.

III. — Tout accident et toute maladie se manifestant encore au sortir du service, doivent engendrer un droit à indemnité. (Voir pages 74 et suivantes la critique de service commandé et la façon possible de comprendre et d'appliquer l'article 12 ; pages 92 et suivantes, la critique des articles 12 et 19 et la façon de les comprendre comme de les appliquer.)

IV. — L'accident, comme la maladie, doivent avoir

1. De carrière ou appelé. C'est la conséquence du risque professionnel existant pour tous.

pour origine : le fait ou l'occasion du service (voir pages 74 et suivantes l'étude de l'article 12).

Il est bien certain, et nous avons déjà maintes fois exprimé cette pensée, qu'une telle réforme ne laissera pas que d'alourdir encore plus le budget de la Guerre et celui de la Marine. Mais la refonte de la loi de 1831 aura du moins cet avantage de ne pas les grever autant que le ferait une adaptation de la loi de 1898 basée sur le salaire gagné par le soldat l'année d'avant son service et surtout dans les huit années qui le suivent.

Quand une réforme s'impose, le législateur et ceux qui travaillent avec lui pour le bien commun, doivent s'efforcer de concilier les intérêts de toutes les parties en cause, soit en notre espèce : l'accidenté (et les siens) d'un côté, de l'autre la collectivité pour la sauvegarde de laquelle celui-ci a été blessé ou tué.

L'État n'est ni un entrepreneur de la paix publique auquel incombent tous les risques ni un maître affranchi de toute responsabilité. Nier la dette de l'État serait autant monstrueux qu'illogique ; le fait du prince ne doit plus assurer à celui-ci l'impunité la plus absolue.

Mais si l'État a plus qu'un devoir d'humanité à remplir, s'il doit avoir — quoi qu'en pense M. le contrôleur général Cretin — la charge des obligations qu'il se crée, si nous sommes tous solidaires, tous débiteurs les uns des autres, selon le mot de M. Léon Bourgeois, cependant cette solidarité a des limites ; l'impôt du service militaire, l'impôt du sang se balance par les impôts pécuniaires auxquels nous sommes tous

astreints et ceux-ci ne doivent pas être plus lourds que celui-là (1).

C'est pourquoi les indemnités et les rentes que devra accorder la nouvelle loi ne pourront, dans la plupart des cas, jamais égaler le salaire de l'accidenté ; pourquoi elles ne peuvent avoir pour objet que de faire vivre la victime et les siens ou l'aider à vivre jusqu'à complète guérison (2).

Telle est notre conclusion, qui peut-être sera celle aussi de la récente commission nommée dernièrement

1. L'impôt du service militaire, dira-t-on, est d'autant plus lourd pour l'ouvrier que celui-ci est moins riche, moins pourvu d'argent de poche quand il est soldat et surtout arraché à son métier durant de longs mois. Mais l'inégalité n'est qu'apparente ; d'abord on peut et on doit en dire autant de tout travailleur en ce qui concerne le salaire, si fort soit-il, et pour ce qui est des plus fortunés, ils payent dans la vie civile, de toutes manières, le droit de jouir de leur argent, le droit de le dépenser, en proportion de leur fortune dans certains cas, tandis que l'ouvrier, le petit, est moins chargé, généralement, et même dégrevé de plusieurs impôts déterminés.

2. Le Dr Oberlé, dans son article déjà cité, parvient à la même conclusion mais par des voies différentes, par le raisonnement suivant qui nous paraît bien hasardé : « La loi de 1898 représente une sorte « de contrat entre les deux parties : capital et travail. Dans l'armée « il n'en est plus ainsi : Quel est le patron ? c'est l'État, c'est-à-dire « la Nation elle-même qui a décidé, par ses représentants officiels, que « chacun devait apprendre à défendre son foyer ; que chacun devait « faire un apprentissage militaire. Le soldat travaille donc pour lui-même, c'est à lui seul que profitera son travail, en un mot : il est « son propre patron. Dès lors, il n'y a pas lieu de tenir compte de « la profession qu'il exerçait auparavant. »

Ce raisonnement, en toute logique, conduirait à cette conséquence : que le patron doit seul supporter le risque. Résultat : le soldat, propre patron de soi-même, n'aurait droit à rien.

en mars 1907, par la Chambre des députés aux fins d'examiner et d'améliorer la situation des soldats et des leurs.

Et si les dépenses qu'il y aura lieu d'inscrire aux budgets de la Guerre comme de la Marine deviennent — à moins d'une administration profondément habile, ennemie des gaspillages trop fréquents et vraiment soucieuse de nos intérêts — un peu plus étendues que sous l'ancien système, nous sommes encore assez riches et conscients de notre devoir aussi bien que de nos droits, en France, pour faire face à ces obligations nouvelles.

Maintenant que l'heure est venue pour nous de clore cette longue étude, entreprise avec le seul désir de bien servir une cause juste, si nous demeurons pénétré de ce sentiment qu'elle aurait pu mieux être défendue, cependant nous avons conscience d'y avoir mis toutes nos forces. Dans un avenir proche le vote des Chambres décidera peut-être de la victoire... ce jour-là nous serons heureux d'avoir contribué, très modestement, à la produire. Et c'est notre plus cher espoir.

Vu : le Président de la thèse
AMBROISE COLIN

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le ViceRecteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

APPENDICE

Note 1

PORTÉE EXACTE DE L'ARRÊT AUXERRE
C. D'ÉTAT, 17 FÉVRIER 1905

A la date du 11 mai 1905, le Conseil d'État fut saisi en tant qu'assemblée consultative, des deux questions suivantes :

1° L'accident imputable à une faute du service public ouvre-t-il une action en réparation civile au profit du militaire qui en a été victime, de sa veuve ou de ses enfants mineurs, lorsque l'accident s'est produit en service commandé ?

2° L'action reste-t-elle ouverte même dans le cas où l'intéressé serait fondé à se prévaloir des dispositions de la loi du 11 avril 1831 pour obtenir une pension, et cette pension viendrait-elle en déduction, le cas échéant, du montant de l'indemnité allouée ?

Le Conseil d'État (sections réunies des finances, guerre, marine, etc., et de législation, justice, etc.) répondit en ces termes (avis du 28 juin 1905) :

« Sur la première question : considérant que les obligations dont l'État est tenu à l'égard des militaires, de leurs veuves et de leurs orphelins, sont définies

par les lois relatives aux pensions militaires et notamment par les articles 12 et 19 de la loi susvisée du 11 avril 1831 ;

« Considérant qu'il résulte des dispositions de ces lois que le législateur a entendu, en ce qui concerne les personnes ci-dessus dénommées, limiter à l'attribution d'une pension ou d'un secours faite conformément aux prescriptions des articles 12 et 19 de la loi du 11 avril 1831, les charges résultant pour l'État des accidents qui seraient la conséquence de l'accomplissement des devoirs militaires; que, dès lors, lesdites personnes ne peuvent prétendre à raison du dommage à elles causé par un accident imputable à une faute du service public à une autre allocation au moyen d'une action en réparation civile ;

« Considérant qu'aucune loi étrangère à la législation des pensions n'a depuis 1831 modifié les règles d'après lesquelles se trouve établie la responsabilité de l'État à l'égard soit des militaires, soit de leurs orphelins.

« Sur la seconde question : Considérant que la solution donnée à la première question rend sans objet l'examen de la seconde ;

« Sont d'avis qu'il y a lieu de répondre dans le sens des observations qui précèdent. »

De la solution, indiquée par le Conseil d'État, découlent les conséquences suivantes dont nous empruntons l'énoncé à M. le contrôleur général Cretin :

1° Les bénéficiaires de la loi du 11 avril 1831 sur les retraites, c'est-à-dire les victimes elles-mêmes, les

veuves ou orphelins mineurs *ne peuvent invoquer que les droits qu'ils tiennent de cette loi*. L'action en dommages-intérêts leur est fermée (solution confirmée par un arrêt au contentieux du 12 janvier 1906, Paillotin) ;

2° Cette action leur sera fermée même dans le cas où, en raison des causes, de la nature ou des suites de l'accident, le droit à pension ne serait pas effectivement ouvert !

NOTE 2

QUESTION BUDGÉTAIRE

Faute de documents importants, nous ne pouvons que donner un aperçu sommaire de cette question. Voici ce que disait M. Messimy à la Chambre des députés, le 8 juin 1903 : « Aucune catégorie des charges budgétaires ne s'est accrue avec une rapidité aussi « considérable que les dépenses nécessitées par le service des pensions militaires.

« Dans les cinquante dernières années, les effectifs « de nos armées ont à peu près doublé ; mais dans le « même temps le chiffre des pensions militaires (guerre « et marine) a presque quadruplé, s'élevant de 47 millions en 1853, à 96 millions en 1875 et à 168 millions « en 1903. »

Les statistiques qui vont suivre vont prouver l'exactitude de ces dires.

De même que pour les accidents soumis au régime de la loi de 1898, la plus forte proportion est atteinte

par ceux qui entraînent une incapacité permanente partielle *pouvant* être la cause d'une gratification temporaire.

Ainsi, en 1897, il a été délivré par le ministère de la Guerre : 368 congés de réforme n° 1 (avec pension ou indemnité) contre 12.599 congés de réforme n° 2 (sans gratification).

En 1903, sous le régime de la loi de 1898, ainsi que nous l'apprend M. Mirman, 13.853 graves accidents du travail ont été réglés par ordonnances constatant l'accord des parties ou par jugements ; sur ce nombre : 1.524 avaient entraîné la mort ; 179 une incapacité permanente absolue et 12.150 une incapacité permanente partielle.

La statistique, sous les deux régimes, est donc la même : les accidents mortels ou très graves sont le petit nombre. C'est pourquoi le chapitre LIV du budget de la Guerre contient des chiffres éloquentes en ce qui concerne les gratifications de réforme renouvelables et permanentes ; et depuis 1897, la lecture des budgets annuels prouve que de sérieux efforts ont été faits pour gratifier les intéressés. La gratification était de 180 francs pour le soldat en 1856 ; en 1890 elle fut portée à 200 francs par suite d'un crédit supplémentaire de 250.000 francs ; à 220 francs en 1892 ; à 240 francs en 1895 ; à 264 francs en 1898 par suite d'un crédit supplémentaire de 300.000 francs ; enfin à 300 francs en 1900.

En 1903, le nombre des gratifiés était de 13.166 et le chapitre LIV du budget de la Guerre s'élevait au même

chiffre que la précédente année pour les secours et gratifications à la somme de 6.216.360 francs.

Note 3

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Tous les États qui entretiennent sur le pied de paix une armée importante, basent les pensions et indemnités sur le même principe que le nôtre : la lésion, considérée en elle-même, indépendamment du salaire.

L'extension aux soldats des principes du risque professionnel basé sur le salaire gagné par la victime n'a encore été accomplie, à notre connaissance, que par la Suisse, et dans certains cas, par l'Allemagne.

A. — Suisse

Elle a fait une loi spéciale aux accidents militaires, les traitant dans la mesure du possible par les règles du droit commun.

Divers projets de lois d'assurances avaient été discutés les 1^{er} et 2 novembre 1898 par les Chambres fédérales; au mois de décembre de la même année ils furent publiés par la commission de rédaction en même temps qu'un projet sur l'assurance des militaires contre la maladie et les accidents, projet contenu dans le titre III de la publication.

Le département fédéral de l'industrie ayant chargé M. le D^r Moser de dresser les évaluations relatives à ce dernier texte, le délégué en question procéda à une

étude mathématique en date du 1^{er} mars 1899 (*Uebersichten und Tabellen über die Beteiligung des Bundes der Arbeitgeber und der Arbeiter an der Aufbringung der Mittel*. Berne, 1899) et, en ce qui concerne l'assurance militaire, estima qu'elle imposerait à la confédération une charge annuelle de 300.000 francs; après réflexion et nouveaux calculs, il porta cette charge à 500.000 francs environ.

Ces projets furent votés au Conseil national le 2 octobre 1899 et le 5 octobre 1899 au Conseil des États.

Les textes votés furent publiés dans la *Feuille fédérale* d'octobre 1899 sous le titre de « Loi fédérale du 5 octobre 1899 sur l'assurance contre les maladies et les accidents et sur l'assurance militaire ».

Enfin, l'Assemblée fédérale a voté, le 28 juin 1901, cette loi d'assurance militaire qui a été promulguée le 11 octobre 1901 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1903.

Voici, d'après le *Bulletin de l'Office du travail*, ses principales dispositions :

I. — Dispositions générales.

La Confédération assure :

Contre la maladie et les accidents, les militaires et assimilés de tous grades pendant qu'ils sont au service (art. 2).

Contre les conséquences économiques des accidents, survenus dans l'exercice de leurs fonctions, les divers auxiliaires (agents du recrutement, domestiques et ouvriers) (art. 2), ainsi que les membres des sociétés de

tir et les participants à des cours militaires préparatoires (art. 3).

L'assurance s'applique (art. 6):

1° Aux maladies et accidents survenus pendant le service ou dans l'exercice des fonctions militaires;

2° Aux maladies et accidents dont sont atteints les assurés en se rendant au service ou en rentrant dans leurs foyers;

3° Aux maladies résultant d'influences délétères subies par l'assuré durant la période visée dans le premier paragraphe et constatées par un médecin patenté dans les trois semaines après l'expiration de la période de service.

Passé ce délai, elles ne seront prises en considération que si elles résultent « certainement ou très probablement » du service et si elles sont déclarées dans l'année où elles se sont produites (art. 7).

Sont déchus du droit aux prestations de l'assurance militaire, les assurés dont les maladies et accidents résultent d'une faute grave, d'un acte délictueux ou dolosif (art. 11), d'une infraction aux règlements, d'une désobéissance, sans préjudice des peines disciplinaires et des poursuites pénales en cas de simulation ou de dol.

II. — *Prestations de l'assurance militaire.*

A). — Art. 19 et s. — En cas d'infirmités temporaires, l'assuré a droit à l'entretien et au traitement gratuits dans l'hôpital désigné par l'autorité militaire et à une indemnité de chômage fixée à 5 francs par jour

pour les officiers, 3 francs pour les sous-officiers et soldats pendant les trente premiers jours de maladie. Passé cette période, l'indemnité journalière est calculée proportionnellement au gain journalier de l'assuré ; elle est de 70 0/0 du gain journalier en cas d'incapacité totale de travail, et elle est réduite lorsque l'incapacité n'est que partielle. Exceptionnellement et dans des cas spéciaux, elle peut être majorée et atteindre 100 0/0 du gain journalier.

Lorsque l'assuré a reçu l'ordre ou l'autorisation de se faire soigner à domicile, il reçoit une indemnité journalière fixée à 3 francs pour les officiers et 2 fr. 50 pour les sous-officiers et soldats. Cette indemnité, dans des cas spéciaux, peut être fixée à un chiffre plus élevé lorsque les frais de l'assuré dépassent l'indemnité allouée. Le droit à l'indemnité cesse le jour où l'assuré aurait pu, sans inconvénient, être renvoyé de l'hôpital.

B). — Art. 28 et s. — En cas d'infirmité permanente, l'assuré reçoit les prestations allouées en cas d'infirmité temporaire jusqu'au moment où il est déclaré invalide. Il lui est alloué alors une pension d'invalidité viagère ou temporaire.

La pension temporaire peut, à l'expiration du délai fixé, si l'infirmité subsiste encore, être renouvelée ou convertie en pension viagère. Le taux de la pension équivaut à 70 0/0 du gain journalier multiplié par 300. Si l'assuré est totalement infirme et en même temps indigent, elle peut être majorée par un temps déterminé ou indéterminé jusqu'à concurrence de 100 0/0

du gain annuel. De même lorsque l'incapacité de travail n'est que partielle, la pension est réduite en proportion. La pension est toujours susceptible d'augmentation, de réduction et même de suppression, lorsque la gravité de l'infirmité se révèle comme notablement différente de celle reconnue jusqu'alors.

Lorsque l'assuré, atteint de maladie ou d'accident, n'avait pas encore le gain d'un adulte, le pension est calculée d'après ce gain sans que celui-ci puisse excéder le gain normal d'une personne de 25 ans.

C). — En cas de mort (art. 33 et s.), les prestations indiquées ci-dessus sont remplacées par une indemnité funéraire (40 francs) et une pension aux parents survivants. Cette pension est de 40 0/0 du gain annuel pour la veuve et de 65 0/0 si l'assuré laisse des enfants légitimes ou naturels reconnus âgés de moins de 18 ans. A défaut de veuve ou d'enfants, et si le décès de l'assuré porte un préjudice grave à leur subsistance, le père ou la mère a droit à 20 0/0, les deux ensemble à 35 0/0 du gain annuel du défunt; un frère ou une sœur, jusqu'à 18 ans, à 15 0/0 ; plusieurs frères ou sœurs ensemble à 25 0/0 ; un grand-père ou une grand'mère à 15 0/0 ; les deux ensemble à 25 0/0. Aussi longtemps qu'ils jouissent de la pension, les parents excluent les frères et sœurs et ceux-ci les grands-parents.

N'ont pas droit à pension les survivants qui, au moment du décès de l'assuré, étaient de nationalité étrangère et résidaient à l'étranger.

Sont rachetables les pensions d'invalidité ou de survivant dont le montant annuel est inférieur à 100 francs

ou dont le titulaire réside à l'étranger. En cas de nouveau mariage, la veuve reçoit en liquidation de sa pension le triple du montant annuel de cette dernière.

Art. 45. — La Confédération supporte toutes les dépenses résultant de l'assurance militaire, sous réserve de la part contributoire du canton. L'Assemblée fédérale fixe, par la voie du budget, les crédits nécessaires.

Art. 46. — Il est constitué pour l'assurance militaire un capital de couverture et un fonds de sûreté. L'assurance militaire a une comptabilité distincte.

Le fonds de sûreté est formé des excédents de recette des comptes annuels de l'assurance militaire, des intérêts du fonds lui-même et d'autres attributions.

Les déficits éventuels seront couverts par des crédits supplémentaires.

Art. 48. — L'Assemblée fédérale porte annuellement au budget, pour le fonds des invalides, une somme qui ne peut être inférieure à 500.000 francs.

Art. 50. — Sont abrogées : 1° la loi fédérale du 13 novembre 1874 sur les pensions militaires et les indemnités ; 2° les prescriptions concernant l'assurance par la confédération des militaires contre les accidents.

M. Mirman se prévalait de cette loi en présentant sa proposition de loi. Mais, en dehors de toutes nos remarques antérieures, nous ajoutons que si la Suisse a pu accomplir la réforme, elle le doit au petit nombre de ses soldats et au risque restreint qu'ils courent, ne faisant que des périodes relativement courtes d'exercice.

B. — Allemagne

Le système de l'assurance obligatoire, en matière d'accidents, a été inauguré avec la loi du 6 juillet 1884. Puis, différentes lois ont suivi qui étendirent l'assurance-accident à différentes entreprises, notamment aux constructions de l'armée et de la marine. Parmi ces lois d'extension (*Ausdehnungsgesetze*) en effet, nous trouvons celle du 15 mars 1886 qui concerne les fonctionnaires et les militaires occupés dans les ateliers de l'État (art. 1^{er}). Elle augmentait les pensions de retraite et cherchait à les rendre équivalentes aux rentes accordées aux ouvriers.

Toutes ces lois ont été refondues en une seule, qui date du 30 juin 1900 et constitue un véritable code d'assurances ouvrières. En dehors de ces lois, il y a une loi spéciale, du 30 juin 1900 encore, sur les prisonniers et une autre du 18 juin 1901 sur l'assurance des employés et des soldats... Mais cette dernière ne vise que les *ouvriers* militaires.

Néanmoins, c'est un progrès, un avantage réalisé à leur profit, par comparaison aux soldats français employés comme ouvriers dans les établissements militaires durant leur service et qui, suivant l'article 1^{er} de l'instruction provisoire D. pour l'application dans ces établissements de la loi de 1898 (25 mai 1899) ne sont pas admis à en bénéficier.

LISTE

des ouvrages le plus souvent consultés

- LOUIS ANDRÉ ET LÉON GUIBOURG. — Code du travail annoté, 1905 (Librairie Pichon).
- ADRIEN BAVELIER. — Traité des pensions civiles et militaires. T. II (Paris, 1886, Rousseau).
- J.-L. BRETON. — Extension de la loi de 1898 aux maladies professionnelles. Proposition de loi, n° 1159. Chambre des députés, 1903.
- C. CRETIN. — Du contentieux administratif et de la jurisprudence du Conseil d'État en matières militaires (Paris, 1884, Baudoin).
- A. GARREL. — Manuel des pensions de l'armée de terre et de mer (Paris, 1858, Dumaine).
- ROGER LEROY. — Pensions de l'armée de terre. Thèse 1901, (Paris, 1901, Rousseau).
- L. MIRMAN. — Extension et adaptation de la loi de 1898 aux accidents militaires. Proposition de loi, n° 2305. Chambre des députés, 1905.
- EUGÈNE OURY. — Dictionnaire des pensions inscrites au Trésor public (Paris, 1874, Dumaine).
- TARDIEU. — Manuel des pensions, 1907.
- Annuaire de la législation du travail, 1902-1903.
- Bulletin de l'Office du travail, 1902-1906.
- Bulletin de l'Office international du travail, 1902-1906.
- Congrès international des accidents du travail (Bulletin du Comité, 1900-1906).

Recueil des arrêts du Conseil d'État, 1900-1906.

Revue Blanche, 15 mars 1902.

Revue du Palais, 15 juin 1905.

Revue Pénitentiaire, janvier 1907.

Revue Politique et Parlementaire, mars-avril 1906.

Journal officiel, 13 février 1900, 13 et 16 novembre 1903,
4 et 5 mars 1905, 15 février 1906.

TABLE DES MATIÈRES

Le risque professionnel dans le service militaire.

	Pages
CHAPITRE I. — Ensemble de la situation actuelle des militaires et marins au point de vue du risque professionnel. Système de 1831	8
CHAPITRE II. — Critique du régime actuel comparé à la situation faite au travailleur par les lois de 1898.	
Première critique : Tantôt le droit, tantôt l'assistance	18
Deuxième critique : Fixation irrationnelle de la quotité des pensions	101
Troisième critique : Vice organique du système de 1831.	109
CHAPITRE III. — De la loi nouvelle	116
CHAPITRE IV. — Adaptation de la loi de 1898.	128
Première partie : Proposition de loi de M. Mirman.	131
Deuxième partie : Autre système	156
Troisième partie : Refonte du système de 1831.	
Conclusion.	160
APPENDICE	164
Note 1. — Portée exacte de l'arrêt Auxerre (C. d'É., 17 février 1905).	164
Note 2. — Question budgétaire.	166
Note 3. — Législations étrangères.	168

